

Introduction ----page 1

Méthodologie----page 5

Première partie :

De la prise de conscience à l'engagement associatif
origine, création et développement d'Ayda. ----page 12

I La nécessité d'action ---- page 13

1) Les racines de ce mouvement ---- page 13

a) L'appel du CISIA

b) La prise de conscience à Toulouse et les manifestations préparatoires à la création

2) La création ---- page 21

a) La création et son organisation

b) Les bases juridiques

c) La mise en place et la diffusion

II Les moyens mis en œuvre ---- page 29

1) Le fonctionnement interne ---- page 29

a) Le bureau et le fonctionnement interne

b) Les différents comités

c) Les relations avec les adhérents

2) Les moyens de fonctionnement ---- page 38

a) Les subventions

b) Les cotisations, les recettes et les dons

III Un réseau et des relations ---- page 45

1) L'implantation dans le tissu toulousain ---- page 45

a) Les rapports institutionnels

b) Le monde associatif et syndical

c) Le monde politique

d) Le monde culturel

e) Le cas particulier de Marise Bergé-Lavigne

2) Les tentatives d'unification du mouvement de solidarité----page65

a) La coordination Grand Sud

b) Un réseau national autour de POUR !

3) L'implantation en Algérie ---- page 74

a) Le monde associatif

b) Le monde politique et syndical

Deuxième partie

Les hommes et les femmes qui font Ayda. ---- page 80

I Les membres de l'association ---- page 81

1) Un engagement militant ---- page 81

a) Un renouveau associatif

b) Dans une ville aux couleurs de l'histoire

2) Des horizons diversifiés ---- page 91

a) Les premiers militants

b) Une ouverture vers la communauté algérienne de Toulouse

II Les réfugiés politiques algériens ---- page 97

1) Algérie : la construction difficile de la démocratie --- page 98

a) Une ouverture démocratique au prix de révoltes durement réprimées

b) 1992 : un coup d'état déguisé aux graves conséquences

c) Sant'Egidio : une recomposition du mouvement démocratique

c) Un espoir de paix : les élections présidentielles d'avril 1999

2) Une émigration bien particulière ---- page 111

a) Des horizons diversifiés issus du mouvement démocratique algérien

b) Les réfugiés aidés par Ayda

3) Une situation juridique complexe ---- page 126

a) Le code des étrangers et les accords bilatéraux

b) Une spécificité : la demande d'asile et le statut de réfugié politique

Troisième partie

Les idéaux au service de l'action ---- page 138

I Aide matérielle et morale aux réfugiés ---- page139

1) L'accueil ---- page139

2) La vie quotidienne ---- page 145

a) Le problème du logement

b) La nourriture

c) L'emploi

d) La scolarisation des enfants

3) Les aides médicales un élan de générosité ---- page 152

II Des actions politiques ---- page 156

1) L'émancipation des femmes un combat pour la démocratie ---- page 156

2) Le soutien aux journalistes ---- page 160

3) Un pont entre les deux cultures ---- page 163

a) Les hommages aux personnalités assassinées

b) Les conférences et les débats

e) Les expositions et les manifestations

III Des activités spécifiques ---- page 190

1) La revue ASMA ---- page 190

2) Les actions de formation ---- page 198

a) Une initiative originale

b) Ayda l'interface entre Tiaret et Toulouse, la formation de formateurs syndicalistes

3) Le Forum des Artistes et Intellectuels Algériens ---- page 206

4) La caravane des associations ---- page 210

Conclusion - - - - page 221

Bibliographie commentée ---- page 224

Annexes - - - - page 234

Notes --- Première partie

Notes --- Deuxième partie

Notes --- Troisième partie

Remerciements

Je remercie très profondément l'association Ayda de m'avoir ouvert ses archives et m'avoir permis de réaliser cette étude grâce à la confiance qu'elle m'a accordée. Je remercie également tous les militants d'Ayda qui ont bien voulu prendre sur leur temps pour répondre à mes questions. Je tiens à assurer de ma gratitude toutes les personnes qui m'ont prêté attention lors d'un entretien. Que soient ici remerciés, Geneviève Azam, Zaïda Radja Mathieu, Mohamed Bahrour, Aziz Chahoui, Georges Rivière, Hassina Hamaïli, Saïd Bessaïa et Michel Didier.

Pour l'aide et les conseils qu'il m'a apportés, je remercie tout spécialement Mohamed Bahrour. J'aimerais accorder une mention spéciale à Georges Rivière et Hassina Hamaïli, pour leur accueil, leur gentillesse et l'intérêt qu'ils ont porté à mon travail.

Merci, à Nadia pour les personnes qu'elle m'a permis de contacter, à Gaëlle pour ses encouragements, à Toufik pour ses renseignements, à Christelle pour son aide, à Violaine pour sa bonne humeur le samedi, à Gaëlle, à Boubou, à Aurélien, à Hédi, à Cécile, à tous ceux qui m'ont encouragée au cours de cette année. Merci aux étudiants du séminaire de maîtrise.

Merci, à mon frère pour son aide, à ma mère pour m'avoir supporté, à mon père pour la technique informatique, à tous les trois pour la relecture et pour leurs encouragements.

Que soit ici remerciée très chaleureusement Mme Djamilia Amrane, ma directrice de recherche, sans qui ce travail n'aurait pu exister. Merci à elle, pour m'avoir encouragé toute l'année et pour l'aide précieuse et les conseils indispensables qu'elle m'a prodigués.

Note: Pour des raisons de sécurité certains noms ont été modifiés.

La numérotation des pages est celle de la version papier.

© Tous droits réservés 2000

Première Partie

De la prise de conscience à l'engagement associatif

Origine, création et développement d'Ayda

I La nécessité d'action

1) Les racines du mouvement

a) l'appel du CISIA

Le mouvement de solidarité avec le monde démocratique algérien a été à ses débuts en France très timide et la prise de conscience de la gravité des événements s'est faite presque un an et demi après l'interruption du processus électoral. Après l'adoption de la constitution du 23 février 1989, l'Algérie a connu l'apprentissage accéléré de la démocratie. De très nombreuses associations et partis politiques ont pu être légalisés exprimant ainsi les aspirations et la pluralité de la société. Cette nouvelle vitrine d'un pays en pleine recomposition a éclaté en janvier 1992 lorsqu'une partie de l'Armée décida de suspendre le deuxième tour des élections législatives. Mais l'opinion publique française, peut-être à l'image de ses gouvernants, est restée largement indifférente à ces événements. La lisibilité de cette " nouvelle guerre d'Algérie " est apparue difficile de la rive Nord de la Méditerranée. Plusieurs thèses se sont affrontées afin d'apporter une explication aux tenants et aboutissants de cette crise. Chacun essayant d'accréditer ses orientations politiques dans des explications pour beaucoup non rationnelles.

Le sursaut viendra des intellectuels. En effet, ce sont eux qui ont réagi les premiers, face à cette chape de silence et ces polémiques stériles. C'est ainsi que le 17 juin 1993, un an et demi après le début de la crise algérienne, est créé à Paris dans une salle de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) le CISIA (Comité International de Soutien aux Intellectuels Algériens) présidé par Pierre Bourdieu. Ce sociologue charismatique dans le paysage universitaire et médiatique français apporta une notoriété et permit de donner au mouvement une audience nationale non négligeable. En effet, la presse quotidienne mais aussi hebdomadaire française, ainsi que les radios nationales (Libération, Le Monde, Le Nouvel Observateur, l'Événement du Jeudi, France-inter et France Culture) s'en sont faites l'écho et ont accordé une tribune importante à cette initiative en publiant l'appel ou en y consacrant des émissions spéciales et des pages dans leurs publications.

Cette date du printemps 1993 correspond, comme le fait remarquer Mohamed Bahrour dans ses travaux, à un élargissement " du champ d'action des islamistes en s'attaquant aux intellectuels algériens " 1 (assassinat de l'écrivain Tahar Djaout le 26 mai, du médecin et écrivain Laadi Flici en mars, du sociologue Djilali Liabès en mars, du professeur de psychiatrie Mafhoud Boucebcî le 15 juin). Les attentats précédents étaient surtout dirigés contre des citoyens anonymes, des fonctionnaires, des militaires ou bien encore contre les forces de police. Il en est ainsi de l'attentat à la bombe, à l'aéroport d'Alger, le 26 août 1992 faisant 9 morts et 123 blessés.

Ces intellectuels de renom tel Abdelmalek Sayad (sociologue), Elias Sanbar (études palestiniennes), Jürgen Habermas (philosophe), Pierre Bourdieu (sociologue), Abraham Serfaty (ingénieur), Mohamed Harbi (universitaire), Zakya Daoud (universitaire) ou bien Etienne Balibar (universitaire) réagissent à l'émotion soulevée par ces assassinats de leurs collègues algériens. Ils ont ainsi contribué à alerter l'opinion publique sur l'état des violences que traversait ce pays. Ce mouvement a suscité des engagements dans la population et de nombreuses personnes beaucoup plus anonymes ont rejoint les comités locaux du CISIA au cours de l'été 1993. Cependant devant les premières prises de positions de l'organisation, le CISIA apparaît comme un mouvement fortement corporatiste. L'appel diffusé le 1er juillet 1993 2 définit sous forme de charte les objectifs du Comité " **c'est l'intelligence que l'on assassine** ". Se voulant indépendant de tout parti politique, organisation ou institution, l'adhésion au CISIA ne peut se faire qu'à titre individuel. Chacun est invité à se mobiliser en faveur d' " **une Algérie plurielle, créatrice et ouverte** ". Les objectifs du CISIA, assez larges et consensuels pour rassembler un public important, sont contenus dans sa charte et se décomposent en trois parties :

- alerter l'opinion internationale

- réaffirmer l'indivisibilité des droits de la personne humaine

- tenter de comprendre et d'expliquer les événements en cours

A la suite de leurs grands aînés de la fin du XIXème siècle³, ces intellectuels se sont servis de leur plume et de leur parole pour susciter une réaction de la part de l'opinion publique. Cependant, l'attente au sein du mouvement de nombreux militants a été vivement déçue. A Toulouse comme à Montpellier par exemple se sont des universitaires qui ont été à l'instigation de la création des antennes du CISIA (appelées " **Réseaux Provinces** ") tel Paul Sibold⁴ professeur à l'Université Paul Valéry. Le milieu professionnel d'origine de ces personnes a ainsi fortement contribué à orienter leurs actions en faveur des seuls intellectuels et universitaires algériens. Bien que ce mouvement ait eu le mérite et le courage d'élargir le débat sur l'Algérie, la tendance corporatiste du CISIA n'a pas permis de répondre aux attentes plus " humanitaires " et aux engagements sur le terrain d'une frange des adhérents.

George Rivière⁵ explique très clairement ce besoin d'action, prenant en compte l'ensemble des forces sans exclusive, luttant pour la démocratie en Algérie. En effet, membre du CISIA Toulouse, il a préféré rejoindre Ayda dès sa création, le " *côté intellectuel* " 6 restrictif et dérangeant. IL considère que face à la situation dramatique que connaissait l'Algérie, il fallait réagir en aidant l'ensemble des démocrates et ne pas compartimenter l'action. Geneviève Azam 7 , elle aussi membre du CISIA à ses débuts, a préféré s'engager sur le terrain toulousain. Adhérente de cette organisation, elle ne s'y est pas investie et fait état de la faiblesse des liens qui l'unissaient au CISIA ; " *Les contacts que j'ai eu avec le CISIA, c'est simplement que j'ai adhéré et ai reçu une fois ou deux des courriers* " 8.

Malgré le corporatisme des ces intellectuels, le CISIA a permis de rompre le silence sur la question algérienne, d'alerter l'opinion publique et de susciter des engagements plus divers en faveur des démocrates algériens. Continuant son action au côté du mouvement de solidarité qui s'est développé dès 1993-1994, il a par exemple participé à plusieurs manifestations à Paris (exemple le 16 mars 1994 devant le Panthéon) 9 et a contribué à diffuser des informations sur l'Algérie, notamment lors de l'université d'été (à Montpellier en juillet 1994). Le CISIA a aussi édité un bulletin de liaison (" la lettre du CISIA), ainsi que des publications spécialisées (" les cahiers du CISIA ", les actes de rencontres et de tables rondes organisées par le CISIA) et il a mis au point une banque de données (36-15 CISIA). La revue " Alternatives Algériennes " (publication bimestrielle) a été parrainée par le CISIA. Ce mouvement a organisé une projection à Toulouse, le mercredi 1er juin 1994 de la cassette de la soirée de solidarité que le CISIA Paris avait organisée en février 1994, à la Sorbonne. Lors de la signature de la plate-forme de Sant Egidio en 1995, le CISIA, par l'intermédiaire de son président Pierre Bourdieu, a pris position en faveur des accords de Rome et a monopolisé le portail médiatique des grands quotidiens français (Libération, Le Monde) à son profit. Le mouvement de solidarité n'a pas pu défendre ses positions beaucoup plus en phase avec la réalité algérienne du combat des démocrates.

b) La prise de conscience à Toulouse et les manifestations préparatoires à la création

Plusieurs membres d'Ayda ont été sensibilisés sur la question algérienne dès avant la création de l'association. Cette prise de conscience a été vécue à Toulouse de différentes manières. Cependant l'assassinat des intellectuels depuis le mois de mars 1993 a provoqué chez ces personnes une telle indignation qu'ils ont eu besoin de réagir. La personnalité de Zaïda Radja Mathieu, son dynamisme, ont grandement joué dans la concrétisation de ce projet d'aide. En effet, enseignante-étudiante en sociologie, elle est d'origine algérienne et est venue du Canada en 1993. Bouleversée par les exactions commises dans son pays d'origine par les islamistes, elle a essayé de sensibiliser ces collègues à ce drame. Grâce à l'équipe Simone et sa collaboration matérielle Zaïda Radja Mathieu a pu entreprendre cette aventure. Elle a permis par ses rencontres et ses prises de positions de mettre à jour ce besoin d'action face au drame algérien.

L'université Toulouse-le-Mirail a constitué un terrain important pour l'engagement. Geneviève Azam et Michel et Marie Didier, professeur d'économie, professeur de lettre moderne et gynécologue, ont senti le besoin de réagir, " *de faire quelque chose* 10 " devant les massacres perpétrés en

Algérie. Cette nécessité d'action au côté des démocrates algériens s'est constituée autour de Zaïda Radja Mathieu qui, elle, avait de nombreux contacts avec l'Algérie démocratique. L'opinion publique toulousaine avait pour sa part réagi spontanément lors de la manifestation du 8 mars 1994 , place du Capitole (200 ou 300 personnes selon les estimations de Geneviève Azam) pour la journée mondiale des femmes. Une solidarité avec le combat des femmes algériennes contre l'intégrisme avait ainsi vu le jour à Toulouse et permettait d'appuyer la création d'Ayda sur une partie de l'opinion publique sensibilisée sur cette difficile question.

La hantise de rester muet face à ces atrocités a amené ces personnes à réagir et proposer des réunions d'information et des actions à Toulouse. Geneviève Azam explique ce besoin : " *On a commencé à réagir quand... je pense que le grand défilé a été l'assassinat de Tahar Djaout (26 mai 1993). Là, on s'est dit un petit noyau, il faut vraiment faire quelque chose. Ce n'est pas possible de ne rien dire. Puis en Algérie c'est allé très vite et il se trouve qu'entour d'Ayda il y avait des personnes qui avaient des contacts en Algérie donc il y a des Algériens qui sont venus et très vite avant même que l'association soit complètement créée, on a commencé à accueillir des gens. Et donc on a vu qu'on avait des problèmes financiers, des problèmes juridiques, qu'il fallait créer une structure. Disons qu'on n'a pas d'abord créé la structure et ensuite agi : ça c'est créé en même temps. C'est parce qu'il commençait à arriver des Algériens qu'on a ressenti la nécessité absolue de vite faire une structure.* 11 " Cependant avant la création officielle de l'association, plusieurs réunions avaient eu lieu dans le courant du mois de mars avec la collaboration du Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes 12 . C'est ainsi que les membres d'Ayda ont participé au sitting qui s'est tenu le 22 mars 1994, à 18h, place du Capitole.

Cette initiative répondait au rassemblement organisé par le Groupe-Femmes de l'association Ayda Paris sur le parvis des Droits de l'Homme - Esplanade du Trocadéro dans la capitale 13.

Les contacts établis entre Zaïda Radja Mathieu et l'association Ayda Paris ont été décisifs dans la création d'Ayda Toulouse. Cette sociologue de part ses affinités familiales connaissait le cinéaste algérien Jean-Pierre Lledo, un des animateurs d'Ayda Paris. Il est venu faire une conférence à l'université Toulouse - le - Mirail le 1er avril 1994. Le tract appelant à cette réunion est intitulé comme suit : " **Le réseau Ayda Toulouse vous invite à une séance d'information sur la situation en Algérie et le réseau de solidarité en France. Avec la participation d'un membre de l'association Ayda Paris le 1er avril 1994, amphi 4 à 12h30 université Toulouse-le-Mirail** ". On constate les moyens limités et la mise en page très succincte de ce tract ce qui dénote l'urgence dans lequel il a été effectué. Ayda ne s'était pas encore constituée véritablement en association. Geneviève Azam poursuit son récit : " *pour moi, c'est Khalida Messaoudi qui a été le pivot. Elle était amie avec un professeur du Mirail qui me l'a présentée et il y a eu à Toulouse une réunion chez une Algérienne qui s'appelle Zaïda et qui connaissait un certain milieu démocratique qui était en relation avec Ayda Paris. Zaïda m'avait invitée chez elle et elle avait invité un cinéaste parisien Jean-Pierre Lledo et Khalida Messaoudi. Nous avons discuté et c'est là qu'elle a dit qu'il fallait qu'il y ait une structure qui puisse permettre de faire le relais et elle est venue ici faire en meeting à la fac du Mirail et Ayda s'est créée à ce moment là. Au départ c'est confus de toute façon.* " En effet Khalida Messaoudi a fait une conférence le mercredi 6 avril 1994 à 18 heures à l'amphi 2 à l'université Toulouse - le - Mirail. Cette figure emblématique du mouvement de résistance des femmes en Algérie est venue à titre personnel. En 1993/1994 elle représentait le symbole de cette lutte pour le statut de la femme et la démocratie en Algérie. Elle avait participé par exemple en 1993, à Vienne, en Autriche, au Tribunal contre les intégrismes. Elle avait une audience très importante dans la presse française et était très connue. Elle est intervenue lors de la conférence au Mirail sur deux thèmes complémentaires : " **Les femmes algériennes face à l'intégrisme et le mouvement associatif féminin en Algérie.** 14 " Cette manifestation a reçu un accueil généreux et a obtenu un succès incroyable. De très nombreuses personnes, en plus du public étudiant, se sont déplacées lors de cette conférence. Cela a permis d'agréger d'autres personnes au mouvement en création et a lancé définitivement l'idée de structuration de ces élans de solidarité.

Georges Rivière traduit cette idée d'urgence et de réactions aux horreurs commises, mais il explique aussi que dès le départ, les membres d'Ayda ont souhaité travailler en direction des démocrates qui continuaient à résister en Algérie. " *Au début, c'était très directement lié aux actions de terrorisme qu'il y avait en Algérie. Bon, nous on connaissait déjà pas mal les Algériens, on savait que d'abord il y avait vraiment des gens à aider, des gens qui étaient en danger de mort. Mais notre premier objectif- c'est dans les premiers statuts- c'était d'apporter aide et secours aux algériens menacés de mort, en se donnant les moyens de pouvoir les accueillir ici, de les héberger et ça c'était le premier objectif pour lequel plein de gens sont rentrés dans Ayda ou avant au CISIA. C'est de dire bon qu'est ce qu'on peut faire pour aider l'Algérie. On se sent une espèce de dette vis à vis de l'Algérie, l'histoire du passé colonial etc... bon bien ce n'est pas de notre génération. Sur avant, on connaît ça, on a des responsabilités par rapport à l'immigration. Bon donc il y a ce que l'on peut faire, la première idée c'était complètement ça. Et bon, deuxième, troisième objectif effectivement c'était aider ceux qui résistent là-bas en Algérie contre le fanatisme et puis ici essayer d'expliquer aux gens ce qui se passait en Algérie. Montrer que l'Algérie n'était pas un pays intégriste, que*

l'Islam n'était pas l'intégrisme et de donner à voir effectivement la culture algérienne dans ce qu'elle portait d'universalité d'autres choses qui peuvent être comprises, partagés ici par tout le monde, des deux côtés de la Méditerranée. Mais au départ, c'était répondre à l'urgence. "

2) La création

a) La création et son organisation

Le contexte d'urgence créé par la venue de démocrates algériens à Toulouse a précipité la mise en place de cette structure, afin de pouvoir les accueillir dans les meilleures conditions possibles. En effet, les démarches juridiques, administratives et alimentaires ont été beaucoup plus faciles à entreprendre au nom d'une association qu'à titre individuel.

La création officielle d'Ayda s'est effectuée le 19 avril 1994, par la demande d'insertion au journal officiel, signée par Geneviève Azam et le 25 avril 1994 par le dépôt de la déclaration à la préfecture de Haute-Garonne sous le numéro de dossier 23379. Elle est dénommée " **Ayda-Toulouse** ". Elle a pour but déclaré : " **apporter un soutien moral et matériel aux victimes du terrorisme et entreprendre des initiatives susceptibles de rendre visible en France le patrimoine artistique, scientifique et intellectuel algérien.** " 15 L'Assemblée Générale constitutive s'est tenue le 14 avril 1994 à 12h30 dans la salle 622 de l'UFR (Unité de Formation et de Recherche) de sociologie à l'université Toulouse - le - Mirail. Un article de la Dépêche du Midi en fait état sous le titre " **Réseau : Ayda l'amie algérienne** ". Cette réunion est apparue comme une officialisation de cette association qui avait débuté formellement en mars. Le premier bureau était constitué d'enseignantes de l'université :

- Présidente : Geneviève Azam professeur d'économie de nationalité française domiciliée à Toulouse.

- Vice présidente : Zaïda Radja Mathieu sociologue, de nationalité canadienne domiciliée à Toulouse.

- Secrétaire Générale : Yamina Ben-Ramdani enseignante de nationalité algérienne domiciliée à Toulouse.

- Trésorière : Catherine Delcroix sociologue de nationalité belge domiciliée à Sèvres.

Le siège social est fixé 7 rue Cujas au domicile de la Présidente. L'association s'est créée au départ sur les bases de l'association Ayda de Paris qui avait cependant garanti l'entière liberté d'action du réseau toulousain. Mais le changement de qualificatif sur les tracts et les apparitions officielles de " réseau " en " association " est significatif des divergences de conceptions entre les deux organisations. La plate forme d'Ayda Paris dont s'est inspirée Ayda Toulouse fait apparaître une différence essentielle dans le fonctionnement et l'idéologie qui ont concouru à leurs structurations. En effet on voit apparaître sur la plaquette les objectifs de cette association : " **Des intellectuels Démocrates Algériens (journalistes, artistes, universitaires) se sont réunis le 25 novembre et ont décidé de créer une association d'action culturelle et de solidarité.** " Cette non-mixité de départ a entraîné des difficultés d'appréciation et de compréhension qui n'ont pas permis un développement important. Geneviève Azam explique cette divergence profonde par la particularité des fondateurs d'Ayda Paris et leurs origines politiques : " *Ayda Paris était sur de positions très sectaires. Alors nous, ce à quoi on a tenu tout de suite - c'est pour ça que ça a claqué avec Zaida - c'est que l'association soit la plus ouverte possible. Ils voulaient tout contrôler en gros. Le moindre truc qu'on écrivait, une virgule, on se faisait contrôler et donc nous ce qu'on a voulu créer c'était une association ou il y aurait eu des Français et des Algériens, pas que des Algériens entre eux. A Paris, il n'y avait que des Algériens à Ayda donc ils se sont disputés entre tendances politiques... Alors comme ils ont gardé une structure strictement algérienne, très liée au PCF et à la CGT quand même malgré tout ; ils sont restés sur de vieux schémas associatifs et ils ont cru que le PC et la CGT étaient une force très importante qui allait les épauler. Ils n'ont pas vu à quel point le PC avait perdu... Nous, comme on a fait une association Français et Algériens on a bénéficié de tout le potentiel associatif qu'il y avait sur Toulouse.* 16 " Georges Rivière corrobore aussi cette idée de contrôle de la part d'Ayda Paris. Il ajoute qu'au tout début l'existence de cette association parisienne n'était pas connue des toulousains et qu'ils se sont trouvés devant le fait accompli quand ils en ont découvert la réalité. " *Bon parce qu'il y avait des ambiguïtés dans le nom lui-même qui avait été quand même une petite magouille faut dire les choses Il y avait déjà une association Ayda à Paris et on ne le savait pas .* " 17 Cette question délicate s'est réglée par la volonté forte d'autonomie d'Ayda Toulouse et de ses militants.

b) Les bases juridiques

Comme la grande majorité des associations françaises, Ayda s'est inscrite dans le cadre juridique dit "Association loi 1901 ", . Créée lors d'une assemblée générale constitutive à l'Université Toulouse-le-Mirail, ses membres fondateurs ont élaboré des statuts se conformant aux directives de la loi. La loi du 1er juillet 1901 et son décret d'application daté du 16 juillet - un des piliers de la démocratie - fonde le statut de beaucoup d'associations en France. Les trois premiers articles définissent explicitement les conditions nécessaires et suffisantes pour fonder une association " loi 1901 ". Cette dernière apparaît en fait comme un contrat dès l'instant ou au moins deux personnes physiques ou morales sont d'accord pour s'associer et réaliser un objectif commun.

Les membres doivent avoir un but licite, à caractère permanent et à but non lucratif. Les statuts comportent plusieurs articles qui définissent la nature et le

fonctionnement d'Ayda :

- le nom de l'association

- l'adresse du siège social

- l'objet de l'association

- la durée de l'association

- l'état civil des membres fondateurs

- les moyens d'actions (les activités)

- la composition de l'association (les différentes catégories de membres, les conditions d'admission et d'exclusion)

- les organes de direction et leurs pouvoirs respectifs

- les modalités d'élection et la durée des mandats

- les modalités de modification des statuts et de dissolution volontaire

Ils constituent les règles d'organisation de l'association, la loi qui lie les membres entre eux et détermine les droits et les obligations de chacun. En cas de litige entre les membres ou avec des tiers, le tribunal saisi s'appuie sur ces statuts.

Dans les différents types juridiques d'association, Ayda est une association déclarée. Cela signifie qu'elle acquiert la qualité de personne morale lui permettant d'agir comme une personne physique bien qu'elle n'en soit pas une. De ce fait, elle a la possibilité d'ouvrir un compte en banque, percevoir des cotisations et des subventions, acheter, vendre, louer, agir en justice, embaucher du personnel salarié ou exercer une activité commerciale. Elle peut évoluer vers une association reconnue d'utilité publique, titre et reconnaissance accordés par décret en Conseil d'Etat.

c) La mise en place et la diffusion

La création et les démarches juridiques ont laissé place immédiatement à l'action. Afin de pouvoir réaliser les objectifs fixés et de mettre en place un accueil des démocrates algériens, Ayda a dû se doter de moyens suffisants pour assurer son fonctionnement. L'ouverture d'un compte chèque s'est effectué rapidement. Cette démarche a donné la possibilité à Ayda d'encaisser les dons et les adhésions sur un compte bancaire afin de pouvoir utiliser l'argent nécessaire à l'aide aux réfugiés. Sur ses tracts, elle donnait ses coordonnées bancaires où on pouvait adresser les dons. En raison des risques encourus face aux islamistes par l'association et les membres qu'elle accueillait, Ayda a demandé la création d'une boîte postale afin de ne pas faire apparaître son adresse. Cette précaution indispensable a ainsi protégé l'organisation d'éventuels désagréments. La question du local a été prise en charge par la sénatrice de Haute-Garonne, Marise Bergé-Lavigne qui a mis gracieusement à la disposition d'Ayda, un bureau de sa permanence, au 195 avenue de Muret. Geneviève Azam avait entrepris des démarches auprès de cette femme politique qui s'est engagée discrètement en faveur des réfugiés algériens. 18

Afin de faire connaître son action et de permettre une large diffusion de ses idées, Ayda a réalisé une plate-forme augmentée d'un bulletin d'adhésion. Les premières ébauches de cette plaquette s'inscrivent dans " le Réseau Ayda " mais celles qui ont suivi n'ont plus repris le terme de réseau. Le titre général adopte un ton grave et appelle à la mobilisation immédiate : " **Devant la situation dramatique que vit l'Algérie aujourd'hui... une urgence s'impose : organiser une solidarité internationale.** " Elle présente ensuite les objectifs de l'association et insiste sur la mixité de celle-ci :

- " **Apporter soutien moral et matériel à toutes celles et tous ceux qui sont menacé(e)s par le terrorisme intégriste ainsi qu'aux familles des victimes.** "

- **Lutter contre la désinformation tout en mobilisant l'opinion publique quant aux menaces effectuées envers celles et ceux qui luttent pour la démocratie et l'exercice des Droits et Libertés de la personne en Algérie.**

- **Agir auprès des pouvoirs publics français et européens pour rendre plus facile l'accueil des algérien(ne)s menacé(e)s par le terrorisme intégriste.**

- **Entreprendre des initiatives susceptibles de rendre visible en France le patrimoine artistique, scientifique et intellectuel algérien.** "

La volonté de pluralité de cette association se remarque aussi dans le choix des sous titres qui ont été retranscrits dans les trois langues parlées en Algérie : l'arabe, le berbère et le français. La première ébauche de la plate forme n'utilisait pas le texte de Tahar Djaout. Un fax en date du 12 avril 1994 nous apprend que l'idée première avait été de mettre un texte en arabe et en Français de Naim Boutanos : " **l'homme est l'ennemi de ce qu'il ignore : enseigne une langue tu éviteras l'absurdité d'une guerre, Répands une culture, tu rendras un peuple auprès d'un autre populaire.** " A la demande de Zaïda Radja Mathieu il a été remplacé par la phrase de l'écrivain assassiné Tahar Djaout : " **Le silence, c'est la mort. Et toi, si tu te tais tu meurs. Et si tu parles, tu meurs. Alors dis et meurs.** "

Le travail entrepris pour faire connaître Ayda et ses activités est passé par l'envoi de fax à tous les organes de presse (presse écrite, radio, télévision) afin de les informer et de les inviter au cours des réunions et des initiatives de l'association. Elle a effectué le même travail de renseignement en direction des associations régionales susceptibles d'être intéressées par l'action d'Ayda.

Elle a, d'une manière un peu plus officielle, fait parvenir la documentation nécessaire aux institutions et partis politiques et syndicats toulousains.

Cette aventure humaine a nécessité une présence constante et presque quotidienne à la permanence, au 195 avenue de Muret dès les débuts. L'accueil et l'organisation de l'aide matérielle, les préparations de manifestations et des activités multiformes d'Ayda ont suscité un engagement et une disponibilité considérables de la part des membres de l'association. Cet investissement généreux a entraîné la création ou le renforcement de relations

humaines qui perdurent aujourd'hui. L'inexpérience de ces activités d'accueil et des démarches à entreprendre a contraint ces militants à entreprendre des formations personnelles et à s'informer auprès des associations expérimentées, notamment dans le domaine juridique.

Le foisonnement des activités morales et matérielles a engendré le brassage et la multiplicité des échanges d'idées. Les réunions hebdomadaires étaient l'occasion de discuter, des problèmes que rencontrait tel ou tel participant. La diversité des points de vues a permis d'élaborer une ligne de conduite politique dans le respect des sensibilités de chacun.

Ayda a su conquérir dès le début de ses activités une place essentielle de référence au niveau régional. Elle a su, grâce à l'identification à une idée claire dans ses partenariats, se dégager de l'étiquette de relais de l'ex PAGS qu'avait pu avoir son "parrain" de Paris.

II Les moyens mis en œuvre

1) Le fonctionnement interne

Cette association loi 1901 a connu dès le départ une spécificité de fonctionnement qui a été définitivement rejetée lors du changement d'orientation de l'Assemblée Générale du mois de septembre 1994. Elle a ensuite essayé de bâtir son activité autour du principe clair de l'apprentissage de la démocratie qui s'est avéré parfois difficile. A travers le développement suivant nous essayerons de présenter ce fonctionnement et les difficultés qu'il a engendré.

a) Le bureau et le fonctionnement interne

La nature même et la spécificité des actions engagées ont conditionné, dès le départ, un fonctionnement propre à l'association. L'accueil des réfugiés algériens, dans un climat de tension du à la présence de courants intégristes en France, a amené à prendre de nombreuses précautions. Cette prise en compte réelle des risques encourus a cependant servi à justifier, selon le point de vue de plusieurs membres d'Ayda, un fonctionnement très spécial. En effet, dès les premiers temps, il y a eu deux conceptions opposées de développement de l'association entraînant de vifs débats. Lors de la réunion du mardi 10 mai 1994, la question est posée de manière claire à l'ordre du jour : "**l'adhésion/cooptation**19". Cette discussion animée, au-delà de la nature même de la question de l'adhésion, fonde les enjeux de deux principes distincts de fonctionnement associatif. Fallait-il une association ouverte où l'adhésion est libre ou bien fallait-il une association fermée permettant un contrôle de ses membres. La cooptation des membres actifs (les adhérents, car les autres étaient considérés comme des membres de soutien) devait être réalisée dans le cadre du bureau. La personne souhaitant adhérer devait être introduite au sein de l'association par deux ou trois membres actifs qui s'en portaient garants. Ce système ne laissait pas la place à une ouverture plus large de l'association et à la possibilité de recevoir des aides diversifiées et nécessaires. Ce mode de fonctionnement a perduré jusqu'au mois de septembre 1994. Dans une lettre manuscrite de Georges Rivière datée du 31 mai 1994, adressée aux fondatrices d'Ayda, il conclut ainsi : "[cette lettre] finira par l'expression d'une tendresse profonde, active à vos côtés*, complice autant qu'il est possible, et par mille mercis pour tout ce que vous faites". L'étoile renvoyait à une note de bas de page très significative sur la nature des adhésions : "*** si le bureau, statuant lors de chacune de ses réunions, agrée ma demande d'adhésion**". La vision qu'en propose Geneviève Azam lors d'un entretien, recoupe celle de plusieurs autres membres : "*Au départ il y a eu un grand débat entre une association ouverte et une association fermée. L'association fermée c'était pour des histoires de risques, mais aussi de contrôle. Le risque servait à justifier le contrôle ; parce qu'il y avait un vieux réflexe qu'on peut comprendre, ils avaient peur que des Français s'approprient ce but et que, vu le passé et la colonisation, on reproduise un nouveau colonialisme. C'était à peu près ça. Ils suspectaient les Français, certains, pas tous, de vouloir utiliser la cause algérienne pour d'autres finalités. Très vite, ça a été un sujet de conflit. Et on a décidé qu'on était une association ouverte avec des adhésions comme toute association loi 1901.20*" C'est ainsi que la volonté d'établir un fonctionnement démocratique, en prenant cependant en compte les risques et les questions sécuritaires, capitales dans l'organisation, a surpassé tous les autres points de vue. Les militants ont choisi une association ouverte, sans cooptation et sans contrôle de la part d'Ayda Paris. Ils ont souhaité garder leur liberté d'initiative et d'action et établir les lignes directrices au sein même de l'association par ses adhérents.

La structure d'Ayda était constituée d'un bureau élu par l'Assemblée Générale des adhérents qui se réunissait environ une fois par an comme cela était prévu dans les statuts. Ce bureau est composé d'un(e) Président(e), deux Vice-président(e)s, un(e) Secrétaire général(e), un(e) secrétaire général(e) adjoint(e) et un(e) trésorier(e). Cette représentation officielle, enregistrée en préfecture, n'avait aucun pouvoir décisionnel. Composée de l'équipe militante, il n'avait pas de réelle fonction au sein d'Ayda. En effet, les décisions étaient prises en Assemblée Générale des membres actifs (ou encore appelée Assemblée Générale des militants) qui se tenait toutes les semaines au local. Durant les premières années le rythme hebdomadaire a été instauré de part la multiplicité et la densité des questions à traiter, puis, elles se sont espacées tous les quinze jours jusqu'à se tenir irrégulièrement depuis peu. C'est au cours de ces réunions qu'étaient décidées et débattues l'orientation et les actions d'Ayda. Tout adhérent d'Ayda y était invité, mais elle consistait pour

la plupart du temps à réunir les mêmes personnes 21. Les thèmes abordés étaient le compte-rendu de la permanence, les activités autour d'Asma et de sa diffusion, les manifestations du moment et régulièrement, un débat de fond sur des sujets politiques tels que la place des femmes et leurs combats dans la société algérienne22. Ces réunions permettaient aussi de faire le point sur la semaine écoulée et les initiatives à entreprendre pour les semaines et les mois suivants. Cette manière de fonctionner même si elle entraînait parfois des difficultés dans l'organisation a permis "*un échange entre Français et Algériens* 23". Geneviève Azam explique cet apprentissage du fonctionnement démocratique : "*...Le fonctionnement, c'était un gros débat, parce que les Algériens qui étaient là, - comment dire - pour beaucoup étaient passés par le PAGS. Certains étaient partis, d'autres étaient restés jusqu'à la fin, il y avait des débats entre eux et ils avaient une conception de l'association qui n'étaient pas démocratique (pas tous) et il y avait des problèmes de ce point de vue là parce que les associations en Algérie étaient souvent - pas maintenant - très dirigées par un président ou une présidente qui prenait toutes les décisions. Ainsi, au départ le principe démocratique a été difficile à mettre en place.*"

La cohésion de cette petite équipe, sur qui reposait l'action d'Ayda a eu comme conséquence indirecte de rendre l'intégration au sein de l'association plus difficile pour les nouveaux arrivants. C'est ainsi que certaines personnes ont éprouvé quelque peine à "*se faire une place* 24 " *dans ce noyau très actif. Les débats sur le mode de fonctionnement interne ont jalonné ces cinq ans d'activités. On retrouve une lettre datée du 31 mai 1994 de Georges Rivière proposant un mode de participation sur quatre niveaux. Le schéma qu'il en a tracé est clair et compréhensif. On retrouve au premier niveau les adhérents qui peuvent s'engager au sein de commissions. Ces différentes commissions élisent un représentant qui ferait parti d'une assemblée de délégués. Celle-ci est conçue comme un lieu d'information et de transmissions des projets discutés en commission. Le bureau, composé de personnes notamment connus des milieux algériens comme étant des interlocuteurs de confiance 25", doit jouer un rôle d'interface. Il est l'organe décisionnel de l'association et accueille en son sein les Algérien(ne)s qui ont souhaité rester anonymes et les délégués. Il insiste dans sa conclusion sur "la responsabilité du bureau : honnêteté politique scrupuleuse, respect des membres, d'autant plus que ceux-ci se délaissent d'une parcelle de leurs prérogatives de contrôle, dire tout ce qui peut être dit et ne taire que ce qui doit être tu, faire circuler l'information, ne laisser à personne, par négligence, penser qu'il est manipulé et toujours considérer que les membres d'Ayda n'ont pas tous, comme on dit, la même sensibilité politique 26". Ces questionnements apparaissent dans le compte rendu de l'Assemblée Générale des adhérents de 1995 dans une grande partie intitulée : C) fonctionnement. On y apprend que la multiplicité des activités entraîne des difficultés de fonctionnement. "Devant... la surcharge, l'association a décidé d'aider les réfugiés algériens en leur demandant une contribution au fonctionnement de l'association. C'est la subvention de 50 000 francs du Conseil Général qui est affectée à cette aide. La permanence est donc tenue par deux personnes, sur la base de 20 heures par semaine, une personne étant fixe, l'autre tournante, afin d'assurer à la fois la continuité et le partage équitable de l'aide. " Le problème du fonctionnement apparaît à d'autres périodes d'Ayda, notamment au moment des départs de certains de ses membres. Mais on ne trouve pas de traces de remise en cause par la direction de ce modèle établi en 1994.*

Les permanences au local d'Ayda ont été effectuées toutes les semaines à hauteur de 2 heures par jour et par personne de 13 heures à 17 heures. Elles étaient divisées en deux tranches horaires de 13 heures à 15 heures et de 15 heures à 17 heures. Les responsables étaient désignés par Ayda et observaient des tournantes de manière à permettre à plusieurs exilés d'effectuer une activité salariée. En octobre et novembre 1999, Ayda a fait bénéficier un Algérien exilé d'un contrat à durée déterminée afin d'assurer un travail de permanence.

b) Les différents comités

La constitution de ces comités a été difficile, car leur nombre a été fluctuant et leurs attributions souvent multiples. A la création en avril 1994, il avait été décidé de créer plusieurs comités avec un responsable à leur tête : comités accueil - presse, info - culture - logement. Il est fait mention d'autres comités sans les nommer précisément dans le compte rendu de la réunion du 10 mai 1994. "*Intervention de Geneviève : les comités, mis à part les comités accueil - presse, info - culture - logement, ont été créés de manière bureaucratique. Ils n'ont pas d'existence réelle.*" Lors de l'Assemblée Générale annuelle du 17 septembre 1994, les attributions de chaque comité sont bien mieux définies : "*Pour traiter les problèmes techniques liés à l'accueil des Algériens et à l'expression de l'association, ont été créées des commissions avec un responsable : Commissions logement, précarité - Emploi - presse - Préfectures, problèmes juridiques - subventions, aides. Il suffit de téléphoner à la permanence pour être en contact avec les responsables de ces commissions.*" Cependant leur fonctionnement quotidien n'a pas été très bien géré, car un an plus tard il est fait mention dans le compte-rendu de l'Assemblée Générale des adhérents du 18 octobre 1995 de la disparition de certains d'entre eux. On n'en retrouve plus que trois "*Il existe des commissions permanentes : logement, emploi, préfecture. Par ailleurs un comité de rédaction pour le journal [Asma] a été élu. D'autres commissions se constituent ponctuellement autour de projets précis.*" La

raison d'être de ces commissions était de permettre une meilleure efficacité dans le travail à accomplir et d'éviter la dispersion néfaste à toute initiative.

Le comité préfecture ou bien encore appelé problèmes juridiques était chargé de s'occuper de toutes les démarches auprès du service des étrangers de la préfecture de Haute-Garonne, d'apporter les réponses nécessaires aux questions juridiques posées par l'imbricatio des situations des exilés. Michel Didier en a été le responsable. Ce comité a fonctionné de manière continue, alimenté par l'évolution constante du statut juridique des Algériens et les difficultés rencontrées pour l'obtention ou le renouvellement d'autorisations de séjours sur le territoire français.

Le comité logement supervisé par Marie Didier a dû déployer une forte énergie afin de trouver des solutions à ce problème capital. Il a fonctionné de manière régulière et a entrepris de nombreuses démarches auprès de multiples institutions et associations. Il était constitué par les militants qui souhaitaient s'investir sur cette question. Les réunions se tenaient à l'initiative de la responsable mais le plus souvent les questions étaient discutées en Assemblée Générale des militants selon l'ordre du jour prévu.

Le comité culture avait établi une liste de contact permettant d'organiser des manifestations (projection, conférences...) culturelles telles que les hommages aux personnalités assassinées. Il a par exemple pris en charge l'organisation de la soirée au théâtre Garonne en faveur d'Abdelkader Alloula et d'Ahmed et Rabah Asselah le 27 mai 1994. Il a pu proposer des idées de films et d'émissions télé lors de débats ou conférences. Cependant, très vite, son action s'est confondue avec les activités des réunions hebdomadaires de travail de l'association et son fonctionnement est devenu beaucoup plus superficiel.

Le comité de rédaction d'Asma (élu par les adhérents) a, quant à lui, organisé des réunions périodiques afin de permettre le fonctionnement de la revue. Il se réunissait une fois par semaine et a été très actif pendant toute la période de parution d'Asma27.

Les actions menées par ces comités ont été inscrites dans la cohérence générale des activités de l'association ; ils n'ont pas fonctionné indépendamment d'Ayda. Ils ont joué un rôle de préparation et ont permis une démultiplication des tâches. Mais le témoignage des membres de l'association met en lumière la difficulté de maintenir une action continue au sein de ces commissions, car chacun s'investissait dans plusieurs tâches à la fois et tout se décidait en Assemblée Générale.

c) Les relations avec les adhérents

Le nombre d'adhérents d'Ayda a fluctué au cours des quatre premières années entre 200 et 300. Les liens entre le bureau et ses adhérents n'ont pas été très exploités. De l'aveu même de la présidente Geneviève Azam, " cela a constitué le principal point faible d'Ayda ". En effet, on constate au contact des archives, le peu de relation qu'a entretenue l'équipe dirigeante avec le reste des membres de l'association. Quelques lettres irrégulières d'information ont été envoyées notamment en 1995 où une " lettre de Ayda-Toulouse " avait été instituée par l'Assemblée Générale du 18 octobre 1995 à la demande des adhérents. Ces deux lettres de liaisons²⁸ présentent le nouveau bureau élu et les activités à venir au cours du mois suivant. Elles proposaient un bilan mensuel des actions d'Ayda. Ce manque de lien a été discuté lors de cette Assemblée Générale car le compte rendu en fait état : " **Le lien a été insuffisant avec les adhérents** ". L'implication de ces membres de soutien n'a pas été prise en considération souvent du fait de l'effervescence et du travail à accomplir dans l'urgence. Des lettres d'informations succinctes ont cependant été envoyées afin de tenir informés l'ensemble de l'association. Ainsi la lettre du 13 mars 1998 présente les activités futures d'Ayda et invite le lecteur à participer au festival du Chaïnon Manquant, à Cahors. Le suivi des réadhésions n'a certainement pas été très poussé à la lecture du fichier des adhérents qui est succinctement tenu. Ce manque d'attention a été pour une part la conséquence d'un désintérêt de la part de plusieurs personnes. Cependant on constate que la question du renouvellement de l'adhésion est introduite dans les courriers d'invitation aux Assemblées Générales : " **Compte tenu de l'importance de ces objectifs, nous comptons sur votre précieux soutien pour les concrétiser en commun, en souhaitant vivement votre réadhésion à Ayda. " " Nous attirons votre attention sur l'urgence du renouvellement de votre adhésion dans le cas où elle n'a pas été déjà effectuée. "**

La sollicitation de ce potentiel militant n'était entreprise que lors des Assemblées Générales annuelles des adhérents et lors de besoins urgents dus à l'arrivée d'exilés. Dans une lettre d'invitation à l'Assemblée Générale du 13 novembre 1997, on constate la rareté des contacts entre le bureau et les membres d'Ayda malgré la volonté de ces derniers, exprimée lors des années précédentes²⁹ : " **Une année s'est écoulée depuis notre dernière rencontre au cours de laquelle notre association a développé de multiples actions de solidarité, d'information et de débats autour du drame algérien** ".

Carte représentant le nombre d'adhérents d'Ayda par département au cours des années 1995-1999

Carte établie par nos soins d'après les archives d'Ayda

Même si ces adhérents ne sont pas associés aux activités quotidiennes d'Ayda, ils sont pris en considération de part l'attention que l'équipe militante porte à leurs actes de solidarité, dons et soutiens financiers. " **Ces actions de solidarité concrète avec les démocrates algériens en exil et au pays ont été réalisées grâce à vos contributions politiques et matérielles** ". On note

dans une autre lettre adressée aux membres d'Ayda une demande d'aide rapide intitulée " **A vos casseroles.....** " faisant la liste d'objets et meubles nécessaires à l'installation d'une famille d'exilés.

Lors de manifestations, de meetings, conférences... il arrivait que les adhérents ne soient pas informés. Certains ont écrit à Ayda afin de se tenir avertis de ces actions.

Ces liens distendus ont cependant permis de faire vivre l'association par la générosité et la compréhension de ses adhérents.

2) Les moyens de fonctionnement

Les moyens de fonctionnement d'Ayda ont constitué un point primordial de l'association. On peut établir une différenciation entre les subventions des collectivités territoriales et les rentrées financières qu'Ayda a générées, par ces activités et les marques de sympathie qu'elle a occasionnées. Ce volet a pu être établi à partir notamment des bilans financiers contenus dans les archives. L'année 1997/1998 est manquante mais le rappel inscrit sur le bilan financier de 1999 nous permet d'avoir un aperçu de cette année.

a) Les subventions

Les collectivités territoriales, les institutions publiques, ont la possibilité dans le cadre de leurs prérogatives respectives d'apporter un soutien financier à des associations par le biais de subventions de fonctionnement ou bien de subventions de projets spécifiques. Ayda a sollicité leur aide dès sa création en 1994. La mairie de Toulouse a refusé, le Conseil Régional de Midi-pyrénées a refusé, seul le Conseil Général a octroyé une subvention.

Cette aide substantielle de 50 000 francs a été débloquée par les instances départementales dès le mois de juin 1995³². Elle a été reconduite chaque année jusqu'en 1998 et a fait l'objet d'une demande de renouvellement pour l'année 1999. Elle nécessite la constitution d'un dossier de demande à adresser au service chargé de ces questions au Conseil Général (rue du rempart St Etienne à Toulouse jusqu'en 1998 puis transféré dans les nouveaux locaux de l'assemblée départementale). L'association requérante doit adresser sa demande au président de Conseil Général. Le dossier est composé de deux parties, l'une concernant le côté financier et l'autre les activités propres.

La trésorière doit établir un compte de résultat de l'année écoulée (par année civile) et effectuer un budget prévisionnel justifiant la demande de subvention. Le secrétaire général quant à lui doit joindre, dans ce dossier, un bilan d'activité et présenter le programme à venir. Il est nécessaire d'y joindre une présentation de l'association et une lettre de la présidente sollicitant la subvention. Si la demande est déposée dans le courant du premier trimestre, le versement sur le compte s'effectue dans les meilleurs délais au cours du quatrième trimestre de la même année. Une convention est signée entre le président du Conseil Général et la présidente de l'association qui s'engage à utiliser l'argent débloqué dans le cadre des activités de son organisation. Un compte de résultat est demandé par les services financiers de l'assemblée départementale à la fin de l'année écoulée comme cela est prévu dans le cadre de la loi.

Cette demande de subvention a été soutenue auprès du Conseil Général par une personne dont le nom n'apparaît pas dans les archives de l'association. Il s'agit de Julien Jusforgues. Cet ancien libraire d'Ombres Blanches (rue Gambetta à Toulouse) est devenu directeur de cabinet de Pierre Izard, président du Conseil Général de Haute-Garonne. Ami de jeunesse de Georges Rivière notamment, il est membre du Parti Socialiste. Il a manifesté son soutien et sa solidarité à l'égard des exilés algériens en permettant à Ayda d'obtenir cette subvention capitale dans son développement.

Ayda a sollicité une subvention exceptionnelle lors du projet de la caravane des associations démocratiques algériennes en France du 1er au 30 octobre 1998. Le Conseil Général a octroyé une aide d'un montant de 40 000 francs. Le Conseil Régional, ayant entre temps changé de majorité, a pour sa part été partenaire de ce projet et débloqué la somme de 30 000 francs. Le Ministère des Affaires Etrangères a financé cette opération à hauteur de 60 000 francs et Ayda a reçu une aide du Centre Culturel d'Alger s'élevant à 30 000 francs.

Grâce au soutien du Conseil Général de la Haute-Garonne, Ayda a pu recevoir en cinq ans une aide financière de 250 000 francs.

b) Les cotisations, les recettes et les dons

*Les cotisations

Ce volet du financement d'Ayda est aléatoire et difficile à prévoir d'une année sur l'autre. En travaillant à partir du fichier des adhérents, on peut établir de manière toutefois incertaine, que de 1994 à 1998 Ayda a drainé à peu près 300 adhérents. Ces chiffres ont été confirmés par Mohamed Bahrour. Le montant de la cotisation avait été fixé en 1994 à 50 francs pour une simple adhésion et à 200 francs (minimum) pour une adhésion de soutien. Cette cotisation a été augmentée en 1995 passant de 50 francs à 100 francs. La générosité des membres s'est manifestée par la souscription de nombreuses adhésions de soutien, comme on peut le constater à la lecture de plusieurs coupons-réponses.

Les différents bilans financiers apportent une estimation approximative du montant de ces cotisations. En effet la ligne de compte dans les produits (ou recettes) correspondant aux produits de fonctionnement (adhésion) est commune avec les dons ce qui entraîne une impossibilité de prise en compte simple de ce montant. En 1994/1995 ce montant fusionné s'élève à 49 441,00

francs, pour l'année 1995/1996 la somme totale atteint 30 658,50 francs, en 1996/1997 elle se monte à 26 850,00 francs et le bilan financier 1997/1998 fait apparaître un total de 7 557,00 francs. Cette constante diminution s'explique peut-être par l'essoufflement du mouvement de solidarité avec l'Algérie et l'épuisement des énergies que la création en 1994 avait suscité.

*les dons

Il est très difficile d'apprécier le montant des dons occasionnés par la générosité et l'engagement de la société civile en faveur des démocrates algériens. En effet, quasiment aucune trace n'apparaît dans les archives et les bilans financiers³³. Cependant d'après les témoignages oraux recueillis il est fait état de plusieurs personnes qui versaient en 1994 ou 1995 jusqu'à 2 000 francs par mois. Ces hommes et ces femmes, par leurs participations financières anonymes et désintéressées ont marqué leur engagement en faveur des exilés et ont permis à Ayda de développer son activité.

La lecture du numéro 2 d'Asma fait ainsi apparaître une de ces belles histoires sous le titre " **Ayant fêté mon départ à la retraite... " : " J'ai lu dans une information CFDT, une sollicitation à soutenir Ayda. J'ai voulu savoir qui vous êtes, donc j'ai assisté à votre assemblée générale du 18 octobre. J'ai eu le plaisir d'apprécier votre démarche et votre équipe. Maintenant, je souhaite recevoir un abonnement d'un an à Asma après un versement de soutien. Ayant fêté mon départ à la retraite cette année avec de nombreux parents et amis, je leur ai demandé de ne me faire aucun cadeau, mais de me verser l'équivalent, que je reverserai à mon tour à des organisations humanitaires de mon choix. Voici donc une partie de leur générosité à mon égard. Vous en ferez, j'en suis certain, un usage qui me convient parfaitement. Recevez mes sincères amitiés**³⁴ . " Cet exemple de dons en faveur d'Ayda illustre ainsi ce courant de sympathie et de générosité qui s'est développé dans la société civile.

Lors d'un compte rendu de réunion, dans le cahier prévu à cet effet, on apprend qu'un des membres d'Ayda ayant reçu un héritage voulait en faire bénéficier l'association³⁵.

Les dons ont pu être effectués par des artistes reversant l'intégralité ou une partie de la recette de leur spectacle au profit d'Ayda. Cette générosité s'est traduite de plusieurs manières. Le cinéma Utopia a, au cours de ces trois années (1995/1997), versé l'intégralité d'une recette de séance à Ayda tous les mois. Ainsi ces montants s'élevèrent pour 1995 à 13 098 francs et pour 1996 à 20 574 francs³⁶. Le groupe toulousain Zebda a organisé plusieurs manifestations musicales dont deux soirées concert les 21 et 22 décembre 1996 qui ont rapporté à Ayda 2 000 francs³⁷. Le comédien Philippe Caubère, lors du festival d'Avignon en 1995, a reversé l'intégralité de son cachet à l'association, qui s'élevait à 60 000 francs. Il en est de même du pianiste Hakim Bentchouala-Golobitch qui a donné un récital au Théâtre Sorano en avril 1995 au profit des exilés algériens. Ces marques de solidarité ont permis à Ayda de poursuivre son combat. Mohamed Bahrour y fait référence en ces termes : " *Et c'est grâce à ces élans de générosité qu'on a tenu, qu'on a été correctement appuyé, et surtout qu'on a pu exprimer notre avis, exprimer nos positions, exprimer notre sensibilité, ce qu'on pensait de la situation en Algérie puis continuer quelque part notre combat en France.* "

Afin de se procurer l'argent nécessaire à son fonctionnement, Ayda a du aussi organiser des manifestations avec entrées payantes. Ces recettes ont constitué une part importante du budget de l'association au cours des premières années. Par exemple lors de l'hommage réalisé pour Mohammed Amzert à la FOL en juin 1995, une participation minimum de 20 francs permettait de soutenir la lutte des exilés. La réunion publique organisée le 15 mars 1996 a été aussi l'occasion de recueillir des fonds. Une participation de 20 francs minimum avait été demandée. Ces entrées payantes (exceptées pour les réfugiés algériens), la vente de boissons et de gâteaux, mais aussi la tenue de stand ont permis à Ayda de recueillir des sommes conséquentes. En 1994/1995 71 032 francs ont été réunis par ses activités, en 1995/1996 le montant est de 16 886,50 francs et en 1996/1997 de 3 456. Le bilan financier pour 1997/1998 fait apparaître une somme nulle pour ces activités.

La vente d'Asma a rapporté entre 1995 et 1996 32 091,50 francs à l'association mais n'a pas permis de réaliser des bénéfices conséquents. Lors d'une soirée intitulée " Guerre d'Algérie, la mémoire enfouie " Ayda avait édité en collaboration avec les anciens du journal " le Libertaire " une brochure qui était vendue au profit de l'association.

Les ressources financières d'Ayda ont été irrégulières d'une année sur l'autre et ont toujours constitué une des principales préoccupations de l'équipe militante. En effet, les rentrées financières leur ouvraient des possibilités d'action et d'échanges qui étaient restreintes pour cause de non-financement. Ces élans de générosité venant d'horizons divers témoignent ainsi des multiples énergies générées par l'existence même d'Ayda et par le désir d'exprimer leur solidarité aux démocrates algérien(ne)s en exil.

III Un réseau et des relations

1) L'implantation dans le tissu toulousain

Ayda a cherché tout au long de ces six ans à sensibiliser le milieu militant toulousain afin de recueillir des aides et des soutiens lui permettant de développer et d'améliorer ses actions. Elle s'est adressée en premier lieu aux institutions qui ont pour beaucoup refusé une collaboration. Le monde associatif et syndical, a, pour sa part accordé un soutien conséquent et souvent

actif aux propositions d'Ayda. L'association a d'une autre manière sollicité les partis politiques afin de leur expliquer la nécessité d'un engagement en faveur des exilés algériens. Le monde des arts et de la culture a, quant à lui, participé à cette aventure dans la mesure de ses possibilités et Ayda a su construire avec lui plusieurs projets intéressants.

a) Les rapports institutionnels

Les démarches entreprises par Ayda auprès des institutions en Haute-Garonne ont reçu des traitements et des considérations diverses. Une différenciation peut s'établir entre les collectivités territoriales, les services préfectoraux et les institutions éducatives de l'enseignement supérieur.

*Les collectivités territoriales

Ces dernières, constituées par les mairies, les assemblées départementale et régionale, constituent très souvent une aide précieuse dans la vie d'une association. Dans le cadre d'Ayda ce soutien pouvait se présenter de plusieurs manières : une aide financière, une contribution matérielle ou bien encore des appuis importants lors de demandes de visas par exemple.

Implantée dans la ville rose, il était normal qu'Ayda sollicite la mairie de Toulouse afin d'obtenir des aides diverses. Dans une lettre, adressée par Pierre Rouault (alors secrétaire général) en date du 16 octobre 1994, Ayda demande une entrevue à Dominique Baudis, maire de Toulouse, afin de lui présenter la nouvelle association. Lors de ce rendez-vous, la délégation d'Ayda, dont faisait parti Mohamed Bahrour, s'est vu répondre une fin de non recevoir de la part de la mairie centriste (la majorité municipale en 1994 était à tendance UDF). En effet, cette dernière a établi un amalgame erroné entre l'immigration économique algérienne implantée à Toulouse et les exilés algériens. Elle s'est retranchée derrière les peurs et les incompréhensions de son électoral à l'égard de la communauté maghrébine. Mohamed Bahrour présente ainsi la situation : " *la mairie n'a pas aidé. Moi-même, j'ai vu Baudis, j'étais dans la délégation qui a vu Baudis. Ils ont toujours refusé d'aider au nom de la lutte contre l'immigration alors que c'était des gens qui n'avaient rien à voir avec l'immigration, c'était des cadres intellectuels, des artistes, des universitaires qui étaient déjà installés, qui n'avaient aucune intention d'habiter en France. Ils sont partis parce que leur vie était en danger mais ils ont fait l'amalgame, à la mairie, de manière claire.* " Sollicitée pour l'aide au logement, elle a de la même manière refusé sa coopération. La seule contribution de cette collectivité territoriale a été l'intervention de Dominique Baudis, en tant que Maire mais aussi Député européen, auprès du Ministère des Affaires Etrangères et du consulat français à Alger afin de faciliter l'obtention d'un visa pour quelques personnalités algériennes. Dans un article daté du 5 juin 1997 dans la Dépêche du Midi, Dominique Baudis répond à une lettre du Comité pour la Paix Civile et la Démocratie en Algérie dans laquelle il expose sa position sur le drame algérien et fait référence à son intervention auprès de l'Ambassadeur de France à Alger.

Les mairies de l'agglomération du grand Toulouse ont été, elles aussi, sollicitées par Ayda dès le mois de novembre 1994. Dans une lettre type adressée à ces collectivités territoriales, l'association demande une entrevue afin de leur exposer ses problèmes. " **Malgré d'extraordinaires manifestations de solidarité, nous éprouvons les plus grandes difficultés à résoudre certains problèmes concernant en particulier l'hébergement et le travail. C'est pourquoi nous nous adressons à vous, qui en d'autres circonstances avez montré votre sympathie pour les victimes de persécutions. Nous souhaiterions vous présenter plus longuement l'Association, son action et vous faire part de nos difficultés**³⁸ . " Ce courrier a été adressé au maire de Tournefeuille (Bernard Audigé), au maire de Colomiers (Alex Raymond), au maire de Blagnac (Jacques Puig), au maire de Portet sur Garonne (François Peraldi)³⁹. La mairie de Ramonville a pour sa part apporté une aide au logement en facilitant l'accès d'appartements aux exilés.

Le Conseil Général de la Haute-Garonne a été véritablement la seule collectivité territoriale à s'engager aux côtés d'Ayda. Comme nous avons pu le voir précédemment, il a attribué une subvention de fonctionnement à l'association de 50 000 francs depuis 1995. Son action s'est poursuivie en ouvrant la cérémonie de Noël des enfants du personnel à la communauté algérienne exilée. En effet, le Conseil Général a exprimé sa solidarité en offrant un cadeau à chaque enfant algérien lors du Noël 1995. La caravane des associations démocratiques algériennes a reçu une subvention de 40 000 francs pour sa réalisation. Les rapports entre Ayda et l'assemblée départementale ont été très cordiaux et cet engagement de la part de la collectivité territoriale a permis à Ayda de développer son action.

Le Conseil Régional de Midi-Pyrénées a répondu négativement aux sollicitations d'Ayda jusqu'en 1998. En effet, cette date correspond au changement de majorité au sein de l'assemblée régionale qui est passée à gauche. Durant ces quatre années, elle n'a pas manifesté son aide. Certains courriers aux adhérents d'Ayda ont été envoyés par l'intermédiaire du Conseil Régional. Mais cela n'entre pas en compte dans l'appui apporté par la collectivité territoriale. Cette initiative avait été entreprise par Marise Bergé-Lavigne, sénatrice de Haute-Garonne et élue régionale. A partir de 1998, Ayda a pu bénéficier du soutien du Conseil Régional notamment dans la réalisation du projet Caravane. Cette institution a été partenaire de l'opération et a débloqué la somme

de 30 000 francs.

* La préfecture

Ayda a été en contact incessant avec la préfecture de Haute-Garonne. En effet cette institution, représentante de l'Etat dans le département, est le lieu de passage obligatoire pour l'obtention ou le renouvellement des titres de séjours40. Tous les exilés devaient se rendre à la préfecture (rue de Metz jusqu'en 1999), au bureau des étrangers, afin d'acquiescer le cachet de ce service sur leurs cartes ou visas. Ayda avait réussi à établir des rapports réguliers avec la responsable du service des étrangers, Madame Lalleman qui a été très compréhensive dans de nombreux cas. Elle a essayé d'arranger plusieurs questions épineuses et a parfois facilité les démarches d'Ayda en faveur des exilés. En 1997, lors du changement de gouvernement, elle a été mutée au service des cartes grises. A l'exception de cette dame, les rapports entre l'association et la préfecture ont été inscrits dans le strict respect des lois et des circulaires de la République.

*Les Universités

Toulouse, deuxième ville universitaire française, compte quatre établissements d'enseignement supérieur : l'université des Sciences sociales(droit, économie...), l'université Paul Sabatier (sciences), l'université du Mirail (sciences humaines) et l'Institut National Polytechnique de Toulouse (école d'ingénieurs)41. L'aide apportée par ces institutions a été très variable selon les établissements. L'université des Sciences sociales n'a pas ouvert ses portes aux exilés algériens de manière à leur permettre d'obtenir le statut d'étudiant, dernier échappatoire avant l'expulsion pour certains. Mohamed Bahrou (inscrit au Mirail) apporte un témoignage sur l'attitude de cette université par rapport à un de ces anciens étudiants exilés à Toulouse " *Je connais un prof de droit international qui est docteur, qui a été diplômé de l'université de Toulouse, qui a ensuite enseigné à Oran qui est revenu ici, c'est un ancien élève, il a fait le doctorat ici, il est revenu. On ne lui a rien trouvé, on ne l'a pas aidé, on ne l'a pas dépanné. Il a tout essayé, déçu, il est revenu en Algérie à ses risques et périls et je ne sais pas ce qu'il est devenu. Mais, c'est quand même odieux quand tu es diplômé d'une université et que tu reviens et qu'on fait semblant de ne pas te connaître, ça fait mal.* " L'université Paul Sabatier (appelée aussi Rangueil) a, pour sa part, apporté des aides ponctuelles. Il en est ainsi de l'inscription d'un professeur en chirurgie oesophage à la faculté de médecine.

Mais l'Université Toulouse - le - Mirail s'est investie considérablement dans l'aide aux réfugiés algériens. Cette tradition d'accueil et d'aide aux étudiants étrangers est ancrée dans le passé de l'université. Même si de nombreux membres d'Ayda enseignent ou ont enseigné au Mirail (ce qui a certainement facilité les interventions), plusieurs professeurs et l'équipe administrative (service des étudiants étrangers, secrétariat des UFR Unité de Formation et de Recherche...) ont apporté un soutien capital à ces démocrates. Le président Maillos puis son successeur Romain Gagnard ont permis grâce à leur engagement officiel, l'inscription de plusieurs algériens. L'université a exonéré de frais d'inscriptions (montant élevé) les exilés. Elle a facilité l'obtention d'équivalences de diplômés sur le plan pédagogique, en inscrivant plusieurs personnes en licence ou en maîtrise et a même distribué quelques bourses d'études. Ces actions de solidarité ont permis à de nombreux démocrates de pouvoir obtenir une carte de séjour mention " étudiant " leur offrant la possibilité de rester en France et de travailler à mi-temps.

b) Le monde associatif et syndical

La sensibilisation du milieu associatif et syndical à la cause d'Ayda a suscité des aides considérables et parfois essentielles. Elles ont permis de dégager des soutiens indispensables et de rendre visible le combat des démocrates algériens vers des milieux diversifiés.

*Le monde associatif

La politique d'Ayda a été dès le début dirigée vers le milieu associatif toulousain. Elle a réalisé un investissement important et un démarchage presque systématique auprès de très nombreuses associations. Grâce à l'annuaire des associations de Haute-Garonne42 et aux contacts établis lors des manifestations, Ayda a pu très tôt constituer un réseau développé autour de ces initiatives. Lors de chaque manifestation culturelle ou plus politique, une personne lors de l'Assemblée Générale des militants était chargée de contacter les associations et de lancer les invitations. Certaines organisations ont souhaité rencontrer les responsables d'Ayda afin de leur proposer leur collaboration ou de les informer de leurs actions en faveur de l'Algérie43.

Les associations travaillant autour du thème de l'immigration ont permis d'épauler Ayda lors de ses démarches juridiques et d'apporter un poids supplémentaire à la crédibilité de l'organisation. Le GISTI (Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés) a contribué au travail entrepris sur les visas et le droit des étrangers tant sur plan national (publication de la circulaire Pasqua) que sur le plan local. Le MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) a participé très souvent au côté de la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) au combat pour la délivrance des visas. La Cimade (groupe d'entraides protestant) a aussi apporté son aide sur

le plan juridique notamment. Ayda a, par l'intermédiaire du CEDIRED, tenu une permanence juridique dans les locaux de cette association. Le Cedired, Centre de Documentation et d'Information contre le Racisme et pour l'Egalité des Droits, agit dans le domaine de l'antiracisme et de la lutte pour l'égalité des droits. Cette association tout à fait particulière a soutenu l'action d'Ayda en lui offrant son aide sur les délicates questions du droit des étrangers. La force de rassemblement qu'a su développer Ayda peut être effectivement perçue par le nombre de partenaires signataires lors de nombreuses initiatives. Elle a permis de réunir autour de la solidarité avec l'Algérie l'ensemble des forces de gauche de la région toulousaine des anarchistes aux sociaux-démocrates. On note la présence de quinze associations lors de la manifestation du 12 février 1997. L'appel " Entendre la voix ignorée des démocrates " lancé sur l'initiative d'Ayda et du Réseau International de Solidarité avec les Femmes Algériennes a, quant à lui, été soutenu par seize associations. Les journées " Pour la démocratie en Algérie " des 13,14 et 15 décembre 1997 ont permis de rassembler vingt-quatre associations. Ce large mouvement de solidarité n'a pu voir le jour que par le travail accompli par les militants d'Ayda.

Outre les démarches effectuées auprès des sections locales d'associations d'envergure nationale, Ayda a travaillé avec les organisations centrées sur l'Algérie. Plusieurs manifestations ont entretenu la collaboration avec les associations défendant la culture amazigh. Le Mouvement Culturel Berbère, mais aussi l'association Sifaw se sont mobilisés au côté d'Ayda lors de l'hommage à Lounès Matoub, elles ont participé à la caravane lors de sa venue à Toulouse en octobre 1998. Elles ont coorganisé quelques débats et projections de films sur cette culture. Le Mouvement Culturel Berbère a invité Ayda à participer à une journée d'échanges culturels franco-berbère le 14 octobre 1995 à Labarthe sur Lèze. L'association Atlas a été créée par un ancien membre d'Ayda (Zoubir) qui a gardé des contacts avec son ancienne association et l'a plusieurs fois conviée à ces manifestations. Elles ont aussi organisé en commun l'hommage au chanteur Kabyle assassiné par les islamistes en juin 1998.

La Fédération des Œuvres Laïques de Haute-Garonne a abrité plusieurs conférences-débats d'Ayda en lui prêtant gratuitement sa salle réunion. Cela a été ainsi le cas lors de la venue de Rachid Boudjedra en mai 1995 ou encore de la projection du film d'Ali Akika " L'Algérie dévoilée " en hommage à Mohamed Amzert. La FOL a été partenaire d'Ayda lors des journées pour la démocratie en Algérie en décembre 1997.

Les relations tissées par Ayda durant ces six ans se sont déployées principalement autour de ses thèmes d'activités principaux. La lutte pour l'émancipation des femmes s'est structurée autour des interventions d'Ayda en partenariat étroit avec le Réseau International de Solidarité avec les Femmes Algériennes. Créé peu avant Ayda par les mêmes personnes, il a travaillé énormément avec Ayda et a été à l'instigation de plusieurs actions communes. Ce réseau a accueilli plusieurs Algériennes exilées et a constitué une interface génératrice de nombreux projets entre la France et l'Algérie. Cette entraide mutuelle a permis une mise en commun des moyens apportant ainsi, une perception beaucoup plus claire du problème algérien. Ayda a travaillé aussi avec des associations féministes ou s'occupant des droits des femmes. Elle a collaboré à plusieurs reprises lors de manifestations pour la lutte des femmes à Toulouse (notamment lors du 8 mars) avec l'APIAF (Association pour l'Initiative et l'Autonomie des Femmes) qui vient en aide aux femmes battues notamment et qui s'occupe de leur réinsertion. Elle a également participé à certaines réunions de la Gavine association féministe toulousaine.

Son engagement auprès des exilés a amené Ayda à entreprendre des démarches auprès des associations caritatives tels que le Secours Populaire, le Secours Catholique, les Restaurants du Cœur ou encore la Banque Alimentaire. Ces associations, comme on pourra le voir dans la troisième partie, ont contribué de manière essentielle à soutenir les Algériens dans leur exil.

Malgré sa jeunesse, Ayda a su conquérir une respectabilité dans un milieu associatif plus habitué à juger l'efficacité sur la continuité. Cette notoriété a conduit les autres associations à rechercher sa participation dans de nombreux collectifs. On retrouve son nom sur des tracts du collectif toulousain pour l'abrogation des lois Debré en 1997, sur les appels à manifester lors de la venue de membres du Front National (le 25 février 1997 meeting de Bruno Maigret au Sofitel à Toulouse ; le jeudi 5 mars 1998 lors de la présence de Jean-Marie Le Pen à la salle Jean Mermoz). Elle a soutenu le collectif des Sans-Papiers depuis sa création en 1997 et prêté sa signature à leurs nombreuses initiatives. On aperçoit de rapides allusions à ces différentes participations dans les compte-rendus des Assemblées Générales de militants. D'autres projets, comme Ville Habitée par exemple, ont sollicité l'appui d'Ayda.

L'association Ayda a su s'intégrer dans le réseau associatif toulousain en élaborant des échanges et des solidarités concrètes. Les idées qui président à la gestion du Centre Autogéré Social et Culturel dans lequel Ayda partage son local en sont un exemple. La charte adoptée en septembre 1998 démontre cet état d'esprit " ... Nous nous engageons à faire de cet endroit un lieu d'ouverture et de débat afin que se croisent et se développent les réseaux de solidarité sur la ville. ... Nous tenons à construire des projets avec toutes celles et ceux qui partagent nos objectifs, avec le monde associatif, le monde du travail, les syndicats et tous les acteurs sociaux et culturels qui agissent dans les luttes contre l'exclusion et pour la défense au niveau local, national

ou international car les systèmes générateurs d'exclusion et d'inégalité n'ont pas de frontières. L'espace de nos luttes doit s'élargir, l'Europe se construit et c'est à son échelle que nous devons organiser le combat civique⁴⁴. " Ayda partage son local avec l'association ATTAC et l'association Guernica. Le CASC fonctionne ainsi depuis 1998 et accueille plusieurs autres associations.

* Le monde Syndical

Ayda a entretenu des relations multiples avec les syndicats toulousains. Elle a travaillé avec les grandes centrales françaises à l'exception de Force Ouvrière (FO). Les appels et les initiatives dont elle a été à l'origine ont été signés par les unions départementales de la CGT (Confédération Générale du Travail), de la CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail), des syndicats SUD (Solidaire, Unitaire, Démocratique) Groupes des Dix mais aussi des syndicats de l'éducation nationale, la FEN (Fédération de l'Éducation Nationale) et de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire). Ils ont été soutenus par les syndicats étudiants AGET-UNEF (Association Générale des Étudiants de Toulouse Union Nationale des Étudiants de France) UNEF-ID (Union Nationale des Étudiants de France - Indépendante et Démocratique) et SUD-étudiants⁴⁵.

Ayda a élaboré une collaboration avec la CGT dans le cadre d'un programme de formation de formateurs syndicalistes de l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) de Tiaret. Elle a été mise en place grâce aux liens que certains adhérents entretenaient avec la CGT 31. Cependant les liens étroits qu'a maintenu la CGT avec l'UGTA centrale d'Alger ont engendré un affaiblissement des rapports entre les deux unions régionales. En effet, l'UW-UGTA de Tiaret⁴⁶ n'était pas dans la ligne politique d'Alger et l'UD-CGT 31 a distendu ses liens en partie à cause de ces difficultés. On retrouve dans les compte-rendus de réunions des invitations de la part de l'UD-CGT à un repas débat à Ramonville en décembre 1995. Ayda a participé à la Fête de la Confédération qui s'est tenue les 23 et 24 septembre 1995 à Mondoville, sous le signe du centième anniversaire de la centrale syndicale. A cette occasion, elle a tenu un stand pour faire connaître son action et mettre de la documentation et des ouvrages sur l'Algérie à la disposition des visiteurs. Cette centrale syndicale s'est investie dans le mouvement de solidarité avec l'Algérie. Dans le département de l'Ariège, la CGT a participé au collectif d'entraide avec les algériens et a recueilli lors d'une de ces réunions 2 300 francs qu'elle a reversés à Ayda. Son secrétaire Général, Monsieur Blanco a facilité la venue de certains algériens à Toulouse, en apportant une garantie d'invitation aux yeux des responsables du service des visas à Nantes. Cependant malgré les moyens dont disposait cette centrale, la collaboration avec Ayda est apparue peut-être un peu faible par moment. Le projet de la caravane pourtant très porteur n'a pas vu la CGT Toulouse s'investir énormément.

Ayda (de part la diversité politique de ses membres) a toujours désiré garder sa liberté d'action et n'a jamais voulu se lier à un parti politique ou un syndicat. C'est pour cela qu'elle a également souhaité travailler avec la CFDT. Cette dernière a été interpellée par la crise algérienne et s'est investie dans des actions de solidarité, en témoigne la publication d'un article dans leur bulletin régional ; CFDT Midi-Pyrénées Info n°105 sept 95 : femmes en résistance en Algérie. **Elle a fait parti du collectif pour l'accueil en France des demandeurs d'asiles et exilés algériens** ⁴⁷. L'union régionale de la CFDT a dans les colonnes de son bulletin fait paraître des textes d'Ayda appelant à soutenir l'association. Dans un article de la Dépêche du Midi daté du 8 mai 1998, on apprend que la secrétaire régionale du syndicat CFDT s'est rendu à Alger pour officialiser l'accord conclu avec l'UGTA-Tiaret pour développer un partenariat entre ces deux centrales. Cette collaboration, en réaction à l'investissement de la CGT, a porté sur la formation des femmes syndicalistes afin de souligner d'avantage sa spécificité.

La collaboration avec les syndicats SUD s'est effectuée sur des bases beaucoup plus légères. Plus marqués politiquement à gauche (extrême gauche), s'est peut-être pour cela qu'Ayda n'a pas autant travaillé avec eux. Le partenariat entre l'UGTA de Tiaret et SUD a été proposé par Ayda mais n'a pas eu de concrétisation pour diverses raisons.

c) Le monde politique

Depuis sa création le 22 mars 1994, Ayda a posé comme principe de fonctionnement, l'indépendance vis à vis de tout parti politique ou idéologie. Elle est restée vigilante afin de ne pas devenir le porte-voix d'une fraction du mouvement démocratique algérien. Elle a du faire face aux difficultés inhérentes engendrées par les rapports avec les partis politiques (récupération...). Ayda a essayé de diversifier ses relations avec les organisations politiques toulousaines mais elle n'a travaillé qu'avec la gauche. Il est évident qu'elle n'a pas eu de contact avec l'extrême droite qui draine une idéologie raciste, xénophobe et fascisante contraire aux principes de démocratie et de tolérance. Mais il n'est fait aucune mention d'une démarche auprès de l'UDF (parti centriste) modéré dans ses prises de positions. Peut-être que les refus d'aide enregistrés de la part de la mairie de Toulouse et le Conseil Régional Midi-Pyrénées, dirigés par les centristes, n'a pas incité Ayda à présenter son action.

Des relations privilégiées ont été établies dès le début, avec la fédération du Parti Socialiste de Haute-Garonne. En effet, ce dernier a invité Ayda à exposer ses activités lors d'un bureau fédéral (instance dirigeante du parti) et l'association a sollicité leur aide par exemple dans le cadre des demandes de

visas. Pendant cinq ans, Ayda a été logée par la sénatrice socialiste qui a laissé à Ayda son entière liberté. Mais cela a permis de faciliter les relations. En effet, de nombreux militants du Parti Socialiste se sont mobilisés en faveur de l'association, en apportant une aide matérielle par exemple (dons d'appareils ménagers, d'ustensiles de cuisines, de meubles, vêtements...). Monsieur Saïd Bessaïa, attaché parlementaire de Marise Bergé-Lavigne, signale cet engagement conséquent. Outre l'action des militants, le parti lui-même, à par l'intermédiaire du Conseil Général de Haute-Garonne permit le financement d'Ayda (C'est ainsi que Geneviève Azam le présente : " *C'est le PS qui nous a financé* " dans un entretien le 9 mai 2000.). En effet, la majorité départementale est issue des partis de gauche et la première force est constituée par le Parti Socialiste. Même si des liens importants ont été établis entre ces deux organisations, leurs opinions politiques sur la crise algérienne divergeaient. En effet, le Parti Socialiste s'est prononcé en faveur des Accords de Rome conclu entre autre par le FFS (Front des Forces Socialistes) membre de l'Internationale Socialiste, alors qu'Ayda a développé la thèse contraire. On constate ainsi que l'association d'aide aux démocrates algériens a respecté ses engagements et sa ligne de conduite.

Les relations avec le Parti Communiste Français ont été beaucoup plus problématiques. Ce parti avait monté un comité de soutien aux démocrates algériens en octobre 1994 alors qu'Ayda existait depuis 8 mois. On retrouve dans les compte-rendus d'Assemblées Générales des militants en date du 24 janvier 1996, le compte rendu de l'entrevue réalisée à titre personnel par Mohamed Bahrour au siège du PCF 31. Ce dernier se plaint du manque d'ouverture d'Ayda envers ses actions et propose son aide à l'association. Cependant le passé militant de ce parti engendre des hésitations de la part d'Ayda qui rappelle son attachement à sa liberté de fonctionnement et de pensée. Finalement il est convenu d'attendre une lettre officielle de la part du PCF afin de les recevoir. Lors d'une autre réunion (le 21 février 1996), les relations avec le PCF sont posées en ces termes : " **Problème PCF** ". Une discussion s'en suit où il est réaffirmé qu'Ayda " **n'a aucun lien organique avec aucun parti** ". Ces interventions dénotent les difficultés entre ces deux organisations. Cependant les invitations répétées du PCF ont débouché entre autre pour Ayda sur la possibilité de s'être vu offert (600 francs) un stand lors de la fête de l'Humanité, au parc de la Mounède, à Toulouse en 1996, 1997 et 1998. Ces méfiances à l'égard d'un parti politique tel que le PC, ont aussi pris corps lors d'un meeting co-organisé par Ayda et le PC à la librairie " Renaissance " à Toulouse qui s'est très mal passé, de part les tentatives de récupérations exercées par cette organisation politique. Le débat à été confisqué au profit des membres invités par le PCF, ce qui n'avait pas été prévu ainsi. La position de critique unique des islamistes du PCF⁴⁸ n'a pas non plus permis d'établir une collaboration sereine entre les deux organisations.

Ayda a développé des rapports très limités avec les autres représentants de la gauche française à Toulouse. Certains, comme Les Verts ou encore la Ligue Communiste Révolutionnaire, ont été signataires des appels et ont participé à certaines initiatives organisées par Ayda. La LCR, présente à Toulouse, n'a pas adopté de position claire sur la crise algérienne. Deux courants cohabitaient au sein de leur organe officiel le journal ROUGE ! L'un, au nom de l'antistalinisme était opposé aux éradicateurs et développait une bienveillance aux accords de Rome et l'autre s'opposait à la plate-forme de Sant Egidio. Ayda n'a pas travaillé officiellement avec la LCR notamment à cause de cette position ambiguë et bicéphale de l'organisation troskiste. Elle a cependant pu établir des contacts avec certains objecteurs de conscience et quelques militants appartenant à ce parti politique. Le parti groupusculaire d'Arlette Laguiller, Lutte Ouvrière de part sa philosophie politique et ses pratiques n'a jamais voulu signer un tract unitaire. Cependant, les thèses défendues par ce parti ont été proches de Ayda dans la mesure où il a émis une critique sévère, tant vis à vis du pouvoir algérien que sur les islamistes.

Les relations politiques développées par Ayda ont entraîné parfois l'interrogation de ses militants. Par exemple on peut lire dans un texte signé M.S. et daté du 19 août 1995 " **J'en arrive maintenant à un point important, celui de l'autonomie d'Ayda, qui n'est pas réglé. Le danger qui guette Ayda est de se transformer en tribune d'un parti ou d'une sensibilité politique particulière. Le problème des rapports avec les forces politiques reste posé et exige une vigilance permanente. La coopération avec certains partis, par exemple le PCF, les Ecologistes, Radical, le mouvement des citoyens, etc. reste minime, voire inexistante et souvent teintée d'ambiguïté, quand elle n'est pas tout simplement laissée à l'initiative personnelle. L'expérience a montré que le sectarisme n'aboutit qu'à la dispersion des forces, qui finit dans l'isolement et le discrédit. L'Algérie a besoin de toutes les forces vives françaises.** "

Les relations avec les partis politiques n'ont pas constitué les seuls liens avec le monde politique. En effet, Ayda en collaboration avec le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes a publié une lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle et aux élections municipales en mai 1995. Elle interpelle les futurs élus par le biais d'un questionnaire (9 interrogations) abordant plusieurs thèmes dont le problème des visas, les lois Debré, le statut des réfugiés algériens, les rapports Nord/Sud ou bien encore le soutien au mouvement de solidarité avec l'Algérie. Cette lettre a été publiée notamment dans la gazette Utopia et la Dépêche. Les résultats ont été rendus publics par ces deux associations.

d) Le monde culturel

Les institutions et les personnalités culturelles toulousaines se sont considérablement investies au côté d'Ayda. Elles ont fait preuve d'une solidarité généreuse en faveur des exilés algériens. Attachées aux idées de démocratie, de tolérance et de respect de la personne humaine, elles ont organisé plusieurs manifestations à Toulouse et dans ses environs.

Le cinéma Utopia, atypique dans le paysage toulousain, est connu pour son engagement à gauche (voire parfois plus loin). C'est une salle d'art et essai qui programme de nombreux films et établit sa programmation sur un mois. Elle fait partie du réseau Utopia dont la maison mère se trouve en Avignon. Elle a aidé Ayda au cours de 3 années en lui offrant un espace de débat lors de projection au bénéfice de l'association. Ces séances étaient organisées tous les mois et Ayda pouvait proposer un film (par exemple Bab El Oued City de Merzak Allouache). Elle ouvrait les colonnes de sa célèbre Gazette aux textes d'Ayda qui à son tour afin de la remercier pour ce soutien capital lui a donné la possibilité de s'exprimer dans ASMA. La Cinémathèque de Toulouse, temple du cinéma, a réalisé une soirée en partenariat avec Ayda en mars 1999 sur le thème des enfants et de l'exil. Elle a auparavant organisé avec Ayda, dans les locaux du Centre Régional de Documentation Pédagogique, une projection débat autour du film " octobre à Paris " de Jacques Panigel, sur la manifestation du 17 octobre 1961.

Les théâtres toulousains ont accueilli Ayda lors de manifestations ou bien leur ont prêté la salle afin d'organiser des conférences. Le théâtre Garonne (institution privée) a abrité la soirée en hommage à Abdelkader Alloula et Rabah et Ahmed Asselah. Le théâtre du Pavé a pour sa part, programmé une pièce intitulée " Algérie en éclat " en janvier 1998. Le théâtre Sorano, Théâtre National de Toulouse Midi-Pyrénées, a prêté gracieusement la salle lors de plusieurs représentations dans le cadre des trois journées pour la démocratie en Algérie les 13/14/15 décembre 1997 ou bien lors du récital de piano d'Hakim Bentchouala-Golobitch.

Les librairies toulousaines ont aussi participé à cet élan de générosité. Ombres Blanches a permis à Ayda d'accueillir la conférence de Rachid Boudjedra en mai 1995 par exemple. La librairie " Renaissance " près de Basso Cambo a, quant à elle, ouvert les portes de son forum lors d'un débat sur la situation sociale et économique en Algérie le jeudi 13 février 1997.

Le groupe musical emblématique de Toulouse s'est, pour sa part très fortement investi au côté des réfugiés algériens. ZEBDA ou sous la forme du Tacticolectif ou de Motivés, a organisé plusieurs concerts de soutien aux démocrates en exil (par exemple les soirées au Bikini des 21 et 22 décembre 1996 ou bien la soirée à Cahors en mars 1998) et a reversé une partie de ses recettes à Ayda. Ils ont été partenaires d'initiatives réalisées par Ayda notamment lors des journées pour la démocratie en Algérie des 13/14/15 décembre 1997. Asma leur a donné une tribune dans le numéro 2 du mois de décembre 1995 sous le titre : " **La parole à ... Zebda ; Zebda au-delà des frontières, comme quoi ça bouge au nord** "

Le pianiste Hakim Bentchouala-Golobitch, établi près de Toulouse, a offert un récital de piano le 28 avril 1995 au théâtre Sorano. Ce concertiste, de renommée internationale, s'intéresse au répertoire de la musique contemporaine. Pour cette soirée de soutien (les places étaient en vente à l'office de tourisme et à la FNAC (70 francs)) il avait choisi d'interpréter des œuvres de Debussy, Liszt, Schumann et Barber. La recette a été versée intégralement à Ayda.

Ayda a su grâce à l'efficacité de son travail militant s'introduire et prendre sa place très vite dans le milieu toulousain. Ce dernier à plus ou moins répondu à ces sollicitations mais de très nombreuses initiatives de soutien sont venues du monde culturel qui a permis à Ayda de continuer son combat. Les réfugiés algériens leurs en sont très reconnaissants : " *les institutions ont failli, mais c'est les citoyens, les associations et les institutions universitaires et culturelles qui ont aidé. Les institutions de type politique à part le Conseil Général nous ont laissés tomber*49. "

e) Le cas particulier de Marise Bergé-Lavigne

Cette sénatrice socialiste de Haute-Garonne a joué un rôle capital dans la fondation et le développement d'Ayda. Elle a fourni à l'association une logistique et un lieu de permanence, point de départ de tout militantisme. La transmission de l'information nécessite un matériel, même minimal, sans lequel il est impossible de diffuser des idées. Ainsi Marise Bergé-Lavigne a mis à la disposition d'Ayda un bureau Avenue de Muret (lieu de sa permanence), une salle de réunion et l'ensemble du matériel informatique ainsi que les moyens de communications tels que le fax, le téléphone. Sollicitée par des relations de Geneviève Azam, elle a répondu à l'appel d'Ayda, afin de leur permettre d'assurer leur développement. Militante de terrain, son engagement en faveur d'Ayda ne s'inscrit pas dans le cadre de ses activités politiques au sein du Parti Socialiste. Elle a fait du combat pour les droits de l'homme une constante dans son parcours politique. Très attachée à la démocratie, elle a répondu favorablement à Ayda, inscrivant ce geste dans la continuité de son action. Son attaché parlementaire Monsieur Saïd Bessaïa explique que cet acte généreux ne s'appuie pas spécifiquement sur la question " Algérie " et toutes les connotations qui s'y rapportent mais plutôt sur une réaction à la violation des droits de l'Homme dans ce pays. Il insiste sur le fait qu'elle aurait pu aider d'autres associations si le cas s'était présenté sur ce thème et non spécifiquement sur l'Algérie. Lorsqu'elle a déménagé à

*Colomiers en 1998, Ayda a du changer de local. Marise Bergé-Lavigne est apparue très discrète durant ces quatre ans de soutien à Ayda. Afin de garantir l'indépendance de l'association, cette sénatrice de Haute-Garonne a fait enlever sa plaque à l'entrée de la permanence et a ôté le message de bienvenu du répondeur téléphonique annonçant à l'interlocuteur le bureau parlementaire. Cette délicatesse et ce soutien capital ont été soulignés par l'ensemble des militants d'Ayda qui en parlent en des termes élogieux. Son attaché parlementaire s'est investi au sein d'Ayda en apportant une aide conséquente, tant sur le plan politique, que sur le plan des visas. En effet, de nombreuses traces de demandes de visas sont consultables dans les archives pour lesquelles des membres d'Ayda sollicitent Monsieur Saïd Bessaïa afin de pouvoir débloquer une situation épineuse. On retrouve également dans le compte-rendu de l'Assemblée Générale des adhérents de 1995 l'aide apportée par la sénatrice dans le cadre des visas : " **Les visas obtenus l'ont été grâce à l'aide de Madame Bergé-Lavigne** ". Son attaché parlementaire a joué un rôle important, en assurant une partie de la logistique de l'association, lorsque ses permanences n'étaient pas assurées. Marise Bergé-Lavigne a permis de part son action, d'offrir à Ayda la possibilité de présenter ses orientations et ses réalisations devant le bureau fédéral du Parti Socialiste. Cependant, parallèlement et paradoxalement à la position qu'avait adopté ce parti lors de la conférence de Sant Egidio (en contradiction avec la position d'Ayda), elle a continué à soutenir cette cause. L'originalité de ce soutien dans le monde politique n'apparaît pas dans les archives et s'est au cours des entretiens avec les membres d'Ayda qu'on s'aperçoit de l'aide primordiale que cette sénatrice a apporté. Elle est intervenue par exemple par un soutien financier lors du forum des artistes et intellectuels algériens organisé à Paris les 23 et 24 septembre 1995. Elle a exercé sa générosité et a prouvé son attachement aux droits de l'Homme en laissant à disposition sans limitation de frais les moyens de communications de sa permanence. L'équipement informatique a été gracieusement prêté afin de faciliter la mise en maquette des tracts, des publications ou plus simplement l'envoi des fax ou communiqués de presse d'Ayda. Cette action au cours de ces quatre années a été vitale pour Ayda et lui a apporté un soutien vital à son fonctionnement. Monsieur Saïd Bessaïa, qui s'est investi un temps dans Ayda, rapporte des anecdotes intéressantes sur la vie de l'association. Par exemple il expliquait que quand il passait le soir tard, les lumières étaient encore allumées et qu'Ayda travaillait encore. Il raconte aussi le déroulement de certaines réunions auxquelles il a assisté, travaillant à côté. Les discussions sur les orientations politiques n'en finissaient pas et la diversité des points de vue amenait parfois à certaines crises. Lors du départ de Marise Bergé-Lavigne à Colomiers, il explique que le local n'était plus trop occupé car de nombreuses crises internes avaient ralenti les activités de l'association.*

L'action de l'une des plus atypiques sénatrices de Haute-Garonne a été saluée par l'association et s'inscrit dans son combat pour le respect des droits de l'homme dans le monde. Elle a su par une aide discrète mais efficace relayer et soutenir l'existence et le développement d'Ayda qui lui en est extrêmement reconnaissante.

2) Les tentatives d'unification du mouvement de solidarité

Le mouvement de solidarité avec l'Algérie démocratique a été très disparate sur le territoire français et a été traversé par de nombreux courants divergents. En effet, il y a eu de multiples associations qui se sont créées depuis 1993. Pénétré par des dissensions parfois profondes, ce mouvement a cependant essayé de porter des revendications communes. Ayda a été à l'origine de certains de ces rapprochements et a toujours tenté d'en être une animatrice dynamique.

Ces tentatives d'unification du mouvement avaient pour objectif d'apporter une meilleure lisibilité des revendications et de la situation dramatique que connaissaient les réfugiés. Elles ont permis une sensibilisation plus forte de l'opinion publique et le développement d'un réseau d'accueil et d'entraide.

Cependant, toutes ces initiatives n'ont pas connu le même sort. Plusieurs d'entre elles, dont le Comité de Soutien à l'Algérie Démocratique⁵⁰ créé à Toulouse en novembre 1994 à l'initiative du Parti Communiste, n'ont pas su établir une méthode de travail efficace.

Ayda a soutenu la création d'une association à Bordeaux (Ayda Bordeaux) en 1997. Elle a parrainé une antenne en Nouvelle-Calédonie en 1995 qui a permis de récolter des dons envoyés pour certains d'entre eux à Ayda.

La revue Asma a été un outil essentiel qui a amplifié la diffusion et la connaissance d'Ayda. Sa large distribution auprès des associations de réfugiés a permis à l'organisation toulousaine d'occuper une place de référence dans ce mouvement.

a) La coordination Grand Sud

Sous-titrée " Pour une Algérie démocratique ", la Coordination Grand Sud a été créée le 8 juin 1996 lors des Rencontres de Montpellier. A l'initiative de ce rassemblement, l'association Ayda et l'association SAFA de Montpellier ont souhaité réunir le plus grand nombre d'organisations impliquées dans le mouvement de solidarité du Sud de la France afin de lancer une concertation et des perspectives d'actions communes. Ces rencontres ont demandé une lourde préparation en aval, pendant tout le mois de mai 1996, qui a mobilisé plusieurs membres d'Ayda. L'ordre du jour a été fixé par ces deux associations et tient en trois points spécifiques : une présentation de chaque association participante, une information juridique sur les conditions de séjour des Algériens en France et les perspectives d'actions communes. Elles se sont

déroulées au Centre Rencontres (route de Mende) de Montpellier. Point de départ de cette unification, elles ont rassemblé une dizaine d'associations et près de cinquante personnes. Dix membres d'Ayda ont fait le déplacement à Montpellier. Le compte-rendu de cette rencontre a été publié dans Asma (n°4 été 1996). Il détaille les avancées entreprises à Montpellier : " Cette réunion informelle avait comme objet de permettre aux individus, groupes ou associations du Sud de la France s'occupant de l'Algérie

- de se connaître, s'informer de leur existence et de leurs projets ;
- d'échanger leurs expériences, de confronter leurs difficultés ;
- de tisser un réseau d'échange d'informations ;
- de pouvoir s'entendre en cas de nécessité dans le sens de nos intérêts communs ;
- d'avoir des actions communes éventuelles, au coup par coup, en fonction des affinités. "

Au sein de cette coordination, chaque association gardait son autonomie et son indépendance d'action. La permanence et le secrétariat étaient assurés par Ayda à Toulouse qui était chargée " de centraliser et de répercuter ... les informations relatives à l'activité et aux actions relatives à l'Algérie.51 " et chaque région disposait d'une association relais. Ouverte à l'ensemble des organisations et individus qui souhaitaient s'y investir la Coordination Grand Sud avait établi une sorte de charte appelée " Déclaration de Montpellier " adoptée par ses membres. Rappelant les principes de démocratie auxquels ils sont attachés, les signataires réaffirment leur solidarité avec les exilés et les démocrates restés en Algérie. Outre les demandes de simplifications juridiques, la coordination s'est donnée pour objectif d' " enrichir les passerelles que les associations démocrates des femmes et hommes d'Algérie ont su rapidement bâtir avec des femmes et des hommes de France52 . " Ils ont établi des bases de travail commun et ont souhaité lors de cette réunion élargir " la conception et la diffusion du journal Asma à toute la région Grand Sud53 ". Cette initiative n'a pas vu le jour car la revue a cessé sa parution en septembre 1996. Cependant une réunion du Comité de Rédaction devait se réunir au mois d'octobre à Toulouse et une ébauche de programme avait été établie. Il s'agissait au sein d'Asma, de réserver une rubrique pour l'information de chaque association et de mettre en place des pages locales ou régionales. La fabrication du journal devait se faire à Toulouse.

Un programme minimum d'action avait été arrêté lors de ces rencontres. Dans le cadre du combat de ces associations sur la politique des visas, il avait été prévu d'organiser une journée de protestation régionale le 26 septembre 1996 devant les préfectures intitulée : " Pour la délivrance de visas pour les Algériens et la liberté de circuler dans les deux sens. Pour la régularisation du séjour en France des démocrates Algériens en exil.54 " Cette date avait été choisie en souvenir de l'assassinat de l'économiste algérien Abderhamane Fardeheb à Oran en 1995. Cet universitaire algérien avait été invité par ces collègues grenoblois mais n'avait pas pu venir car les autorités françaises retardaient indéfiniment l'obtention de son visa. Il a été froidement abattu en sortant de chez lui par les islamistes. Ironie du sort, quelques jours plus tard sa demande de visa était acceptée. Cette action coordonnée n'a pu avoir lieu par manque de temps et d'organisation. D'autres propositions ont été lancées lors de ces rencontres : organisation d'une journée sur le thème de la liberté de la presse en Algérie le 3 décembre en souvenir de l'assassinat du journaliste Saïd Mekbel, journée dédiée à l'enfance algérienne le 1er novembre, journée sur la citoyenneté et le code de la famille (en souvenir de Katia Bengana jeune fille assassinée par les islamistes), hommage à Abdelkader Alloula au cours d'une journée intitulée " Le théâtre vivant ".

La principale action coordonnée dans la région grand sud a été la journée consacrée à la mémoire du 17 octobre 1961, le 17 octobre 1996. A la veille de la fin de la guerre d'Algérie, le FLN (Front de Libération Nationale) demande aux Algériens de France de participer à la manifestation pacifique organisée à Paris pour protester contre le couvre feu instauré par le gouvernement gaulliste de Michel Debré. La répression qui s'en suit est terrible (le nombre de victimes n'a jamais été véritablement établi, on parle de cent ou deux cents victimes) et constitue l'une des pages les plus noires, passée sous silence, de la Vème République. Paul Chiésa consacre une double page à ce drame dans le numéro 5 d'Asma. Afin de ne pas oublier ce " massacre " et de rappeler les difficultés auxquelles sont confrontées les démocrates Algériens aujourd'hui, les associations de la coordination Grand Sud avaient décidé de prendre cette date comme symbole de leur combat. Des actions ont été entreprises dans de nombreuses villes et notamment à Marseille (rassemblement devant la préfecture et hommage à Abderahmane Fardeheb), à Grenoble (manifestation en hommage aux victimes du 17/10/1961 avec lancer de fleurs dans l'Isère, projection débat avec le documentaire : une journée portée disparue, et lâcher de ballons symbolisant l'espoir en une Algérie démocratique), à Bordeaux (rassemblement devant l'hôtel de ville) et bien évidemment à Toulouse. Ayda a développé ses actions sur deux jours et les a aussi délocalisées à Foix. Le 16 octobre une projection-débat a été organisée autour du film très longtemps censuré " Octobre à Paris " de Jacques Planigel. Il a été suivi d'une discussion avec Jean Louis Hurst, ancien porteur de valises, responsable du réseau d'insoumis à la guerre d'Algérie " Jeune Résistance " et témoin des événements. Le même débat s'est déroulé à Foix. Une anecdote notée dans une lettre de Geneviève Azam datée du 26 octobre 1996 est significative de l'oubli de cette page de l'histoire hexagonale : " A Foix, " Octobre à Paris "

de Panigel avec Jean Louis Hurst, délégation à la Préfecture, le représentant du Préfet pensait que c'était une commémoration de Charonne ! " Le 17 octobre, Ayda a participé à la manifestation organisée par les syndicats pour la défense de la fonction publique. Elle est apparue avec une grande banderole " Algérie, démocratie, solidarité droit à la libre circulation, au travail, à un statut, 17 octobre 1961, jetés dans la seine, 17 octobre 1996 laissés dans l'oubli ". Dans la même lettre Geneviève Azam en fait le compte-rendu : " Banderole sur le parcours de la manifestation fonction publique (30 000 personnes), chaleureusement accueillie, applaudie et reprise par plusieurs sonos dans la manifestation. Echo amplifié. " En collaboration avec le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes et le soutien de l'UD-CGT 31, l'UD-CGT 09, Alternative Libertaire, la CIMADE, la LDH 31, le MRAP 31, le PS, le PC, Ras l'Front, SOS Racisme et SUD, Ayda avait appelé à un rassemblement devant la préfecture, le soir du 17 octobre à 18 heures avec comme slogan55 " Hier jetés dans la Seine, aujourd'hui rejetés, demain dans les charters de la mort ? ". Cette manifestation a rassemblé environ 150 personnes et a permis une fois de plus de voir s'exprimer une solidarité à l'égard d'Ayda (on apprend que Jean Louis Hurst est intervenu grâce au prêt d'une sono de la part de SUD).

La coordination Grand Sud avait aussi pour objectif de créer une permanence juridique afin de faciliter les démarches et la circulation de l'information.

Cette coordination a permis à ces nombreuses associations et notamment Ayda d'élaborer un réseau de relations parfois suivis comme avec l'association de Grenoble (réalisation d'une correspondance importante dans laquelle chaque association présente ses activités et demande parfois des renseignements et des aides ponctuelles) et de permettre l'échange de leurs expériences. Ayda a été le ferment d'une mutualisation des capacités de ces différentes associations, investies au sein du mouvement de solidarité avec l'Algérie.

b) Un réseau national autour de POUR !

Le réseau POUR ! Action & Solidarité avec les démocrates algériens a été créé à Paris en 1996. Il a édité une revue mensuelle (signalée dans Asma (n° 4) en ces termes : " Saluons avec fraternité l'apparition de ce mensuel qui conduit des réflexions très proches d'Asma " qui paraît toujours. Cette parution a entraîné une concurrence importante avec Asma (le journal d'Ayda) qui avait l'ambition de " devenir le POUR ! national56 ". Ils s'y présentent dans le premier numéro et sur leur site Internet : " Des citoyens français et algériens vivant et travaillant en France, réunis autour d'un même projet et se sentant tous concernés par la montée du racisme en France et de l'intégrisme en Algérie. La France et l'Algérie sont liées par leur histoire commune, l'importance des populations d'origine algérienne et des français d'Algérie vivant en France, les rapports économiques et culturels privilégiés. Devant la montée des périls, tant en France qu'en Algérie, nous ne sommes pas neutres. En France, le racisme et la xénophobie progressent, et l'intégrisme menace. En Algérie, les forces de progrès sont prises en tenailles entre le pouvoir militaire et le camp intégriste ; une partie des forces qui se prétend démocrate pactise avec les organisations intégristes et fascistes. Nous voulons combattre la pensée dominante en France qui, sous prétexte de paix civile, prône des accords avec les intégristes au détriment de la démocratie. Nous voulons rappeler avec force que l'intégrisme n'est pas une fatalité en Algérie. Nous voulons soutenir les forces de progrès qui luttent pour l'instauration de la démocratie en développant l'information sur la situation algérienne et ses répercussions en France. " Ce réseau de solidarité s'est constitué sur des bases politiques claires et a regroupé vingt quatre associations autour de la revue. Elles ont construit le Collectif des Associations pour le Développement de la Solidarité Franco-Algérienne. Ce mensuel qui est devenu l'organe du mouvement, est animé par d'anciens porteurs de valises dont le plus connu est Jean Jacques Porchez. Cette coordination nationale est née à l'initiative de plusieurs personnalités du mouvement de solidarité avec les démocrates algériens. Ces personnes (Simon Blumenthal pour Solidam Paris et Abderahman, Françoise Davaisse pour Algérie Urgence Paris, Annick Gruau pour Algérie Urgence le Havre, Bahia et Jacques Jurquet pour MRAP Marseille, Françoise Kaser pour Femme contre les intégrismes Lyon, Mme Lagadec pour France Algérie Brest, Michèle Pedinelli pour ADJAF Paris, Claude Pierre pour ADFE Paris, Jean Jacques Porchez pour la revue POUR ! , Marie-Ange Poyet journaliste Paris et Georges Rivière pour Ayda Toulouse et journal Asma.) ont initié une rencontre nationale à Paris le 22 juin 1996 en y invitant l'ensemble des associations travaillant avec les exilés. Elle a donné lieu à la naissance de ce collectif autour du journal POUR !. Chaque association avait la possibilité d'envoyer des textes à paraître et des réunions régulières étaient organisées à Paris. Ayda a assuré la diffusion de journal (imprimé gratuitement contrairement à Asma ce qui lui a permis de continuer) en cédant les abonnés d'Asma après la cessation de parution. Cette coordination a permis une diffusion nationale et une sensibilisation plus large sur les difficultés que rencontraient les démocrates en exil. Les actions menées par ce réseau de solidarité et l'implication d'Ayda en son sein sont très difficiles à quantifier du fait du peu de traces laissées dans les archives de l'association57 . Lors de la venue de la caravane des associations démocratiques algériennes en octobre 1998, POUR ! s'est investie dans l'organisation au niveau régional en Ile de France.

Elle a permis la création d'un pôle rassembleur des associations du mouvement de solidarité en faveur des démocrates algériens. Elle s'est impliquée considérablement dans le débat autour de l'Algérie et a développé des prises de position dans la ligne politique d'Ayda. Les quelques marques de correspondance retrouvées dans les archives d'Ayda font mention du nom de Jean Jacques Porchez. Cet ancien porteur de valise est aujourd'hui conseiller régional d'Ile de France au groupe Vert et apparenté. Il a été sollicité par Ayda lors d'un meeting organisé sur le thème " l'Algérie aujourd'hui. "

3) L'implantation en Algérie

Les activités d'Ayda orientées vers l'Algérie devaient mener à un rapprochement inévitable avec le pays. C'est ainsi que des échanges se sont construits souvent par l'intermédiaire des liens étroits développés par les membres d'Ayda avec l'Algérie et qui sont venus enrichir des relations humaines déjà très fortes.

a) Le monde associatif

Ayda a travaillé avec plusieurs associations démocratiques algériennes au cours de ces six ans d'existence. Sous le titre " Aider l'Algérie qui vit, aider l'Algérie qui se bat...58", George Rivière exprime la volonté d'Ayda d'offrir à cette Algérie là, la parole dont elle a besoin pour se faire connaître, pour résister. Ayda a essayé, au-delà de l'aide humanitaire et du message politique en faveur de la démocratie en Algérie, de permettre la création de liens avec ce pays. George Rivière, l'un des premiers membres français d'Ayda à s'être rendu en Algérie, expose cette préoccupation dans cet article. " **Cette dynamique** [il fait référence ici à la résistance démocratique] **encore précaire, trouve un écho de plus en plus clair au-delà de la Méditerranée chez toutes celles et tous ceux qui ont clairement perçu la dimension internationale du conflit algérien. L'enjeu, en terme d'épanouissement ou d'effondrement des valeurs de respect de l'individu, de justice sociale, de droits de l'homme, d'épanouissement de la pensée critique et de paix civile est tel qu'il ne s'agit plus de solidarité abstraite mais de communauté d'échanges et de partenariat.** " Ces échanges essentiels avec l'Algérie permettent sous une forme différente d'aider le mouvement démocratique à se construire, se consolider. C'est dans ce cadre là qu'Ayda a initié ou participé à cette passerelle et soutenu des associations algériennes faisant partie du mouvement démocratique. Souvent, les premiers liens ont été amorcés par l'intermédiaire de l'investissement personnel des membres d'Ayda. En effet, la diversité des horizons culturels et politiques des adhérents a contribué à développer des attaches spécifiques avec telle ou telle association. Les exilés algériens ont permis d'établir des contacts avec leurs milieux d'origine et les associations de leur ville.

Le premier échange associatif avec l'Algérie et Ayda a lieu à l'occasion de la formation organisée à Alger par le Comité des Associations s'Occupant de la Famille en 1994/59 . Lors de ces rencontres des liens plus développés se sont constitués avec Salima Deramchi qui allait devenir la présidente de l'association Femmes Algériennes Unies pour l'Egalité des Droits. FAUED est un rassemblement de femmes venues de toute l'Algérie, créée le 8 mars 1995 à Alger. L'originalité de ce combat tient dans la volonté des femmes d'investir le champ politique pour la défense de leurs droits fondamentaux. La constitution officielle de cette organisation a eu lieu en présence de deux membres d'Ayda et de deux autres membres du Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes le 1er mai 1995 à Alger60 . Ces femmes ont adopté une plate-forme en neuf points résumant leur programme61 :

- Respect de la personne humaine
- Egalité des droits de toutes les citoyennes et de tous les citoyens devant la loi, en particulier par l'abrogation du code de la famille
- Respect du droit à l'éducation des enfants dans toutes leurs cultures et leur histoire reconquise
- Respect avec le système actuel d'éducation et refonte de l'enseignement
- Respect de la liberté d'expression
- Rupture avec l'esprit et les pratiques claniques et népotiques génératrices d'injustices et d'exclusion
- Défense du droit au travail, au logement et de la justice sociale
- Renforcement de la lutte contre l'intégrisme
- Non-utilisation de la religion à des fins politiques.

Cette association a établi des liens privilégiés avec Ayda car elle a été le premier contact en Algérie pour l'association toulousaine. Ayda a soutenu leurs revendications. Lors de la conférence mondiale des femmes à Pékin en septembre 1995, le gouvernement algérien n'a pas offert la possibilité à ces ONG (Organisations Non Gouvernementales) d'effectuer le déplacement en Chine. Grâce à la solidarité d'Ayda (de l'Union Régionale de la CFDT Midi-Pyrénées et du Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes) la représentante de l'AFEPEC (Association Féminine pour l'Epanouissement de la Personne et de l'Exercice de la Citoyenneté) a eu son voyage payé. Elle a pu faire entendre la voix des femmes algériennes en compagnie des femmes de FAUED, et du RAFD (Rassemblement Algérien des Femmes Démocrates). Ayda a participé au financement d'affiches pour ces organisations lors de cette conférence mondiale. Par ces marques de solidarité avec les associations algériennes travaillant autour du statut de la femme, Ayda a contribué à développer des ponts transméditerranéens. Les formations organisées à Alger par le Comité des Associations s'Occupant de la Famille

dès 1994 a permis d'établir de nouveaux contacts et des liens plus nombreux avec une réalité algérienne souvent passée sous silence par les grands médias français. C'est le cas d'une association de Ghardaïa IBN-SINA (Avicennes) qui travaille sur la prévention du SIDA dans la capitale du M'Zab, région très soucieuse de la préservation de ses croyances et de ses traditions. Cette association a écrit une lettre à Ayda présentée dans le journal Asma62 par George Rivière qui fait état de son action et des difficultés qu'elle rencontre. Dans la conclusion de cet article, l'auteur insiste sur l'importance de ces liens entre les deux pays : " **Qu'IBN SINA souligne l'aide qu'a pu apporter son ouverture à un réseau associatif démontre aussi l'importance des échanges et de la solidarité. Elle en tire toutes les conséquences en écrivant à Asma pour dire, depuis Ghardaïa, que l'Algérie ne se réduit pas aux coupures sinistres de la presse, mais qu'elle vit, qu'elle se bat et qu'elle est porteuse d'espoir.** "

D'autres initiatives ont permis d'établir des liens plus proches avec le milieu démocratique algérien. Une collecte de matériel informatique a été réalisée au printemps 1995 afin de l'acheminer en Algérie et de pouvoir apporter une aide matérielle importante. En effet, le fonctionnement de ces associations est parfois difficile, car elles ne reçoivent aucune subvention des pouvoirs publics pour la plupart d'entre-elles et doivent subvenir à leurs besoins de manière difficile. Ayda a aussi prolongé ces échanges avec l'Algérie en invitant plusieurs personnalités de ces associations lors de meetings ou de conférences. C'est ainsi que pour le meeting du 16 mars 1996, Ayda a fait venir notamment la présidente de l'AFEPEC Zazi Sadou. Des représentants de l'ANDPE (Association Nationale pour la Défense et la Promotion de l'Emploi) sont venus animer une conférence à la librairie Renaissance en 1997 sur le thème de l'économie en Algérie aujourd'hui.

Le plus grand projet d'échanges et de collaboration avec le mouvement associatif démocratique algérien fut sans aucun doute " la caravane de l'espoir " qui a parcouru la France en 1998/63 . C'est un certain aboutissement des rencontres débutées en 1994 et des relations humaines tissées lors de ces voyages algériens.

Le terrain associatif n'a pas été le seul champ d'action d'Ayda. Elle s'est investie sur le plan syndical et a eu des projets plus tournés vers le monde politique.

b) Le monde politique et syndical

Ne transigeant pas sur leur ligne de conduite, les membres d'Ayda ont en Algérie, comme en France, souhaité garder leur indépendance et leur autonomie. Ils se sont toujours gardés de devenir le porte-voix de tel ou tel parti politique algérien. Devant la complexité de la représentation politique en Algérie, Ayda n'a pas choisi de travailler avec une mouvance, mais elle a choisi le camp de la démocratie. Elle a ainsi eu des contacts, par l'intermédiaire des exilés, avec certains partis politiques. On trouve quelques articles dans les archives de presse sur Ettahadi64 et ses dirigeants notamment. Le refus de prendre en compte le FFS d'Hocine Aït Ahmed s'explique par sa signature du contrat de Rome.

En 1996, le projet de faire venir à Toulouse, l'ancien Premier ministre algérien Rédah Malek, pour une réunion publique, a provoqué des oppositions au sein d'Ayda. Cet homme politique algérien, incarne le parti qu'il a fondé : l'Alliance Nationale Républicaine (ANR) et développe des thèses respectueuses de la République et de ses principes. Il fait partie de la mouvance démocratique. Les contacts avaient été établis par un professeur en chirurgie d'Oran exilé à Toulouse. Ce projet n'a pas pu voir le jour. Certains membres d'Ayda n'ont pas souhaité inviter Rédah Malek car cela impliquait la venue successive de tous les leaders démocrates algériens opposés aux accords de Rome à Toulouse. Devant l'impossibilité de cette perspective, la venue de cet homme d'état algérien n'a pas eu lieu. Mais de cette idée est né un projet de Forum ouvert à l'ensemble des leaders des partis démocratiques, des responsables syndicaux et associatifs. Cette rencontre se serait déroulée à huit clos lors de la première journée afin d'établir une discussion sereine et constructive entre tous ces démocrates autour de l'idée de développement de la démocratie en Algérie. Le deuxième jour aurait été l'occasion d'un débat semi-public avec la presse française. Cette initiative devant être organisée en 1998 n'a pas vu le jour.

La collaboration avec le monde syndical algérien s'est déroulée autour de l'UGTA l'ex syndicat unique. Elle a pris corps dans la ville de Tiaret dans le cadre des partenariats de formation avec la CGT et la CFDT. Ayda a fait venir à Toulouse certains syndicalistes afin d'organiser des débats ou bien de les mettre en contact avec les centrales syndicales françaises. Elle a joué le rôle d'interface entre les deux pays.

Les motivations de ces hommes et de des femmes devant le drame que vivait l'Algérie ont trouvé un écho et ont ainsi réveillé dans l'inconscient de la population toulousaine tous les ressorts d'une démarche solidaire. Cette démarche a surtout été relayée de manière individuelle au sein du monde culturel alors que les institutions (excepté le Conseil Général de la Haute-Garonne et l'Université de Toulouse - le - Mirail) en sont restées à un stade d'incompréhension.

Deuxième Partie

Les hommes et les femmes qui font Ayda

I Les membres de l'association

La diversité politique et culturelle des membres qui se sont investis au sein d'Ayda a enrichi l'association. Elle constitue aussi une originalité.

1) Un engagement militant

a) Un renouveau associatif ?

L'engagement de ces hommes et de ces femmes au service d'une cause à multiples facettes s'inscrit certainement dans le renouveau associatif que connaît la France depuis la fin des années 1980.

Il est des idées reçues beaucoup plus tenaces que l'on ne pourrait croire. Devant les changements économiques et culturels qu'a traversés ou subi la France depuis l'après guerre, de nombreux repères ont été emportés. On constate, sans aucun doute, une désaffection à l'égard du politique. Mais comme l'explique Michel Wievorka dans son livre " Raison et Conviction : l'engagement1" : " si les lieux classiques de l'engagement semblent aujourd'hui en grande difficulté... tout n'est pas décomposition et vide social dans les phénomènes qui traversent notre pays2 ". La modification du sens profond et des valeurs de l'engagement a entraîné une inflexion dans l'investissement individuel et collectif de la population. Les vieux schémas d'un militant dévoué " corps et âmes " à la direction, accroché à des idéologies dogmatiques sont révolus. Ainsi Jacques Ion3 avance des analyses mettant en lumière l'affaiblissement des grandes fédérations d'associations, elles-mêmes inscrites dans des réseaux idéologico-politiques (en particulier communistes, socialistes et catholiques). Cependant, on note dans les différentes variantes du mouvement de solidarité avec les démocrates Algériens, une réactivation de ces réseaux. Cela peut s'expliquer par le caractère éminemment politique de cet exil. On retrouve ainsi, le Comité pour la paix civile et la démocratie en Algérie, soutenu par le Parti Socialiste, le Comité National d'Action pour la Solidarité avec le peuple Algérien patronné par le Parti Communiste Français et France-Algérie citoyenneté soutenu par le Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement.

Cette mutation dans le militantisme entraîne un investissement individuel plus libre et une conscientisation plus approfondie des adhérents. Elle a pour conséquence d'amener des changements dans le fonctionnement même des associations. La place de l'individu est prise en compte au titre de sa présence et non de son titre. L'individu recherche beaucoup plus dans ses activités des résultats visibles ; en fait, il s'attache à établir un réalisme dans l'action. Plutôt que de rêver aux lendemains qui chantent ou au grand soir révolutionnaire la nouvelle figure du militant s'accroche à des preuves tangibles et recherche l'utilité de son action et du temps qu'il a investi. Il en est ainsi pour Ayda qui apparaît comme un bon exemple de cette mutation. En effet, en lieu et place de cet engagement au côté des démocrates algériens, ces militants auraient pu s'investir au sein de partis politiques ou bien créer une association à caractère idéologique. Ils ont choisi de se battre en assurant accueil et assistance à Toulouse tout en ne négligeant pas pour autant le côté " politique " de l'engagement. D'autres se seraient limités à mettre en évidence le versant idéologique de la question algérienne. Ce besoin d'actes inscrits dans la réalité, se retrouve depuis la fin des années 70 dans l'engagement de plus en plus conséquent dans les associations dites humanitaires telles que Médecin du monde, Médecin sans frontières ou bien encore les Restaurants du Cœur. Ce militantisme repose sur une forte adhésion à des idées et à des valeurs que les militants ont déclinées sur le terrain en essayant de les appliquer.

La démocratie, pierre angulaire de l'association Ayda a entraîné un fonctionnement spécifique, dans lequel, le bureau élu par l'Assemblée Générale de tous les adhérents n'a qu'un rôle institutionnel. C'est une assemblée souveraine des militants, ouverte à tous, qui décide de l'orientation d'Ayda avec pour principe 1 adhérent(e) 1 voix. Cette manière de fonctionner appuie l'idée de mutation dans la nature des engagements, soulignant le souci de démocratie, de participation active et d'égalité devant les responsabilités.

Le militantisme au sein d'Ayda se différencie de manière très nette par rapport aux idées véhiculées dans les années 70 en France et c'est en cela aussi qu'il s'inscrit dans ce renouveau associatif. En effet, les adhérents actifs sont issus pour la plupart de couches élevées ou aisées de la société, on y retrouve des professeurs d'université, des médecins, des professions libérales (producteur de cinéma journaliste par exemple) pour le côté français, et des journalistes, libraires ou encore professeurs d'université pour les Algériens exilés. La proportion de métiers plus modestes dans l'échelle sociale est faible. Cette uniformité relative de l'équipe militante a influencé l'orientation politique, au sens large du terme, en orientant les prises de positions de l'association dans un cadre institutionnel. L'engagement anti social des années 1970 est bien fini. Ayda se sert des structures sociales, utilise les institutions à son profit (même si nombre d'entre-elles ont rejeté ces sollicitations à l'instar de la mairie de Toulouse) afin d'assurer son fonctionnement, de mettre en œuvre ses orientations et de réaliser ses objectifs de départ. On peut peut-être suggérer la qualificatif de militantisme pragmatique dans cet engagement associatif.

Ayda cherche en effet à s'intégrer dans un cadre sociétal et dans des schémas de fonctionnement lui permettant de recouvrer une reconnaissance " institutionnelle " dans le microcosme toulousain et ses aires d'influences.

L'engagement au sein d'Ayda procède d'une démarche individuelle consciente et réfléchie. Elle s'illustre par le rassemblement d'idéologies différentes dans

un projet commun : l'aide matérielle et morale aux démocrates algériens. Cette diversité en fait sa force, car elle entraîne une confrontation d'idées et un bouillonnement idéologique productif. L'apport d'expériences différentes dû à la variété d'horizons politiques permet d'appréhender les questions à l'aide d'une focale élargie. Cette richesse se décline de manière concrète, en observant le parcours politique de certains militants que nous examinerons dans la deuxième partie de notre développement (des horizons diversifiés).

Le militantisme associatif fonctionne certes, hiérarchiquement et statutairement (bureau, assemblée générale, etc.), mais surtout dans une structure de proximité et de décisions d'une minorité très présente du fait de son engagement dans le cadre d'Ayda. Mais on note une utilisation importante des réseaux informels permettant de débloquer certaines situations ou bien de faciliter la circulation de l'information. De plus, ils permettent parfois d'assurer un soutien financier et matériel gage d'une ouverture et d'une efficacité accrue des projets de l'association.

b) Dans une ville aux couleurs de l'Histoire

Au cours du XXème siècle, l'histoire a connu de nombreuses crises et soubresauts entraînant l'exil quelquefois massif de populations civiles et militaires. Ces déplacements de populations ont marqué les mémoires et ont influencé parfois le caractère d'une ville. Ancrés dans la " tradition d'accueil " ou bien suscitant des vocations réveillant la fibre politique, soulevant des engagements jusque là enfouis, l'arrivée de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants a parfois transformé la vie de nombreux individus.

L'exil, cet état provisoire mais incertain, apparaît comme un déracinement moral peut-être plus qu'une rupture d'environnement. Au départ, l'exil est ressenti comme une abstraction, un moment pour se reposer, se mettre à l'abri et prendre du recul face au drame que traverse le pays. Dans l'impensable espoir d'un retour au calme, l'attente se transforme en certitude du temps. L'installation provisoire se métamorphose, on entre dans l'exil et souvent dans la précarité. Cette situation développe l'ambiguïté et soulève de nombreuses questions. Le fait d'être sain et sauf, d'avoir échappé à une mort certaine en Algérie se superpose à l'idée d'être sur l'autre rive de la Méditerranée sans pouvoir faire beaucoup, sans être aux côtés de ceux qui luttent pour la démocratie dans le pays. On retrouve cette constante dans plusieurs interview d'exilé(e)s notamment dans celle d'un journaliste algérien4 publiée dans la Dépêche du Midi en mai 1995. " **J'ai honte d'être là au moment où le devoir me commande d'être là-bas. Je me sens lâche. J'ai fini par avoir honte de ne plus partager la terreur, la douleur et le deuil. Ce qui est devenu le lot quotidien d'un peuple dont j'avais partagé l'espoir en un monde meilleur** ". Mais devant ce désarroi et parfois le découragement, les marques de solidarité apparaissent comme un rempart, un soutien d'une inestimable profondeur.

" Toulouse, à nouveau capitale de l'exil " : ce titre d'un article de la Dépêche du Midi du mois de mai 1995 nous replonge dans les méandres de la mémoire.

1939, février : la neige et le froid accompagnent la longue file des Républicains espagnols qui tentent de fuir le franquisme et les répressions. Après 3 ans de luttes acharnées, la guerre civile espagnole lança sur les routes plus de 470 000 personnes, hommes, femmes, enfants, vieillards qui trouvèrent refuge, pour la plupart, en France. Toulouse surnommée " La Rouge " à cette époque-là ne fut pas insensible au drame de ces milliers de personnes. Liée géographiquement et historiquement à l'Espagne républicaine, elle vit passer en 1939 quelques 100 000 réfugiés dont 25 000 y demeurèrent. La région toulousaine accueillit au total 40 000 exilés5 . Devant un tel phénomène, la Ville Rose se mobilisa, et les actes de solidarité se concrétisèrent aussitôt. Présentant rapidement ces mouvements de solidarité, nous essayerons de montrer les analogies et les dissemblances de ces élans de soutien aux démocrates en exil, républicains ou algériens.

L'accueil réservé par les autorités françaises aux Républicains espagnols provoqua de la part d'une partie de la population, un souffle d'indignation et de colère. Bien qu'il soit difficile de la part des toulousains, comme elle l'indique dans ses travaux, Florence Mila s'est appuyée sur " des documents, témoignages et archives prouvant l'existence de cette mobilisation que la presse régionale d'alors relata sous forme d'articles et bien souvent de communiqués6 ". On apprend ainsi que s'ajoutant aux associations d'entraide constituées par les exilés (Solidaridad Democratica Española PSOE et UGT - Solidaridad Española PCE - Solidaridad International Antifascista CNT Tendencia Solidaridad Obrera - Solidaridad Confederal CNT Tendencia España Libre - La Cruz Roja Republicana Española en Francia), la population s'est également mobilisée en apportant soutien matériel et moral. L'ampleur de cet exil a suscité d'inquantifiables actes de solidarité. Le mouvement a vu se côtoyer en son sein de très nombreux milieux sociaux, du commerçant au professeur en passant par l'ouvrier ou le paysan. Un élan de solidarité s'est constitué devant le désarroi et la précarité de ses milliers de personnes. La population toulousaine a marqué son soutien aux exilés en donnant de l'argent, des vêtements, des denrées alimentaires. Les partis politiques et les syndicats de gauche à l'instar de la SFIO ou de la CGT organisèrent des collectes de vivres et de vêtements, des distributions de denrées alimentaires et lancèrent à travers leurs organes de presse (exemple le Midi Socialiste) des appels à la solidarité. Ils furent les instigateurs du mouvement d'entraide et de solidarité et constituèrent au côté de la population, un pôle de solidarité remarquable. Cependant certains milieux sociaux s'organisèrent pour venir en

aide à leurs homologues espagnols. Ainsi on note la création, dès les premiers mois de la guerre civile, d'un " Comité universitaire toulousain des amis de l'Espagne républicaine ". Il comptait parmi ses membres les professeurs Joseph Ducuing, Vladimir Jankélévitch ou encore Daniel Faucher. S'y étaient joints, un comité d'étudiants et un collectif des médecins sur l'initiative du professeur Ducuing pour la collecte et l'acheminement des médicaments. Ce comité prit en charge le soutien matériel (vivres, vêtements, logement...) et moral des exilés espagnols. Il essaya de faire sortir des camps d'internement de nombreux intellectuels espagnols et de leur trouver un emploi afin qu'ils puissent obtenir un statut et leur assurer ainsi un début de stabilité dans leur long exil qui commençait. Il utilisa la presse comme moyen de communication et lança dans la Dépêche du Midi plusieurs appels (dons en nature, denrées alimentaires, produits pharmaceutiques, linge, literie, équipements ménagers et dons en argent) en faveur de la solidarité avec les Espagnols. Il put compter sur le soutien des institutions et notamment de la municipalité (Elie Prévot étant maire socialiste de Toulouse) qui se joignit à cet élan avec les moyens qu'elle possédait. " La municipalité socialiste de Toulouse, consciente des devoirs d'hospitalité qui lui incombent, a fait dresser 500 lits dans les différentes colonies de la ville pour recevoir les réfugiés⁷ ". Elle prêta gracieusement, deux casernes de pompiers désaffectées afin de loger les Républicains au 6 rue du Conservatoire et au 27 rue B. Mulia St Sauveur. La préfecture de Haute-Garonne, quant à elle, lança un appel en faveur des exilés par voie de presse. La population participa ainsi à cette chaîne de solidarité refusant de laisser dans l'indifférence et le mépris des milliers d'hommes et de femmes qui s'étaient battus pour un idéal et une espérance en un monde meilleur.

L'exil algérien aujourd'hui est sans commune mesure avec celui que dut affronter Toulouse en 1939. A sa façon cependant, il présente des similitudes et des différences qui sont intéressantes à mettre en lumière. Plus par le mouvement de solidarité que par les exilés eux-mêmes, cet élan de générosité s'inscrit peut-être dans une " tradition d'accueil toulousaine ". Le nombre incontestablement minime des démocrates algériens a pourtant suscité des engagements tout aussi intenses. On a vu la façon dont la solidarité face aux espagnols s'était déroulée et l'investissement de ces universitaires toulousains. Cinquante-cinq ans après, ce sont, pour la plupart d'entre eux, des universitaires qui réagirent face aux drames algériens. La proportion d'enseignants dans le premier bureau d'Ayda est remarquable. Cette mobilisation universitaire, peut, peut-être s'expliquer par l'accès facilité au savoir et à la connaissance. De plus de nombreux militants d'Ayda, malgré leur jeunesse ont vécu la fin de la période franquiste à Toulouse ou ailleurs. Certains, à l'instar de Georges Rivière ont milité aux côtés des exilés Espagnols dans certaines de ces organisations. Il a ainsi côtoyé de nombreux Républicains toujours imprégnés des idées politiques datant de la guerre civile. Présente dans les mémoires toulousaines, cet inconscient collectif a peut-être joué dans l'engagement auprès des Algériens. Cependant, cela est très difficile à apprécier et fait ressurgir d'un passé pas si lointain, certains épisodes peu glorieux de l'histoire française. La mémoire fluctuante des relations franco-algériennes emprunte des chemins beaucoup plus proches et certainement chargés de plus d'émotions dans le cas de ces militants toulousains.

Devant l'évolution des mœurs et le changement des mentalités au cours de ce siècle, on retrouve une constante dans la population qui malgré les obstacles qu'elle rencontre, s'investit grandement auprès de ceux qui en ont besoin. Il en est ainsi pendant la seconde guerre mondiale lorsque de nombreux enfants juifs furent cachés par des familles toulousaines de confession chrétienne⁸. Cette solidarité a vu le jour grâce à la prise de position de l'archevêque de Toulouse, Mgr Saliège qui, dans sa lettre pastorale du Dimanche 23 août 1942, appelait la communauté catholique, en référence au message divin et à " la tradition du respect de la personne humaine⁹ ", à se mobiliser en faveur de la communauté juive. Ces prises de position de l'épiscopat régional eurent un effet sur l'opinion publique en intensifiant l'aide, très souvent clandestine, apportée aux juifs. La diffusion et la conscientisation du drame que vivent ou ont vécu ces populations est pour une grande part passé par la presse. Cependant on peut noter la faiblesse de la couverture médiatique d'un journal comme la Dépêche du Midi. Le soutien des institutions quant à lui est apparu bien restreint, minimaliste et peureux (exceptée l'aide financière du Conseil Général e la Haute Garonne) face à l'engagement à la fois de la mairie et de la préfecture en faveur des Républicains espagnols. Cette timidité, peut s'expliquer par les différentes orientations politiques de ces collectivités territoriales (1939 Toulouse était socialiste ; 1994 Toulouse était centriste, le Conseil Général était socialiste et le Conseil Régional de droite) le contexte historique, l'ampleur du phénomène mais aussi une appréciation divergente des notions d'exil politique et d'immigration.

Peut-on cependant parler de Toulouse comme d'une ville de tradition d'accueil, de capitale de l'exil comme le suggère une journaliste de la Dépêche ? Cela est difficile à apprécier et mériterait une étude spécifique. L'Hôpital Joseph Ducuing, plus connu dans la mémoire toulousaine sous le nom d'Hôpital Varsovie, a, part son engagement auprès des Algériens, perpétué une solidarité lourde de sens que des guérilleros venus d'Espagne avaient, au nom de la Liberté et de la Démocratie, un jour de septembre 1944 créé à Toulouse¹⁰. N'est-ce pas un beau clin d'œil de l'Histoire ?

2) Des horizons diversifiés

a) Les premiers militants

Ayda a drainé dès le début des militants issus de milieux divers et d'horizons politiques différents. Certains se connaissaient, d'autres sont devenus amis, d'autres encore se sont séparés, tissant ainsi des relations humaines. Cette aventure humaine n'a pu se réaliser qu'à partir de la volonté de quelques individus et à leur travail bénévole au service de l'association. Elle a connu beaucoup de frictions internes, entraînant parfois des crises et des départs plus ou moins nombreux. Certains sont dus à des divergences d'orientations politiques, d'autres à des désaccords de principe, d'autres encore à de la lassitude ou des incompatibilités de caractères. Cependant l'association a su pendant ces six années surmonter toutes ces difficultés et mener à bien son projet.

Les premiers militants sont marqués par une certaine diversité politique, culturelle et professionnelle. D'horizons multiples, ils se sont retrouvés autour d'un engagement fort. En effet, il y eut au départ d'Ayda plusieurs professeurs d'université dont beaucoup faisaient parti du groupe de recherche sur les études féminines (le groupe Simone) à l'université Toulouse - le - Mirail. Mais très vite ce premier noyau se désagrège. Et lors de la première assemblée générale, une équipe quelque peu renouvelée va être mise en place. Cette diversité plurielle s'ouvre sur trois lectures différentes. Sur le plan professionnel, on note un engagement balayant plusieurs centres d'intérêts tels que le journalisme, l'enseignement ou bien encore les professions libérales. Cet éclectisme apparaît au niveau culturel lorsque certains militants à l'image de Zaïda Mathieu apportent leur héritage culturel en guise de richesse. Cependant la diversité la plus flagrante s'exerce aux niveaux des horizons politiques différents, de l'histoire et de l'itinéraire de chacun. Certains ont fait leurs classes et leurs débuts de militantisme chez les anarchistes espagnols exilés à Toulouse depuis la guerre civile ; d'autres ont parcouru les chemins difficiles du combat féministe dans les années 1970 avec la création du MLAC. Certains sont proches des courants d'extrême gauche, nombre d'entre eux se reconnaissant au sein de courants d'idées moins extrémistes tels que la social-démocratie. Cette multiplicité politique a entretenu certains points de frictions mais a permis de confronter toutes sortes d'expériences afin d'enrichir les débats internes.

Mais cet engagement n'a pu exister que grâce à l'attachement à certaines idées fortes qui liaient tous ces militants entre eux. En effet la cohésion de l'association se fédère autour des idées de solidarité, démocratie, liberté ou encore droits des femmes. Cette foi en l'Homme leur a permis d'avancer positivement. La démocratie, notion large à multiples entrées, est en continu changement et ne peut s'appliquer de la même manière, avec les mêmes appréciations dans une société occidentale et une société maghrébine par exemple. La conception d'Ayda a permis de prendre en compte le plus de paramètres possibles en permettant ainsi de s'identifier à la " Démocratie " au sens large " ne s'attachant pas à mettre en œuvre les moyens que celle-ci nécessite. C'est en cela qu'Ayda n'a pas été le réseau de solidarité lié à un ou à des partis politiques algériens. L'univers militant de ces membres actifs a influencé certainement (doublé de la situation réelle en Algérie) l'orientation d'Ayda vers le combat pour le droit des femmes qui fait parti intégrante de la lutte pour la démocratie. On retrouve plusieurs prises de positions, des collaborations avec des associations algériennes sur cette question capitale.

Mais cet engagement s'inscrit dans un cadre peut-être plus large mais très difficile à percevoir car les relations franco-algériennes sont souvent très passionnées et on entre là dans les convictions profondes de l'individu et peut-être même dans l'inconscient. En effet, il n'est pas facile de comprendre quels sont les cheminements intellectuels qui ont permis de rassembler plusieurs personnes autour d'un même thème " ni très porteur, ni très porté "

Geneviève Azam, professeur d'économie à l'université Toulouse - le - Mirail, s'est engagée au CISIA avant de participer à la fondation d'Ayda. Elle est actuellement vice-présidente de l'association mais a occupé la place de Présidente du 14 avril 1994 (date de la création) au 12 février 1999. Très engagée pendant ces quelques 4 ans de militantisme, elle se tourne aujourd'hui vers d'autres associations telle que ATTAC (association d'envergure mondiale composée de sections locales, militant pour la taxation des capitaux en reprenant l'idée de l'économiste Tobin). Cette toulousaine de naissance s'est toujours investie dans le mouvement associatif et notamment au cours des années 70 dans la mouvance libertaire. Elle a aussi participé à l'acheminement et la constitution de convois de médicaments en faveur des Polonais en compagnie de Michel et Marie Didier.

Zaïda Mathieu est arrivée en France en 1993 pour des raisons privées. C'est une canadienne francophone d'origine algérienne qui s'est installée à Toulouse. Après avoir réalisé un DESS sur les rapports sociaux de sexe au Mirail, elle enseigne la sociologie dans cette même université. A l'instigation d'Ayda et du Réseau Solidarité avec les femmes algériennes, elle a entraîné une dynamique importante et a certainement permis le déclic nécessaire à la création de ces associations. Elle fut secrétaire générale d'Ayda, de sa création à la première assemblée générale, quittant l'association devant des divergences idéologiques profondes. Son engagement et ses origines familiales lui ont permis de mettre au service d'Ayda ses connaissances, afin de faciliter la venue d'Algériens, notamment pour l'hommage du 27 mai 1994 au théâtre Garonne. Elle explique son engagement dans cette cause par un sentiment de culpabilité par rapport à sa nature d'émigrée algérienne. Elle se sent une responsabilité morale face à son émigration très jeune au Québec et

sa passive collaboration avec l'Algérie. Elle a ressenti le besoin de réagir face au drame algérien, de part l'éducation qu'elle a reçue (sa famille était liée à l'ex-PAGS), la proximité géographique et l'influence de son parcours littéraire. La mort d'un écrivain comme Tahar Djaout a accentué cette nécessité de " faire quelque chose ". Après son départ d'Ayda, elle a monté une nouvelle association qui s'appelle le COMMED (Communication et Médiation).

George Rivière, a pour sa part, eu un parcours un peu différent. Engagé très jeune au sein du mouvement libertaire, il a côtoyé de nombreux réfugiés espagnols républicains exilés. Membre du CISIA à sa création à Toulouse, il s'est senti interpellé face au drame que vivait l'Algérie. Avant de rentrer à Ayda dont il fut un des piliers, il avait écrit un article dans un journal libertaire sur cette Algérie. Il fut très tôt l'un des premiers membres d'Ayda d'origine française à se rendre en Algérie. Trésorier de l'association de novembre 1994 à septembre 1995, il occupa ensuite le poste de vice-président jusqu'en 1999. Très investi au sein d'Ayda, il le fut aussi dans des projets spécifiques comme les actions de formations de cadres associatifs et syndicaux ou bien encore dans la caravane des associations démocratiques algériennes qui sillonna la France au mois d'octobre 1998. Il quitta Ayda au début de 1999 pour fonder l'association ARCAM qui réalise des projets en collaboration avec des associations françaises et algériennes.

Michel et Marie Didier, militants de longue date, ont marqué Ayda de leur présence. Michel Didier est professeur d'université dans l'établissement d'enseignement supérieur Toulouse - le - Mirail. Très connu sur le plan toulousain, il jouit ainsi d'une notoriété importante qui a facilité nombre de démarches pour l'association. De la génération précédente, il a connu la guerre d'Algérie et fait partie du petit nombre des déserteurs refusant d'aller se battre dans une guerre qui ne voulait pas dire son nom. Il occupe actuellement le poste de président de l'association depuis le 12 février 1999. Il a été vice-président pendant quelques temps et avait en charge au sein d'Ayda le côté juridique et les rapports avec les institutions. Sa femme, Marie Didier, s'est aussi très investie dans le fonctionnement de l'organisation. Gynécologue de profession, elle a pu ainsi faciliter les rapports avec le milieu médical. Elle avait en charge la question du logement des exilés et de leurs familles. La notoriété dont elle jouit à Toulouse est due pour une part à son parcours militant. Elle a été à l'initiative de la création du MLAC à Toulouse en 1973 et signa le manifeste des femmes ayant déclaré avoir fait ou subi un avortement. D'autres personnalités au sein d'Ayda ont emprunté des chemins différents, à l'image de Paul Chiésa (responsable d'une maison de production Lapili films), né à Oran et qui s'est investi largement dans l'association. Il avait ainsi un autre type de contacts avec l'Algérie. Certains étudiants se sont aussi investis dans l'association afin d'apporter leur expérience ou bien en marquant leur soutien par leur adhésion. Mais la plupart ont quitté Ayda ne supportant pas la spécificité du fonctionnement imposé par l'association.

En effleurant ainsi le parcours de ces quelques militants, on s'aperçoit de la densité de leur engagement au service de multiples causes. Malgré les départs plus ou moins difficiles de nombreuses personnes, ces dernières n'ont pas abandonné l'idée de " faire changer les choses " et se sont investies au sein d'associations qu'elles ont créées ou bien qu'elles ont rejointes.

b) Une ouverture vers la communauté algérienne de Toulouse

De part la nature de l'orientation de l'association, il paraissait évident d'essayer d'établir un lien entre la communauté algérienne exilée et les différentes vagues de l'immigration algérienne installée à Toulouse. Cette volonté manifeste de certains membres d'Ayda à l'image de Geneviève Azam a été un échec. Elle l'analyse comme tel. Plusieurs explications peuvent être avancées afin de mieux comprendre cette déception. Selon Georges Rivière, la difficulté est venue de la nature même de l'aide apportée. En effet, travailler auprès des réfugiés politiques dénote une spécificité. Il s'agit de ne prendre en compte qu'une infime partie de l'émigration algérienne. Cependant il y a de nombreuses rancœurs et de multiples préjugés de la part des deux parties. Une certaine vision stéréotypée de l'exilé le présentait comme un nanti, ayant collaboré avec le pouvoir en place et venant se mettre à l'abri en France. Il y avait ainsi un climat de méfiance qui s'installait, de par la situation même que traversait l'Algérie. De l'autre côté, les exilés souhaitaient se différencier profondément de cette immigration pour garder leur spécificité et affirmer leur statut à part entière. Ayda n'a pas pu faire face à toutes ces contradictions et établir un lien solide et durable entre les membres de la même communauté pourtant si différents.

Quelques tentatives ont été organisées au cours de ces six années. La plus importante fut sans aucun doute l'hommage rendu au chanteur de Raï Cheb Hasni en 1994. Sur la proposition de jeunes de la Reynerie, Ayda a été sollicitée pour co-organiser une manifestation qui a drainé de nombreuses personnes d'horizons divers. Ce rassemblement sans suite a permis d'établir un contact entre les exilés et la communauté algérienne de Toulouse. Au cours de quelques autres manifestations publiques dans le cadre d'hommages à des personnalités assassinées ou dans le cadre de conférences ; certains liens se sont établis à l'échelle individuelle. Cela concerne plus spécifiquement des femmes et des jeunes peut-être plus conscientisés face au drame algérien. Cette sur-représentation des femmes s'explique peut-être par la nature même de leur engagement et leur force de réaction à résister en Algérie. On peut peut-être, parler de mimétisme ou d'identification des femmes de Toulouse au combat des femmes en Algérie.

L'exemple le plus intéressant est probablement la personne d'Akila Salmi. Educatrice de profession, elle habite à l'Union dans la banlieue toulousaine. Née en Algérie, elle a la nationalité française et s'est investie au sein d'Ayda durant ces dernières années et occupe actuellement le poste de secrétaire générale de l'organisation. C'est un exemple rare de l'investissement d'un membre de la communauté algérienne toulousaine dans l'association.

Cependant Ayda a reçu plusieurs propositions d'aides de la part de nombreuses personnes à la suite de manifestations organisées sur le plan toulousain. Il en est ainsi d'une lettre envoyée par une jeune femme après avoir assisté à l'hommage à Lounès Matoub place Arnaud Bernard en juillet 1998. Elle souhaitait dans son courrier " faire connaissance " avec l'équipe d'Ayda et apporter sa solidarité et son énergie à l'association. Attendant une réponse de la part des membres d'Ayda elle les remercie pour leurs actions permettant un rassemblement de la communauté algérienne. Elle souhaite par cette démarche " apporter [sa] pierre à l'édifice " de la solidarité. Ces démarches individuelles ne peuvent cependant pas être considérées comme une réussite dans l'établissement des liens entre les membres d'une communauté.

II Les réfugiés politiques algériens

Les relations franco-algériennes ont été entrecoupées par des moments plus ou moins conflictuels, dus à l'histoire de ces deux pays. Cette destinée commune de 132 ans a entraîné une spécificité sur plusieurs plans et notamment sur le plan juridique. En effet, les accords d'Evian de 1962, puis les accords bilatéraux qui ont suivi placent la législation en matière d'immigration-émigration dans un statut dérogatoire par rapport à la norme appliquée aux autres pays. Cependant, la crise que connaît l'Algérie depuis 1992 a eu pour conséquence non négligeable, le durcissement de la politique d'obtention de visas.

Mais pour cerner, les particularités, les difficultés et les raisons de cette immigration algérienne, il est nécessaire d'établir un bref historique de la crise algérienne. La situation dramatique vécue par ce pays s'inscrit dans le cadre des événements déclenchés par l'interruption du processus électoral le 12 janvier 1992, conséquences directes et indirectes de la politique algérienne depuis l'indépendance.

1) Algérie : la construction difficile d'une démocratie

Après avoir subi plusieurs dominations au cours de son histoire, l'Algérie est colonisée par les Français malgré une résistance acharnée dont celle devenue mythique de l'Emir Abd-El-Kader (1807-1883) de 1830 à 1847.

L'Algérie fut proclamée partie intégrante du territoire français et divisée en 3 départements par la II^{ème} République (1848-1851). Après la parenthèse du Second Empire, la III^{ème} République établit un maillage administratif du territoire et mit en place une politique d'assimilation qui ne donnait nullement les droits de citoyens français aux musulmans, soumis au contraire à une politique d'assujettissement exprimée par le Code de l'indigénat (1881). Le choc physique et moral de la Grande Guerre (1914-1918), l'engagement et le loyalisme des troupes coloniales envers la République entraîna une libéralisation du régime envers les musulmans. Mais l'opposition des colons freina toute tentative de réformes comme celle du gouverneur Viollette (1870-1960). Dans les années trente commence à se dessiner l'évolution qui aboutira, en l'espace de 20 ans au choc violent entre les deux communautés.

C'est parmi les travailleurs émigrés en métropole que Ahmed Messali Hadj (1898-1974) fonda en 1927, le premier mouvement anticolonialiste "l'Etoile Nord Africaine". Le nationalisme algérien fut assez divers et ses différentes sensibilités jouèrent un rôle important dans les orientations de l'actuelle guerre civile. On peut noter 3 grandes tendances apparues dans la population algérienne : l'une, traditionaliste, représentée par Ben Badis et le Conseil des Oulémas (fondé en 1931) répandait l'idée d'une patrie algérienne musulmane fondée sur l'islam, la deuxième, celle du Parti Populaire Algérien (PPA, prolongement et succession de l'Etoile Nord Africaine) de Ahmed Messali Hadj luttait pour l'indépendance et la révolution sociale, la troisième, qui trouva sa première expression cristallisée autour de la Fédération des Elus indigènes de Bendjelloul et de Fehrat Abbas (1889-1985), réclamait une authentique assimilation et le droit de citoyenneté française.

La seconde guerre mondiale fit pour un temps, Alger capitale de la France libre, mais les idéaux et les principes de la Résistance n'amenèrent pas le renouveau escompté et la France, patrie des Droits de l'Homme se distingua le 8 mai 1945. Proclamée haut et fort vainqueur de l'horreur nazie, elle ordonna les massacres de Sétif où plusieurs milliers de musulmans périrent. Le temps du renouveau était marqué par le sceau de l'incompréhension.

La IV^{ème} République ne se dota pas des moyens nécessaires et de la volonté de les imposer pour établir un véritable système démocratique et républicain en Algérie en dépit du nouveau statut élaboré en 1947. Les nationalistes algériens comprirent alors qu'ils n'avaient plus de recours que dans l'insurrection armée. Des dissensions internes dans le camp nationaliste provoquèrent une scission baptisée le Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA) qui, réuni secrètement à Alger, le 10 octobre 1954 décida le déclenchement de l'insurrection le 1^{er} novembre 1954.

L'Algérie plongeait alors dans une guerre qui cachait son nom et qui eu de très lourdes conséquences sur les 2 pays et leur population. Relater ici la guerre d'Algérie serait trop long et n'entre pas exactement dans la teneur de nos

propos14.

Après la signature des accords d'Evian le 18 mars 1962, l'Algérie est proclamée indépendante le 3 juillet suivant. Organe directionnel de l'Etat, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) tente de poser les bases d'une nation nouvelle. Marqué par des luttes intestines importantes le GPRA voit son pouvoir confisqué entre les mains du "groupe de Tlemcen " et d'Ahmed Ben Bella soutenu par le colonel de l'Armée de Libération Nationale (ALN) Houari Boumédiène. Commence alors une politique planifiée de restriction des Libertés pour arriver au parti unique tout puissant : le FLN (Front de Libération Nationale). Les opposants sont mis en prison (Hocine Aït Ahmed qui crée en septembre 1963 le Front des Forces Socialistes FFS) ou contraint à l'exil (Mohamed Boudiaf qui crée en septembre 1962 le Parti de la Révolution Socialiste PRS) et le multipartisme est interdit.

a) Une ouverture démocratique au prix de révoltes durement réprimées.

Le pays subit une très forte démographie qui entraîne le doublement de la population en l'espace de 15 ans. Les structures ne sont pas et n'ont pas été prévues et adaptées à de tels bouleversements. Il en résulte un accroissement des inégalités sociales tant sur le plan du logement que sur l'accès aux produits alimentaires ou à l'éducation. Cette situation, débutée sous les années Boumédiène (1965-1979) s'aggrave de manière plus flagrante sous le régime de Chadli Bendjedid¹⁵. Les difficultés économiques se doublent de problèmes identitaires que l'état a niés. En avril 1980, éclatent les émeutes de Tizi-Ouzou plus connues sous le nom de "Printemps Berbère ". Ce cri de révolte sera terriblement réprimé par l'armée. Le "Printemps Berbère " a secoué fortement l'édifice institutionnel et idéologique algérien ; remettant en cause l'unanimité étatique en posant au centre des préoccupations culturelles la pluralité linguistique (arabe, berbère et français). Cependant, les changements espérés ne s'annoncèrent qu'à partir de 1988.

Les "émeutes de la semoule¹⁶" comme cela fut perçu en Occident apparurent pour la grande majorité des Algériens comme leur "Chute du mur¹⁷". Cette démocratisation du régime tant attendue et voulue par ces "émeutiers " d'octobre 88 fut bien vite stoppée en 1991 (5 juin) avec le limogeage du Premier ministre Mouloud Hamrouche. Cependant elle a permis l'institution du multipartisme et l'émergence au grand jour de nouvelles forces politiques telles que le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD créé par Saïd Sadi le 9 février 1989), le FFS (légalisé le 20 novembre 1989) mais aussi le Front Islamique du Salut (FIS légalisé le 6 septembre 1989 et créé par Abassi Madani et Ali Benhadj). Ce parti religieux proclamant la volonté d'établir une république islamique en Algérie se posa en alternative à l'état-FLN. Basé sur un nationalisme fort et bâti sur une alliance étroite entre le FLN et l'ANP, le régime algérien des années 80 s'est vu attaqué par ses propres acteurs. La corruption, la trop grande timidité des réformes, l'esquisse de démocratie mais aussi les difficultés économiques liées à la chute du prix du baril de pétrole (notamment à partir de 1986), entraînant une considérable diminution des principales recettes fiscales du régime ont aggravé le délitement de l'état.

Le FIS, par l'intermédiaire de ses dirigeants (Madani et Benhadj), de leurs discours et du réseau des mosquées établi à travers tout le pays, a su au cours de ses 2 années d'existence officielle démontrer sa capacité à capitaliser le désarroi de cette société en mutation. Créé de 55% des suffrages exprimés¹⁸ lors du premier scrutin libre de l'Algérie indépendante, ce "nouveau " parti a remporté les élections municipales. S'appuyant sur les étudiants et les diplômés au chômage, les cadres déçus, les petits fonctionnaires en voie de paupérisation mais aussi les commerçants, les leaders islamistes pensent que leur avènement est proche et déclenchent une grève générale en mai 1991 afin de repousser les élections présidentielles leur permettant d'accéder à la plus haute fonction de l'Etat. Ce sont les prémices de ce que va connaître l'Algérie six mois plus tard avec l'interruption du processus électoral en janvier 1992 après le 1er tour des élections législatives remporté par le FIS (47,3% des suffrages exprimés et 188 sièges des 430 à pourvoir¹⁹).

b) 1992 : Un coup d'état déguisé aux graves conséquences.

Cet arrêt brutal du processus de démocratisation entraîna de nombreuses réactions pacifiques de la part des algériens à l'appel notamment du FFS organisant une manifestation de quelques 300 000 personnes avec pour mot d'ordre "ni état policier, ni république intégriste ", pour "la sauvegarde de la démocratie²⁰". Malgré ce sursaut populaire et les protestations qui ont émergé dans le pays, le Haut Conseil de Sécurité (HCS) organisme consultatif prévu par la constitution, démit le président Chadli Bendjedid et institua un Haut Comité d'Etat (HCE) mandaté pour diriger le pays jusqu'en décembre 1993.

L'armée, qui a pris de fait le pouvoir, fait appel à l'imaginaire mythique en référence à l'acte fondateur de la guerre de libération en nommant Mohamed Boudiaf à la présidence du HCE. Chef historique de l'indépendance, Mohamed Boudiaf a soulevé un espoir dans la population et en particulier chez les jeunes en essayant de s'attaquer au système établi reposant pour une part sur la corruption à haut niveau. Son assassinat le 29 juin 1992 à Annaba fait franchir une marche supplémentaire dans l'escalade de la violence en Algérie. Au cours de l'année 1992, l'état se dota de pouvoirs spéciaux pour faire face et réprimer le terrorisme -exemple le décret-loi du 30 septembre sur "la lutte contre le terrorisme et la subversion " qui fixe à 16 ans, au lieu de 18,

l'âge de la responsabilité pénale pour les crimes relevant du terrorisme-. Les responsables nationaux du FIS A. Madani et A. Benhadj sont condamnés à 12 ans de réclusion. Les mairies contrôlées par le FIS sont dissoutes en décembre et le couvre-feu est instauré dans la région d'Alger, et dans les wilayas de Blida, Boumerdes, Tipasa, Bouira, Médéa et Aïn Defla.

Contrairement à ce que l'on aurait pu supposer les 3 millions d'électeur du FIS n'ont pas pris le maquis en nombre élevé. Luiz MARTINEZ explique cette situation à priori paradoxale par la diversité sociologique de ses sympathisants. Les maquis islamistes de la Mitidja s'organisent autour d'"émirs " et instaurent un climat de guerre et de terreur dans la couronne algéroise où les forces militaires ont perdu le pouvoir sur le terrain.

L'année 93 voit les premiers attentats visant des personnalités civiles, des intellectuels commis par les Groupes Islamiques Armés (GIA). L'écrivain et journaliste Tahar Djaout est assassiné le 26 mai en plein cœur d'Alger. Cet acte odieux a soulevé des émotions intenses au sein de la communauté internationale. Ces premiers assassinats ont précipité le départ de nombreux intellectuels algériens. En 1993, il y avait 17900 cadres et intellectuels à l'extérieur de l'Algérie alors qu'ils étaient 2 500 en 1984. L'état algérien est au bord de la banqueroute de part la diminution des revenus du secteur pétrolier. Face à ce nouveau développement de contestation du pouvoir et de sa légitimité, l'armée, le HCE avec à sa tête Ali Kafi (chef historique de l'indépendance) observent un temps de réaction et d'adaptation pour développer des moyens de lutte efficaces. L'influence et l'autorité des "émirs " sur le plan micro-économique et micro-moral sont grandissantes chez les jeunes qui se surnomment les nouveaux "Moudjahidin ". Ils pratiquent le "Djihad " : la guerre sainte. Ils s'identifient aux combattants de la guerre d'indépendance en associant la symbolique de leur combat dans la continuité de la lutte de libération qui, selon eux, n'a pas été achevée. Ils rejettent la démocratie, la souveraineté du peuple car seule la Charria a pour eux force de loi.

Mais le régime parvient à survivre à l'épreuve du "Djihad ". Renfloué financièrement grâce au rééchelonnement de la dette accordé par le Fonds Monétaire International (FMI) à partir de la fin de 1994, il modifie en sa faveur le rapport de forces contre les groupes armés et organise une élection présidentielle le 16 novembre 1995. Il donne ainsi l'impression sur le plan national et international de recouvrer une légitimité qu'il avait perdue en 1992. Cependant, les dissensions au sein de l'armée - détentrice du pouvoir - apparaissent d'une manière plus exacerbée après cette échec électorale. En effet, Liamine Zéroual, sorti vainqueur du scrutin, se distingue de la junte qui le soutient en appelant à la "rahma " (clémence) sur les "égars " (maquisards) en rupture avec la politique d'éradication prônée jusqu'alors.

c) Sant'Egidio : une recomposition du mouvement démocratique

Mais l'opposition démocratique n'en est pas pour le moins unie. En effet, après avoir refusé de participer à la " conférence nationale " en janvier 1994 les principaux partis algériens excepté le RCD et Ettahadi (FLN - FIS - FFS - MDA - PT- Ennahada - LADDH - JMC) se rencontrent à Rome sous l'égide de la communauté de Sant'Egidio pour élaborer une plate-forme d'opposition prônant la réconciliation. Les signataires de ce "contrat national " appelèrent à boycotter l'élection présidentielle de novembre 1995 considérant assister à une mascarade de démocratie. Cependant, l'accord de Rome signé le 13 janvier 1995 amena une recomposition du mouvement démocratique algérien et des prises de positions de la part de la communauté internationale cautionnant pour beaucoup cette alliance pour le moins hétéroclite. La question se pose toujours de savoir si l'instauration de la démocratie en Algérie ou non par une union avec les islamistes, l'ancien parti unique, pour garantir la paix au pays. La démocratie conduit-elle à la paix ou bien la paix doit-elle être posée comme préalable à tout changement politique ? Cette question cruciale provoqua une large fracture et une divergence de stratégie tant en Algérie qu'au sein du mouvement de soutien aux Algériens démocrates en France.

Pendant ce temps les massacres et attentats continuent et les moyens répressifs de l'état sont amplifiés. La création des "ninjas " (Groupe d'Intervention et de Surveillance) et la modernisation à marche forcée des administrations et de l'armée (informatisation, services en réseaux...) doublée de la mise en place des Groupes de Légitimes Défense (GLD sorte de milice paysanne d'autodéfense) permet de disposer d'avantages concrets dans la guerre psychologique que mène le régime. Il en est un qui est de taille pour restaurer la confiance des citoyens envers les institutions ; des réformes sociales portant sur le logement sont entreprises et des emplois "politiques " (carrières revalorisées dans les forces de sécurité par exemple) sont proposés spécialement aux jeunes. S'installe alors à partir de 1994 une économie de guerre, opportuniste entraînant une reprise en main du pays par le pouvoir et l'armée. Cette guerre civile apparaît comme un phénomène conjoncturel mettant aux prises des acteurs en rivalité pour le contrôle de l'état et se servant de la violence comme un mode d'accumulation de richesses et de prestige.

Un semblant de processus démocratique est mis en place avec le vote référendaire d'une nouvelle constitution le 28 novembre 1996 et la tenue d'élections législatives et municipales (1997) remportées par le RND, parti du pouvoir créé pour la circonstance. Dans le même temps, les violences et les assassinats atteignent leur paroxysme au cours de l'été avec les massacres à grande échelle dans les banlieues d'Alger (Raïssa et Beni Messou où il y eut plus de 300 morts par exemple). Ces atrocités soulèveront plusieurs questions à propos de leurs commanditaires au-delà de la polémique sur la réaction des

forces de sécurité enfermées dans leurs casernes pendant les massacres. Mais un fait nouveau apparaît vers une résolution du conflit quand l'AIS (branche armée du FIS) lance un appel à la trêve le 21 septembre 1997. L'ANP a mis en place un processus de discussion avec l'AIS afin de morceler la guérilla et d'isoler les GIA dans leur lutte contre le régime. Mais cela permet aussi à l'AIS de se présenter comme le représentant valable et le recours possible dans une perspective à long terme de réconciliation nationale. De plus, apparaît aux yeux des islamistes, le fantôme du FIS et son hypothétique réhabilitation par le pouvoir.

Les élections municipales du 23 octobre 1997 déclenchent des manifestations de l'opposition à Alger pour dénoncer la fraude massive instaurée par le régime, confortant ainsi l'image des illusions démocratiques. Cependant les violences et les massacres ne faiblissent guère dans leur intensité et redoublent même à l'approche du Ramadan faisant plus de 1 000 victimes. L'opinion internationale indignée par la multiplication de ces tueries réagit sur le plan diplomatique ce qui se traduit par la visite d'une délégation de l'Union Européenne en mission à Alger en février suivi d'une délégation de l'ONU du 22 juillet au 3 août 1998. Des rapports sont établis et publiés n'entraînant aucune sanction, mais apportant un soutien dans la lutte contre le terrorisme à l'état algérien.

Le 25 juin, le symbole de la lutte pour l'identité et la culture berbère, le chanteur Lounes Matoub est assassiné par les groupes armés. L'émoi est profond dans la communauté Amazigh, déclenchant des émeutes en Kabylie à caractère antigouvernemental. Cet épisode dramatique place l'Algérie sous les feux de l'actualité durant une courte période.

d) Un espoir de paix : les élections présidentielles d'avril 1999

La crise au sein du pouvoir est consommée lorsque Liamine Zéroual annonce au mois de septembre sa démission et la tenue d'une élection anticipée définitivement fixée au mois d'avril 1999. Le climat de détérioration économique et sociale entraîne la démission du Premier ministre Ahmed Ouyahia le 14 décembre, terminant l'année 1998 sur des images assez sombres.

1999 s'ouvre sur un espoir de démocratisation réelle, avec le lancement de la campagne présidentielle pour l'élection du 15 avril. La pluralité des candidats assure une diversité et une multiplicité des débats qui permet à l'Algérie de sentir les effluves de la démocratie. Des projets à long terme sont présentés aux électeurs par chacun des 7 candidats tant sur le plan politique, économique, social ou culturel sans oublier la question religieuse, point central au sein de la République Démocratique et Populaire. Les grands partis sont représentés à l'exception du RCD qui boycotte ce scrutin. Hocine Aït Ahmed représentant le FFS voit en cette élection l'occasion de réengager le pays sur la voie du processus démocratique ; Abdelaziz Boutéflika apparaît comme le candidat de l'armée malgré ses déshonorements internes ; Mouloud Hamrouche l'ancien Premier ministre initiateur du processus démocratique en 1989 se présente comme une alternative au régime, la tendance islamiste représentée par Abdallah Djaballah et Ahmed Taleb Ibrahim soutenu par l'ex-FIS, Y. El Kathib héros de la " guerre " et proche de Liamine Zéroual et M. Sifi ancien ministre.

Cet espoir d'un début de normalisation de la vie politique souleva un enthousiasme à la mesure de la déception qu'il a engendré à la veille du scrutin. En effet, devant l'organisation plus que douteuse de cette élection (par exemple des bureaux de vote itinérant supervisés par l'armée, l'absence de photos sur les bulletins de vote...) et protestant contre les tentatives de fraudes à large échelle, l'opposition réunie décide de se retirer et l'annonce lors d'une conférence de presse commune le 14 avril 1999. Abdelaziz Boutéflika est élu officiellement par 73,79 % des suffrages exprimés et un taux de participation s'élevant à 60,25 % des inscrits²¹. Dès sa prise de fonction, le nouveau président annonce l'élaboration d'une politique de réconciliation nationale baptisée "concorde civile " rendue publique le 4 juillet. Entre temps, les tractations entre l'ANP et l'AIS aboutissent, et le bras armé du FIS confirme officiellement l'abandon de la lutte armée proclamée le 21 septembre 1997 et se place sous l'autorité de l'état. Abassi Madani, de sa prison, apporte son soutien à cette initiative le 11 juin. El-Mouradia (palais présidentiel) engage une sortie de crise et essaye de stopper l'engrenage de la violence en offrant une issue "honorable " à la guérilla. Cette loi sur la concorde civile soumise au parlement puis adoptée par référendum le 16 septembre (98,6 % de oui)²² prévoit une amnistie totale ou partielle pour les islamistes armés non coupables de crimes de sang ou de viols (une période probatoire leur permettait de se réinsérer dans la société). Elle s'adresse à toute la guérilla islamiste de l'AIS au GIA en englobant la LIDD (Ligue Islamique pour la prédication et le djihad) et le GSPC. La date butoir du 13 janvier 2000 est fixée pour les redditions, au-delà une politique d'éradication totale sera mise en place par le pouvoir afin "d'extirper la rébellion " du pays.

Ce succès électoral a été considéré par certains opposants comme destiné à redonner à Abdelaziz Boutéflika une légitimité que son élection ne lui avait pas apportée. Les réditions ont commencé dès le 13 juillet 1999, se poursuivant à des rythmes inégaux selon les régions et les groupes armés. Mais l'assassinat d'Abdelkader Hachani - un des dirigeants de l'ex FIS - le 22 novembre en plein cœur d'Alger dépose quelques grains de sable dans l'engrenage présidentiel. Cela entraîne de plus amples difficultés dans les négociations entre Madani Mezrag (émir national de l'AIS) et le pouvoir et la

prise de position d'Abassi Madani déclarant se désolidariser de la politique de concorde civile reniée selon lui par Abdelaziz Boutéflika²³. Ce dernier présente son premier gouvernement sous l'autorité d'Ahmed Benbitour le 25 décembre 1999. Après plusieurs mois de tractations, ce nouvel exécutif apparaît comme un savant dosage entre les différentes formations politiques. Mais la grande et unique nouveauté apportée par Abdelaziz Boutéflika est l'introduction de démocrates à des postes ministériels. Il s'agit de deux représentants du RCD de Saïd Sadi au poste de ministre de la Santé (Amara Benyounés) et de ministre des transports (Hamid Lounaoui). Le RCD présente cette participation comme un soutien "critique " aux orientations démocratiques de A. Boutéflika, sur des sujets presque tabous comme la place de la femme, la refonte de l'école, l'ouverture sur le monde extérieur, la réforme de la justice... Cette entrée au gouvernement permettra selon le RCD de porter l'option démocratique et moderniste dans les institutions. On note l'arrivée d'un autre démocrate Salim Saâdi vice-président de l'ANR (Alliance Nationale Républicaine) connu pour sa farouche opposition à l'intégrisme islamiste²⁴. La politique entreprise est axée sur une modernisation de l'économie algérienne au travers de réformes volontaristes. (Professionnalisation de l'armée et réduction de ses effectifs - accélération des privatisations - développement du partenariat avec des entreprises étrangères - réforme du système bancaire - réforme de la fiscalité - réforme de la justice - réforme du système éducatif...). Abdelaziz Boutéflika garde quant à lui la gestion de la loi sur la concorde civile. Il promulgue un décret le 13 janvier 2000 de "grâce amnistiant " qui prévoit la suspension des poursuites sur les sujets repentis. En échange l'AIS s'auto-dissout et organise la reddition de ses combattants et le déminage de ses camps. Depuis le 13 juillet (arrêté au 13 janvier 2000), selon les sources officielles, 1665 "repentis " se sont rendus aux autorités. Mais les GIA d'Antar Zouabri et le GSPC d'Hassan Hattab n'ont pas déposé les armes et doivent faire face au redéploiement de l'armée dans les régions de maquis. Le développement et la mise en place de cette politique ont entraîné une atténuation des violences dans le pays. L'amélioration notable du climat de sécurité a eu pour conséquence la refaçon de l'émigration politique des Algériens menacés.

2) Une émigration bien particulière

L'immigration algérienne en France débute il y a plus de 90 ans avec, à l'orée de la Première Guerre mondiale, l'implantation à Paris ou Marseille de cette communauté de plusieurs milliers de travailleurs. Tout au long de ce XX^{ème} siècle, cette immigration économique pour la grande majorité s'est effectuée par vagues, selon les besoins en main d'œuvre et s'inscrivait après l'indépendance, dans le cadre d'accords bilatéraux entre les deux gouvernements.

Ce sont ainsi constituées dans de très nombreuses villes de l'hexagone, des communautés souvent "rassemblées en périphérie " et en bute aux préjugés et réactions de l'opinion. Mais cette immigration est enracinée dans le temps et entretient des relations économiquement forte avec son pays d'origine. Elle ne s'est pas avérée être un point d'appui très fort lors de la crise algérienne en ne s'investissant - comme nous l'avons relaté plus haut - que très légèrement dans le mouvement de solidarité et souvent à titre individuel.

L'exil politique est par définition une migration et la limite est parfois difficile à distinguer nettement entre une émigration " politique " dont relève l'exil et une émigration " économique " comme le souligne Geneviève Dreyfus-Armand dans son livre " l'exil des Républicains espagnols en France, de la guerre civile à la mort de Franco ". L'exil entre dans les différents flux migratoires, mais constitue un phénomène à part entière. Cependant, il présente des spécificités du fait notamment des conditions de départ et de retour. Geneviève Dreyfus-Armand dans cet ouvrage relève les réflexions de l'historien Emile Témime sur cette différenciation. La migration politique est marquée par une accentuation des caractères propres à toutes les migrations et est intimement liée à une conjoncture historique donnée. C'est ainsi que " l'immigré ordinaire²⁵ " quitte son pays dans le but de s'établir plus ou moins durablement et dans l'intention d'y trouver un emploi. Quant à l'exilé ou le réfugié politique, terme que nous essayerons de définir plus bas, ils se trouvent contraints de fuir leur pays devant une situation qui ne leur permet plus d'y rester en sécurité. C'est ainsi le cas des Algériens démocrates qui ne peuvent revenir vivre au pays.

Geneviève Dreyfus-Armand poursuit son exposé en mettant en avant les conditions dissemblables entre l'immigré et l'exilé ou le réfugié : " Leur condition se distingue souvent aussi de celle de l'immigré par un engagement politique plus fréquent, une activité d'avantage tournée vers leurs pays d'origine et des formes de sociabilité spécifiques²⁶ ". On peut appliquer cette grille de lecture aux algériens exilés, de part leur engagement important au sein d'Ayda et le réseau de relations qu'ils ont tissé sur le territoire. Mais l'exil engendre des questionnements considérables dans les relations, la place que l'on attache à son positionnement dans le corps social du pays d'accueil et du pays d'origine. Ne souhaitant pas être catalogués en tant qu'immigré, la plupart des Démocrates Algériens ne veulent pas s'inscrire dans les schémas traditionnels de l'immigration en France. De ce fait, ils se trouvent marginalisés par une partie de la société qui les tolère sur le territoire, mais ne leur permet pas d'apparaître juridiquement, en leur refusant un statut d'exilé (notamment l'asile territorial). Ils se trouvent ainsi au milieu de la traversée d'un pont sans pouvoir s'engager ni d'un côté (en s'inscrivant dans l'immigration algérienne en France ils gommèrent leur spécificité et le pourquoi

de leur venue) ni de l'autre. Leur retour en Algérie serait, d'une certaine manière, ambigu du fait de la vision et du sentiment des Algérien(ne)s resté(e)s au pays, vécu et perçu avec beaucoup de ressentiments. Cette position a entraîné des frictions au sein d'Ayda et a influencé l'orientation de l'association.

Cependant la question de leur statut resté en suspend, exilé ou réfugié - dont découlent de nombreuses conséquences - n'est pas une simple forme de langage. L'exil est, de l'Antiquité à l'époque moderne une migration spécifique dépourvue très souvent de mesures juridiques. Ce n'est qu'au XX^{ème} siècle, que la notion d'exilé tend à se confondre avec celle de réfugié politique. Redonnons la parole à Geneviève Dreyfus-Armand qui apporte une explication dans son ouvrage : " le mot réfugié a été forgé pour désigner les protestants chassés de France au XVII^{ème} siècle, mais jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les mots émigré et exilé ont plus volontiers été utilisés et ce n'est qu'ensuite que le mot réfugié l'a emporté sur les autres pour décrire des phénomènes de plus en plus massifs²⁷ ". La notion de réfugié apparaît comme une notion juridique : c'est à dire que le réfugié, contrairement à l'exilé est celui qui est officiellement reconnu comme tel, par le pays d'accueil. Elle recouvre un espace plus large qui peut englober, dans les raisons de la fuite la guerre ou le pillage, (les réfugiés bosniaques ou kosovars en donnent un exemple précis). La notion d'exil quant à elle, comporte généralement une motivation politique. Cependant dans le cadre des démocrates Algériens, nous pouvons utiliser les deux termes d'une manière complémentaire. Un très petit nombre d'entre eux a obtenu le statut juridique de réfugié à l'instar de Dalila Meziane (avocate en exil à Lyon) alors que la grande majorité s'étant vue notifier un refus de la part des autorités françaises ne peut avoir dans le statut d'exilé, qu'une reconnaissance purement linguistique.

La nature et la cible des violences exercées depuis près de 8 ans en Algérie, ont entraîné une émigration très particulière à bien des égards. En effet, la politique meurtrière des islamistes, a engendré le départ forcé de plusieurs catégories d'acteurs sociaux. Cette émigration s'est faite à titre individuel devant les menaces de mort ou les tentatives d'assassinat. Cet état de guerre larvée a amené plus de 400 000 Algériens²⁸ à quitter leur pays. Cet exil provisoire, mais salvateur, est très disparate. De nombreux algériens, quand ils en ont eu la possibilité, ont pris des destinations plurielles en s'installant par exemple au Québec, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Australie, aux Etats-Unis et bien sûr en France. Cet exode massif, concernant bon nombre de personnes hautement qualifiées a désorganisé des secteurs entiers de l'activité économique et sociale, notamment dans les secteurs hospitaliers, universitaires ou administratifs. Il y aurait par exemple, en France près de 7 000 médecins et 3 000 universitaires algériens²⁹. Cette émigration s'est faite progressivement, par petits groupes, souvent individuellement. Dans le numéro 1 d'Asma, on apprend que cet exil s'est précipité en 1993, 1994 concernant une partie importante des cadres et intellectuels : 1984, 2 500 départs à l'étranger, en 1993 ce chiffre se monte à 17 900 et atteint en 1994 27 600.

Les professions les plus touchées, furent celles qui ont eu à subir la vindicte des islamistes, soit par leur engagement au service de la démocratie, soit par le symbole qu'elles représentaient. Il en est ainsi des enseignants et universitaires en bute à la volonté des intégristes de plonger dans l'obscurité la flamme du savoir. Le FIS avait érigé comme principe, l'intolérance à la diversité culturelle et au respect de la multiplicité du savoir. Il refusait l'accès pour tous à l'universalité du savoir. Ainsi de nombreuses écoles furent brûlées, de très nombreux enseignants furent persécutés et certains ont dû fuir devant les menaces de mort des intégristes. Les journalistes durent subir les persécutions et les anathèmes du FIS. Les journalistes apparaissent aux yeux des islamistes comme des producteurs d'idées ayant le pouvoir d'informer, de dénoncer, d'apporter des points de vue contradictoires développant la pluralité dans le pays. A l'image de Tahar Djaout plus de quatre-vingts journalistes furent assassinés depuis 1993. Les professions de santé ont eu à endurer les foudres des islamistes (les assassins des professeurs Boucebci et Belkhenchir en témoignent) et à lutter contre les vues rétrogrades des fous de Dieu sur les sciences, la conception et l'approche du corps humain. De nombreux pharmaciens, médecins, infirmiers et sages-femmes ont du quitter le pays devant ce déchaînement sanglant. Mais la répression ne s'est pas résumée à ce bilan sanglant, elle a touché de nombreux autres acteurs de la vie sociale notamment les artistes, les cadres, les ingénieurs ou certains commerçants. Cette population difficilement quantifiable, qui pourrait ouvrir des champs d'études, a cependant un idéal en commun de démocratie et de rejet d'une société ordonnée par les préceptes intégristes.

a) des horizons diversifiés issus du mouvement démocratique algérien

La démocratie - mot chargé de symboles, recouvrant de nombreuses interprétations - peut se définir comme l'indique Gérard David dans son livre " La démocratie mémoire et perspectives d'un projet politique " comme un " projet humain, social et politique, né du désir individuel et collectif de liberté, et incarné dans la revendication d'un auto gouvernement de la communauté politique³¹ ". La démocratie est une invention de la culture occidentale, née il y a plus de 2000 ans, dans un tout petit pays méditerranéen, en Grèce et plus précisément à Athènes. Cette forme de gouvernement n'est pas innée, ni d'un point de vue pratique, ni d'un point de vue théorique. Cette organisation politique porte sur le " sens, le bien fondé et la possibilité du choix d'un certain type d'existence collective, et sur les conditions de mise en œuvre de

ce choix particulier³² ". Cette pratique, puisant ses sources dans un lointain passé, est en perpétuel questionnement et nécessite une adaptation à la société dans laquelle elle souhaite être mise en place.

Le paysage politique algérien est composé de trois tendances distinctes que l'on peut définir lisiblement. A l'extrême, on trouve les différents groupes et partis se réclamant de la mouvance islamiste qui souhaitent établir une république islamique en Algérie. Le courant nationaliste est composé d'une partie de l'armée et est issu du parti unique le FLN. Et l'on retrouve dans un troisième temps, le mouvement démocratique. Contrairement aux deux autres, ce dernier apparaît beaucoup plus désuni. Le courant démocrate en Algérie peut se diviser en trois tendances cependant traversées par la question centrale de la place des islamistes dans le jeu politique.

Durant les 26 ans du parti unique, l'opposition a été interdite. Le courant de gauche, et en parallèle les communistes, s'est incarné dans un parti : le PAGS (Parti de l'Avant Grade Socialiste) créé en 1965 après l'interdiction du PCA (Parti Communiste Algérien) qui regroupait des militants d'extrême gauche et des communistes, et qui a vécu dans la clandestinité jusqu'en 1988. Ce parti qui a compté jusqu'à 15 000 militants³³ a éclaté en 1991 en plusieurs fractions. De très nombreux adhérents abandonnèrent la politique pour expérimenter de nouvelles formes d'engagements. Cependant, certains ont créé le PADS (Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme) qui regroupe les communistes orthodoxes. La seconde fraction, représentant les sociaux-démocrates de l'ex-PAGS, a constitué un parti qui s'appelle Ettahadi ; ce qui signifie en arabe " le défi ". Dirigé par Hachemi Cherfi, il représente une des tendances du mouvement démocratique.

Il y a ensuite un courant berbériste qui est plutôt de tendance social-démocrate, porté par la mouvance RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) du docteur Saïd Saadi et le FFS (Front des Forces Socialistes). Ils proposent un projet politico-ethnique représenté par la cause amazigh. La troisième tendance s'articule autour des démocrates libéraux. Constituée par des hommes et des femmes d'un milieu social aisé et souvent privilégié, elle n'a pas de militants de base et n'a pas souvent sollicité l'aide des associations de solidarités avec l'Algérie. On note aussi la présence sur l'échiquier politique algérien du parti de Rékha Malek, de tendance républicaine démocratique qui fut opposé farouchement aux accords de Rome. Le MPR (Mouvement Pour la République) est quant à lui constitué de nombreuses personnalités et travaille au côté du RCD.

Cette grille de lecture (établie avec l'aide bienveillante de Mohamed Bahrou) doit être remise en cause, car toutes ces tendances sont traversées par une ligne de fracture importante qui est le nœud gordien des ces différentes appréciations : la place des islamistes dans la société algérienne.

Faut-il accepter les islamistes ou bien faut-il les refuser ?

Faut-il les intégrer dans le jeu politique algérien ou faut-il les rejeter ?

Est-ce que les islamistes sont solubles dans la démocratie ou non ?

Telles sont les questions qui divisent les démocrates depuis l'interruption du processus électoral en 1992. Ces divergences se sont exprimées profondément lors de la signature des accords de Rome en 1995. Le FFS et le Parti des travailleurs de Louisa Hanoune (d'obédience trotskiste) ont établi une plateforme de gouvernement avec les FIS. Opposées à l'interruption du processus électoral, ces franges des démocrates pensent pouvoir amener la démocratie en Algérie en intégrant le FIS dans le jeu politique en tant que représentant d'un courant de la société algérienne. Le RCD et les différentes fractions de l'ex-PAGS se sont catégoriquement opposés à ces accords, dénonçant une dérive grave. Cette appréciation et cette vision de la démocratie avaient engendré la même division lors du choix par l'armée d'annuler le second tour des élections législatives. Mohamed Bahrou explique cette confusion

" Moi j'étais parmi ceux qui ont dit qu'il fallait arrêter, qu'il ne fallait pas donner le pouvoir aux islamistes. Mais je n'ai jamais dit que j'avais raison. C'était ma première réaction de militant, de démocrate. Il y avait de la raison, mais il y avait de la déraison, il y avait de la folie, il y avait de la peur, il y avait tout dans mon attitude, mais je ne peux pas dire que j'avais tort ou que j'avais raison. Les gens qui disent par exemple, le FFS et le PS en France, qu'il fallait donner le pouvoir aux islamistes ne savaient pas ce qu'allaient faire les islamistes de ce pouvoir. On n'écrit pas l'histoire à l'avance. Ça allait être sanglant parce que les listes étaient affichées par tout, les potences étaient prêtes, les tribunaux populaires étaient prêts à juger les gens, les femmes, à couper les mains, à tuer... Le programme du FIS, leur programme officiel, ses déclarations écrites, ses déclarations verbales, les déclarations de ses chefs disent nous sommes contre la démocratie, la démocratie est une hérésie, nous sommes contre le droit des femmes etc... et tu trouves des démocrates qui te disent non, il faut les accepter. On leur dit mais ces gens là te disent que la démocratie est une hérésie et qu'on la liquidera dès qu'on accèdera au pouvoir et ces gens là te disent non! non! non! il faut quand même leur donner leur chance... Les islamistes tuent des gens, Issam ils font des déclarations en disant nous avons tué tel journaliste, on a tué telle femme, on a fait tel massacre avec des déclarations officielles et tu trouves des démocrates qui te disent non! non! non! ce ne sont pas eux qui ont tué, alors que c'est le FIS qui le déclare c'est incroyable³⁴ ". Ce témoignage démontre bien l'opposition qui s'est établie à l'intérieur du courant démocratique algérien. Afin de mieux appréhender cette diversité au sein de cette mouvance nous avons réalisé un tableau à double entrée présentant les principales lignes de fractures entre ces partis politiques.

Tendance issue de l'ex-PAGS et mouvement trotskiste
Tendance politico-ethnique
Tendance libérale et républicaine

Partis opposés aux accords de Rome
Ettahadi
PADS
RCD
MPR
ANR
Partis signataires des accords de Rome
PT
FFS

Cependant le mouvement démocratique algérien ne se limite pas à ces différents partis politiques mais englobe d'innombrables associations qui travaillent souvent avec des moyens dérisoires. Elles représentent une force importante dans la population algérienne et ont investi de nombreux champs de la société, tel le combat des femmes pour l'abrogation du code de la famille ou bien encore le domaine de l'écologie. Ayda a travaillé avec certaines d'entre-elles et les a soutenu dans leurs actions. Cependant il serait trop long ici, de les énumérer et d'établir une grille de lecture de leurs orientations.

b) les réfugiés aidés par Ayda

L'association Ayda a, au cours de ces 5 dernières années, aidé de nombreux réfugiés, mais il est difficile de quantifier ces actions de part l'absence réelle dans les archives de cahiers et de tenue d'intervention. Cependant, il est possible d'établir une vue d'ensemble et de se pencher sur certains réfugiés qui ont marqué l'association. Depuis la création dans l'urgence en 1994, Ayda a accueilli plus de cinquante réfugiés et pour certains leurs familles. Ces arrivées se sont échelonnées au gré des circonstances et des évolutions de la crise algérienne. Au plus fort des violences, c'est à dire de 1994 à 1998, Ayda a du faire face à de nombreuses venues souvent précipitées. Ces réfugiés ont pour certains, quitté le pays dans l'urgence afin d'échapper à la mort ; d'autres ont été pris en charge par Ayda, après des menaces renouvelées ; d'autres encore ont fui une situation éprouvante. Ces émigrés ont tout perdu pour pouvoir survivre et ont laissé en Algérie une situation souvent confortable et reconnue. Beaucoup d'entre eux occupaient une place élevée dans la société. En observant dans un document édité par Ayda la nature des aides entreprises auprès de ces hommes et de ces femmes, on remarque la diversité des professions des exilés. Cependant Ayda a surtout dirigé ses efforts vers les hommes exilés car les femmes seules étaient le plus souvent prises en charge par le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes. Cela s'explique par l'itinéraire et les convictions du tout premier noyau d'Ayda qui venait du mouvement féministe. En effet, elles ont été à l'initiative de la création d'un réseau international de solidarité avec les femmes algériennes à Toulouse qui a ainsi de fait entraîné une séparation dans la prise en charge des exilés. Cependant cette distinction (peu compréhensible pour certains) n'a pas été fortement respectée et Ayda a développé ses services à l'ensemble de la population exilé.

Les professions que l'on relève font parties des groupes sociaux assez élevés et qui ont été visées par les anathèmes lancés par le FIS. Il en est ainsi des journalistes, des instituteurs, des professeurs, des artistes et des professions de santé. Plusieurs réfugiés au sein d'Ayda furent proches ou bien militants de l'ex-PAGS dans les années de clandestinité. Mais Ayda n'a pas été le relais en France de ces militants là. Elle a accueilli de nombreux réfugiés de divers horizons politiques. Certains étaient militants de la cause berbère, d'autres se sont engagés pour la libéralisation du statut de la femme, d'autres encore ont milité contre le FIS afin de faire barrage à la création d'un syndicat islamiste dans l'éducation nationale. Les origines géographiques de ces réfugiés sont assez diverses bien que plus centrées dans l'ouest et la capitale. La carte ci dessous permet de mettre en évidence ces foyers de départ. En utilisant un échantillon représentatif des réfugiés aidés par Ayda, on s'aperçoit que les professions de journaliste et enseignant sont très représentées. On note aussi la présence de professeurs de médecine.

Afin de mieux cerner la personnalité de ces exilés, les circonstances de leurs venues, il nous est apparu intéressant de se pencher sur le sort de quelques-uns d'entre eux. Chaque parcours, chaque destinée est individuelle et propre à chaque exilé, il est difficile de dégager des idées directrices ; c'est pour cela que nous avons choisi d'établir une esquisse de portrait de ces quelques exilés choisis parmi tant d'autres au sein d'Ayda.

Le premier est celui du journaliste Mohamed Bahrouf arrivé à Toulouse au cours de l'été 1994. Journaliste du quotidien national Alger Républicain, il fut victime d'un attentat perpétré par un groupe islamiste armé le 1er mars 1994 en sortant de chez ses beaux-parents. Il reçut plusieurs balles, dont une dans l'épaule et une autre dans la cuisse, le laissant pour mort sur le bitume. Après avoir été, non sans mal, transféré dans un hôpital public, il dut subir une nouvelle fois, les attaques des islamistes qui sont venus dans sa chambre d'hôpital pour l'achever. Grâce au soutien du directeur du quotidien Alger Républicain, il fut transféré à l'hôpital militaire d'Alger y subissant cinq opérations chirurgicales. Afin de protéger sa famille, et d'échapper à la vengeance des islamistes, il dut se cacher chez des amis et changer de

domicile très fréquemment, parcourant ainsi plusieurs villes dont Alger, Blida, Mostaghanem et Oran. C'est dans cette dernière qu'il eut connaissance de l'existence de l'association Ayda, par le biais d'un professeur de médecine. (L'université de médecine de Toulouse est jumelée depuis longtemps avec l'université d'Oran ce qui entraîne la multiplication des liens entre Oran et Toulouse). Grièvement blessé et non complètement soigné, il a pu être transféré grâce à la mobilisation d'Ayda et à la collaboration de ses amis du mouvement Ettahadi. Il a subi à Toulouse, l'installation d'une prothèse de la hanche prise en charge techniquement par l'hôpital Joseph Ducuing et financièrement par Ayda. Il a pu faire venir sa famille en plusieurs étapes. Afin de régulariser sa situation, il a choisi de s'inscrire à l'université Toulouse - le - Mirail en maîtrise d'histoire en 1995. Il a effectué un DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies). Actuellement, il réalise sa thèse sur l'opinion publique française et le mouvement de solidarité en faveur de l'Algérie démocratique de 1991 à 1995. Ce journaliste était en Algérie un militant du PAGS (Parti de l'Avant Garde Socialiste) jusqu'en 1991, date de son éclatement. Il n'a rejoint aucune "fraction" éclatée de ce parti d'opposition. Il s'est investi dans le mouvement associatif de Tiarret en participant à la mise en place et à l'animation d'un ciné-club et en contribuant à la création d'une équipe de football féminine dans sa ville. S'investissant dans la cause démocratique, il fut avec sa femme, l'un des membres fondateurs de la section de la Ligue algérienne des droits de l'homme à Tiarret. Cet engagement fort, au profit de la démocratie lui avait valu de recevoir dès 1990 des lettres de menaces de la part d'un groupe islamiste "Le sabre de l'Islam" et d'être condamné publiquement à mort dans certaines mosquées. Ce journaliste avait subi dès 1991 des violences de la part du FIS, étant agressé au couteau et au bâton en juin 1991 lors de la grève insurrectionnelle déclenchée par ce mouvement politico-religieux algérien. Il s'est depuis énormément investi dans l'association Ayda, participant à son développement et faisant bénéficier de son expérience et de ses contacts en Algérie, l'association, afin de renforcer les liens qui unissent ces deux pays.

Le cas d'un instituteur³⁵ de Sidi Bél Abes est représentatif de l'acharnement du FIS contre la profession enseignante. Cet instituteur est arrivé à Toulouse en catastrophe, car il a été persécuté par les islamistes et a échappé à la mort de justesse. Instituteur dans un village près de Sidi Bél Abes, il s'était investi dans la lutte contre l'implantation d'un syndicat islamiste dans l'éducation nationale algérienne. En effet, le FIS dans sa stratégie de "noyautage" de la société algérienne avait mis en place un "syndicat" à sa soldé, afin d'étendre son influence et son besoin de contrôle. Mais devant la mobilisation de la profession enseignante, le projet a échoué. Cependant cela n'a pas arrêté les persécutions et les attentats à leur égard. Cet enseignant d'une école primaire n'a du son salut qu'à sa rapidité à fuir. Un groupe armé islamiste a envahi son appartement avec des haches et il a du s'échapper par les toits pour éviter la mort que lui promettaient ses agresseurs. Ayant changé d'école, il fut retrouvé par les "fous de Dieu" et dut cette fois emprunter les routes de l'exil en France, à Toulouse grâce à l'aide d'Ayda. Il a pu faire venir sa femme et ses quatre enfants après avoir régularisé sa situation. Il s'est inscrit à l'université Toulouse - le - Mirail en licence de lettres modernes, lui permettant ainsi d'obtenir un statut juridique beaucoup moins aléatoire. Il s'est investi dans l'association Ayda notamment au sein de ses organes militants, puis s'en est peu à peu détaché. On pourrait multiplier les exemples de ces instituteurs et enseignants ayant subi les exactions des islamistes et soutenu et recueilli par Ayda.

Ainsi ce professeur d'histoire (ancien militant du PAGS) qui a reçu des menaces de mort par écrit et dont l'école a été incendiée, s'est vu refuser le statut de réfugié politique par l'OFPPRA et a du entreprendre des études à l'université Toulouse - le - Mirail afin d'obtenir un statut juridique lui permettant de rester en France. Lui aussi s'est investi dans le mouvement de solidarité en participant par exemple à l'université d'été de Montpellier en juillet 1994 à l'initiative d'intellectuels exilés algériens et du CISIA. Le cas des professions de santé est aussi très présent au sein d'Ayda. Ce professeur de médecine, spécialiste des maladies osseuses, a été menacé de mort par les islamistes. Il a été victime d'un attentat à l'arme à feu et a du subir une opération chirurgicale lourde à Paris. Solidement reconnu dans son milieu, il a du s'inscrire à la faculté de médecine en tant qu'étudiant alors qu'il avait un niveau très nettement supérieur à cet enseignement. Il n'a pas pu trouver de poste dans un hôpital ou une clinique afin d'obtenir un niveau de vie décent lui permettant de vivre dans la dignité.

Les difficultés innombrables qu'ont rencontrées ces hommes et ces femmes dans leur exil forcé en France ont ainsi terni l'image de la France patrie des Droits de l'Homme, de la tolérance et du respect de la dignité humaine. Cependant le mouvement de solidarité autour d'Ayda a mobilisé de grandes énergies au service de ces Algérien(ne)s, d'horizons différents mais rapproché(e)s par un idéal commun : l'instauration de la démocratie dans leur pays.

3) Une situation juridique complexe

Ayda a du faire face aux difficultés liées à la situation juridique dont relevaient les Algériens. En effet, la complexité de cet élément du droit français a nécessité pour les membres d'Ayda de se former sur la question. Le statut des Algériens n'entrait pas dans une catégorie spécifique du droit des étrangers et répondait à différentes références du droit français et international. Ayda a du surmonter cette difficulté supplémentaire afin de

pourvoir aider les exilés dans leurs démarches administratives. Afin de mieux cerner cette question à multiples facettes, il est apparu intéressant d'établir une description peut-être un peu fastidieuse de ce problème juridique.

L'entrée et le séjour des étrangers en France sont très réglementés et sont soumis à des directives juridiques qui peuvent parfois s'avérer complexes. Dans le cadre des échanges franco-algériens, la réglementation du code des étrangers se double des accords bilatéraux conclus entre les deux pays depuis l'indépendance. Cependant, les démocrates algériens peuvent prétendre au titre de réfugiés politiques et de demandeurs d'asile mais cela reste pourtant très difficile.

a) Le code des étrangers et les accords bilatéraux

Les étrangers sont soumis en France à un corpus de règles juridiques à l'entrée et au séjour sur le territoire français des personnes physiques que l'on appelle " le droit des étrangers ". Il a subi de nombreuses évolutions au gré des circonstances historiques et se décompose en quatre parties complémentaires :

- Les différentes conditions juridiques d'entrée et de séjour des étrangers en France (passeport, visa, contrat de travail, inscription à l'université...).
- Les règles de compétence, de procédure et de forme quant aux décisions prises par l'état, d'autorisation d'entrée et de séjour.
- Des sanctions en cas de méconnaissance par les étrangers de la législation.
- Les règles propres au droit d'asile.

Ce code se double, pour en assurer son application, d'une police des étrangers définie comme suit. Son but premier est la maîtrise des flux migratoires pour des motifs tirés de l'ordre public justifiant ainsi le refus d'entrée ou de séjour, les expulsions et autres sanctions. Les pouvoirs de cette police se concrétisent par des mécanismes d'autorisations délivrées aux étrangers. Ces dernières sont conditionnelles (présentation de divers documents pour entrer en France, passeport, visa...), temporaires (3 mois, 1 an, 10 ans) et précaires (refus, non-renouvellement ou retrait). Ce droit s'applique à tout étranger désirant entrer et séjourner en France.

***Le code des étrangers**

Le code des étrangers puise ses règles dans 4 sources principales. La source législative est essentiellement constituée de l'ordonnance du 2 novembre 1945. La source constitutionnelle s'appuie sur la constitution du 4 octobre 1958 qui fait référence à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et au préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. Elle prend aussi en compte la jurisprudence du Conseil Constitutionnel. La source conventionnelle prend en compte les multiples conventions internationales, européennes ou bilatérales signées par la France. La dernière source est constituée de la jurisprudence du Conseil d'Etat qui a eu à régler une part importante du contentieux des étrangers.

La source législative est constituée par l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France qui a été modifiée au cours de ces 55 dernières années. La dernière en date est dite la " loi Chevènement " du 11 mai 1998 qui faisait suite à la " loi Debré " du 24 avril 1997 et aux " lois Pasqua " des 24 août et 30 décembre 1993. Ces différentes lois ont amené des évolutions capitales à l'ordonnance. Dès 1975, le dispositif mis en place s'était fixé comme objectif, l'arrêt de l'immigration économique. Cela ne signifiait pas pour autant une immigration zéro, car le législateur indique qu'il se doit d'accueillir sur son sol, un certain nombre de catégories d'étrangers. Il s'agit pour la France de contribuer à l'image de patrie des Droits de l'Homme qu'elle s'est forgée depuis 200 ans. Cette obligation juridique et morale s'applique dans le cadre des réfugiés (le droit d'asile) et les membres de famille d'étrangers séjournant sur le territoire. Attentif au rayonnement du pays, le législateur encourage le séjour sur son sol d'étudiants, de scientifiques ou d'artistes étrangers. L'arsenal législatif s'évertue depuis 1974 à maîtriser les flux migratoires. Ces différentes lois, souvent amputées par le Conseil Constitutionnel, ont entraîné une classification complexe des étrangers en fonction, principalement de leur nationalité, de la durée et de l'objet de leur séjour en France. La première distinction établie est marquée par l'origine de la personne. En effet les ressortissants de l'Union Européenne bénéficient en vertu du droit communautaire du principe de libre circulation dans l'espace Schengen. La deuxième distinction s'effectue au titre des étrangers relevant de l'ordonnance du 2 novembre 1945 et ceux dont l'entrée et le séjour sont régis par des conventions bilatérales ce qui est le cas des Algériens. La loi exerce une différenciation très nette entre les multiples motifs de l'entrée et du séjour des étrangers extra-communautaires qui sont soumis à une réglementation et un contrôle spécifique.

Les étudiants forment une catégorie à part entière et disposent d'une législation spécifique. En effet le principe de l'obtention de la carte de séjour temporaire portant la mention " étudiant " repose sur la réalité effective des études suivies en France et la justification de moyens d'existence suffisants. L'ordonnance de 1945 prévoyait une restriction dans la délivrance de plein droit d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident. Si l'étranger avait séjourné en France en qualité d'étudiant, il se voyait refuser l'obtention de ces titres. De plus, quelle que soit la durée du séjour de l'étudiant, il se trouve expulsable à tout moment contrairement aux étrangers ayant résidé plus de 10 ans sur le territoire français.

La loi " Chevènement " en 1998 a tenté d'assouplir la législation en vigueur.

Le refus de visas pour les étudiants étrangers doit être motivé et la cohérence du cursus est vérifiée par les services culturels des ambassades. La législation actuelle permet aux étudiants de travailler notamment pour un temps partiel. Cependant " la réalité et le sérieux " des études sont contrôlés par le juge administratif, afin d'obtenir un titre de séjour ou bien son renouvellement. Ainsi l'administration préfectorale peut refuser son renouvellement à l'étudiant, en se référant à l'avis du juge administratif. La qualité d'étudiant pour un Algérien lui permet de pouvoir exercer une activité salariée à mi-temps.

L'étranger souhaitant se rendre en France doit se munir d'un visa³⁶ qui est délivré dans les consulats français à l'étranger selon la réglementation établie par le ministère des Affaires étrangères. Les visas peuvent être de courte ou de longue durée (moins ou plus de trois mois) et constituer pour le gouvernement français, un moyen important de régulation de ses flux migratoires. La délivrance de ces visas relève du pouvoir discrétionnaire des consulats et n'a pas à être motivée. Il est fait mention dans le formulaire de demande d'avoir un répondant en France qui doit pour sa part se munir d'un certificat d'hébergement auprès du maire ou du commissariat de sa commune de résidence. Il existe trois consulats de France en Algérie, l'un à Annaba, l'autre à Oran et le dernier dans la capitale Alger. Les consulats français ont été fermés au public dès 1994 et tous les dossiers de demande de visa ont été transférés à Nantes au ministère des Affaires Étrangères bureau Visas Algérie. Il faut s'acquitter d'une taxe fiscale pour obtenir son visa. La procédure de délivrance des titres de séjour est relativement simple : L'étranger doit se présenter en personne au service des étrangers à la préfecture du département où il réside et solliciter un titre de séjour muni des documents nécessaires pour son obtention notamment un passeport en cours de validité et un visa français.

Le cas des Algériens est devenu très vite une question épineuse sur le plan juridique pour les autorités françaises. En effet, ils étaient régis par la circulaire ministérielle du 22 décembre 1993 édictée par Charles Pasqua alors ministre de l'intérieur du gouvernement Balladur. Mohamed Bahroux explique dans un de ses entretiens la mythologie qui s'est construite autour de cette circulaire dont ni les exilés ou les associations de défense des exilés n'en connaissaient le contenu exact. Livré à l'appréciation totale et complète du préfet, ce texte ne laissait place à aucun recours et abandonnait toute appréciation à l'arbitraire dans chaque département. Ce texte, publié très incomplètement par le GISTI quelques temps plus tard entraînait des situations complexes et souvent inextricables. Certains algériens possédaient des visas renouvelables tous les mois, ce que l'on appelait " les convocations avec le cachet " ; il s'agissait de se présenter tous les mois au bureau des étrangers de la préfecture afin de se faire renouveler son permis de séjour. D'autres possédaient des autorisations de 3 mois avec possibilité ou non de travail qu'il fallait aussi renouveler. Les plus chanceux pouvaient obtenir un permis de séjour de 6 mois avec ou sans autorisation de travail. La situation juridique se compliquait d'avantage encore quand il s'agissait d'essayer d'harmoniser une situation familiale. Le conjoint pouvait disposer d'une autorisation de séjour d'un mois renouvelable et son épouse de trois mois par exemple. La condition des enfants était tout aussi confuse. Une tentative de réglementation de la législation en vigueur a abouti à l'instauration de la circulaire Chevènement : ce que l'on a appelé la " loi Réséda " en 1997 lors de l'accession de la gauche au pouvoir. Elle instaure l'asile territorial, qui a été appliqué comme nous le verrons plus bas de manière très restrictive.

Les Algériens arrivant en France se voyaient proposer trois statuts possibles afin de ne pas glisser dans une situation très délicate de sans papiers :

- Tenter l'asile politique (OFPRA refusé quasiment automatiquement pour des raisons que l'on explique plus bas)
- Tenter l'asile territorial (loi Réséda politique restrictive de délivrance)
- Tenter le statut étudiant qui apparaît comme une échappatoire quand les universités veulent faire preuve de solidarité.

***Les accords bilatéraux**

La source conventionnelle exerce une primauté sur les juridictions françaises. Les conventions bilatérales sur l'entrée et le séjour sont anciennes et ont été instrumentalisées par l'état français souhaitant organiser la venue de travailleurs étrangers de pays géographiquement proches ou d'anciennes colonies comme l'Algérie.

L'accord franco-algérien, conclu le 27 décembre 1968 a paru au Journal Officiel de la République Française le 22 mars 1969 (p 2901) sous l'intitulé : "Décret n°69-243 du 18 mars 1969 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles, complété par un protocole, deux échanges de lettres et une annexe, signé à Alger le 27 décembre 1968 ". Ce protocole entre dans le cadre des Accords d'Evian signés en 1962 et établit de manière réciproque la circulation et l'égalité des droits des ressortissants algériens et français. Il régit ainsi l'entrée, le séjour et l'emploi des Algériens en France et limite leurs nombres à 35 000 par an. Mais deux avenants à cet accord sont venus en 1985 et 1994 modifier profondément le statut des ressortissants algériens en France. Ils sont le résultat de négociations d'Etat à Etat dans un souci commun de redéfinition des relations franco-algériennes. Le premier avenant intitulé " décret n°86-320 du 7 mars 1986 portant publication du premier avenant à l'accord du 27

décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe, signé à Alger le 22 décembre 1985 (ensemble un protocole et un échange de lettres) " s'expliquait par le vote, la gauche étant au pouvoir, de la nouvelle loi du 17 juillet 1984 instituant un titre de séjour et de travail unique de dix ans. L'objectif de la partie française était l'harmonisation des titres de séjour de tous les étrangers à court terme et le rapprochement de la situation des Algériens de celles des autres nationalités. Cet avenant comprend des évolutions conséquentes : la situation de l'emploi devient désormais opposable aux Algériens pour tout ce qui est travail salarié, il faut prouver que l'on réside habituellement en France durant 15 ans pour obtenir la carte de résident de dix ans alors que le droit commun n'en exige que 10 ; les parents algériens d'enfants français n'ont pas droit à la carte de séjour de dix ans alors que le droit commun le prévoit pour tous les étrangers (art. 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; l'absence de plus de six mois du territoire français entraîne le retrait de la carte de séjour pour les Algériens alors que le droit commun le prévoit en cas de trois ans d'absence. Cette dernière disposition a été annulée par l'avenant de 1994. Ce deuxième avenant à l'accord de 1968 (" décret n°94-1102 du 19 décembre 1994 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, portant modification de l'accord du 31 août 1983 relatif à la circulation des personnes, modifié par l'échange de lettres des 10 et 11 octobre 1986 signé à Alger le 28 septembre 1994 et décret n°94-1103 portant publication du deuxième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe, signé à Alger le 28 septembre 1994. ") apporte des modifications majeures. Il institue à partir de septembre 1994 deux conditions draconiennes : l'exigence d'un certificat d'hébergement et l'obligation de détenir un visa de long séjour (plus de trois mois) pour obtenir n'importe quel titre de séjour. Les Algériens se retrouvent ainsi dans un statut beaucoup plus rigoureux et plus restrictif que celui appliqué aux autres étrangers qui gardent la possibilité de demander un titre de séjour à partir d'un visa de court séjour. On constate un silence lourd de conséquences sur le statut des parents algériens d'enfants français résidant sur le territoire. Cette situation juridique complexe entraîne de nombreux blocages dans la circulation des ressortissants des pays et a engendré de graves conséquences sur la vie de plusieurs Algérien(ne)s. De plus, lorsque certains arrivent à sortir d'Algérie, ils se heurtent en France au refus presque systématique de se voir accorder le statut de réfugié politique régi par la Convention internationale de Genève.

b) Une spécificité : la demande d'asile et le statut de réfugié politique.

La question du droit d'asile et des réfugiés politiques en France relève de différents statuts se référant à trois textes fondamentaux. On distingue en effet l'asile conventionnel de l'asile constitutionnel et de l'asile territorial. Les demandes d'asiles s'effectuent ainsi au travers de ces trois applications. Mais la France, à l'instar des démocraties occidentales, a adopté depuis quelques années une politique restrictive aboutissant à un resserrement du nombre de délivrance du statut de réfugié. A titre d'exemple en 1997, sur 21 500 demandes d'asiles déposées seules 4 112 ont été octroyées soit un taux de 17 % contrairement à 1989 où celui-ci s'élevait à 28 %³⁷.

L'asile conventionnel fait référence à la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967. La France a ratifié cette convention le 23 juin 1954. L'article premier de ce texte international définit la qualité du demandeur d'asile : " toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays". Le législateur français a, dès 1952, instauré un corpus de règles sur l'asile appelé " grande loi sur l'asile du 25 juillet 1952 ". Elle porte création de l'OFPPRA : l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides et de la commission des recours des réfugiés. L'OFPPRA est un organisme administratif qui examine les demandes d'asile conventionnel. Il auditionne l'intéressé qui peut contester la décision de rejet du directeur de l'OFPPRA auprès de la commission des recours des réfugiés. C'est une juridiction administrative spécialisée, composée de trois juges (un conseiller d'état, un représentant de l'OFPPRA et un représentant du Haut-commissariat des Réfugiés des Nations unies) qui rend une décision motivée, soit de rejet, soit d'octroi du statut. L'ultime recours pour le demandeur est de former un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat. Le bien fondé de la demande d'asile est appréciée sur les bases de la technique du faisceau d'indices (éléments et cohérence du récit, certificat médical, attestation, témoignage...). Cependant la notion même de réfugié au sens de la Convention de Genève, telle qu'elle a été précisée par la jurisprudence de la Commission des recours des réfugiés et du Conseil d'Etat recouvre uniquement les persécutés par les autorités publiques et non les groupements ou individus privés. Cette conception étroite exclue les Algériens victimes des groupes islamistes armés. Mais si le demandeur arrive à démontrer que les persécutations dont il a été victime ont été encouragées ou

même seulement tolérées de manière volontaire par les autorités de l'état dont il est le ressortissant, il peut espérer obtenir le statut de réfugié politique. C'est le cas lorsque la police ou la justice ont été sollicitées par l'intéressé (dépôt d'une plainte, demande de protection...) et que ces instances ne lui ont pas prêté secours. Le réfugié politique se voit délivrer un nouveau passeport (passeport Nansen) qui lui interdit de revenir dans son pays d'origine durant le temps nécessaire au rétablissement des conditions favorables à son retour (appréciées par l'OFPPRA).

L'asile constitutionnel, concrétisé quant à lui, le principe inscrit dans le quatrième alinéa du Préambule de la Constitution de 1946 : " tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ". Longtemps confondue avec la définition de la convention de Genève, la notion d'asile constitutionnel ne recouvre pourtant pas le même champ d'application. En effet, à première vue d'une définition plus large englobant les persécutations par les groupements et individus privés, il est très restrictif sur le statut des persécutés n'y incluant que les " combattants de la Liberté ". En son ainsi exclus les réfugiés politiques, ethniques ou religieux par exemple. L'OFPPRA et la Commission des recours des réfugiés sont habilités à examiner les demandes.

Le réfugié politique relevant de l'asile constitutionnel se voit octroyer les mêmes avantages que le bénéficiaire de l'asile conventionnel.

L'asile territorial a longtemps correspondu à une simple pratique administrative relevant de la compétence du Ministre de l'Intérieur qui accordait un titre de séjour aux étrangers qui établissaient que leur vie, leur liberté ou leur intégrité serait menacée dans leur pays d'origine. Cependant les intéressés ne devaient pas relever de l'asile constitutionnel, ni de l'asile conventionnel. Grâce à cette mesure particulière près de 3 000 Algériens³⁸ menacés par les intégristes ont obtenu un statut leur permettant de rester sur le territoire français. La loi " Chevènement " de 1998 a donné une base légale à cette pratique. Les demandeurs doivent s'adresser aux préfectures où ils sont entendus ; le préfet émet un avis, ainsi que le ministère des Affaires Etrangères et c'est le Ministre de l'Intérieur qui fait droit ou rejette la demande. Le bénéficiaire de l'asile territorial conserve son passeport, a la possibilité de retourner dans son pays et se voit offrir l'autorisation de travailler s'il en trouve l'opportunité.

Les réfugiés Algériens accueillis par Ayda, au cours de ces six ans ont été confrontés à cette complexité juridique qui les a poussés, pour nombre d'entre eux à s'inscrire à l'université afin d'obtenir un statut étudiant, leur permettant de rester en France. Certains ont demandé l'asile territorial et d'autres, l'asile politique. Plusieurs ont été déboutés par les institutions. A la lecture d'une note manuscrite dans les archives, on peut constater que la plupart des Algériens recensés sur cette liste (8 personnes) ont le statut d'étudiant (5 sur 8), un professeur a obtenu l'asile territorial et deux exilés, dont un militaire, sont sous le statut de l'OFPPRA. Ayda, a par son aide constante aux côtés des Algériens, essayé de résoudre les difficultés engendrées par la multiplicité des réglementations et leur interprétation.

Ces hommes et ces femmes qui ont fait Ayda ont inscrit leur engagement dans un idéal commun au service de l'homme, bannissant les idées de fanatisme et d'intolérance, causes d'exactions atroces aux lourdes conséquences. Malgré tous les obstacles qu'ils ont rencontré et les énergies dépensées, ils ont su apporter une dignité et une solidarité à ces Algérien(ne)s arrivé(e)s à Toulouse depuis 6 ans.

Troisième Partie

Les idéaux au service de l'action

I Aide matérielle et morale aux réfugiés

Les démocrates algériens ont, pour la plupart, quitté leur pays dans la précipitation et sont arrivés en France démunis et sans ressources. Certains étaient traqués par les islamistes depuis plusieurs mois et vivaient cachés et protégés par des amis bienveillants. Ayda les a accueillis et s'est efforcée de leur garantir les conditions nécessaires à leur vie à Toulouse.

1) L'accueil

Ayda s'est fixée comme ligne de conduite de n'accueillir que les démocrates algériens. Dans une interview accordée au journal la Dépêche du Midi, un membre de l'association explique qu'ils " accueillent des gens pluriels, arabophones, francophones, berbères ou pas. Leur point commun : ils sont menacés ou condamnés à mort par le terrorisme intégriste. Et il est vrai qu'ils sont souvent d'anciens opposants au FLN, déjà persécutés comme tels.¹ " Il était difficile pour Ayda, surtout au début, d'apprécier la nature du combat de ces réfugiés. En effet, devant la difficulté d'établir des contacts avec l'Algérie, Ayda a fait appel aux réseaux et aux relations de ses membres d'origine algérienne. Il s'est avéré, que les premiers exilés qui ont été pris en charge par Ayda, ont eu connaissance de cette association par l'intermédiaire des réseaux de l'ex-PAGS, dont était très proche Zaïda Radja Mathieu. Mais très vite, Ayda a été connue en Algérie. Elle a conquis une place et une image de marque d'association sérieuse et efficace. Ainsi, les

Algérien(ne)s en difficulté ont essayé de prendre contact avec l'association toulousaine. Cela pouvait se faire de plusieurs façons ; par l'intermédiaire de lettres, de fax ou téléphone, ou bien d'interventions personnelles de la part de certaines relations qu'avait Ayda, en Algérie et en France. Cela dépendait des réfugiés accueillis. Par exemple, Mohamed Bahrour, gravement blessé, a connu l'existence d'Ayda (été 1994) par l'intermédiaire d'un professeur de médecine de Toulouse en voyage à Oran (dont l'université de médecine est jumelée avec celle de Toulouse). Il a écrit une lettre expliquant son cas et la gravité de la situation et Ayda a débouqué les moyens nécessaires à son évacuation sur Toulouse. Moussa Béchérif et sa famille, accueillis par Ayda en 1998, connaissait l'existence de l'association bien avant. En effet, en tant que responsable de l'ANDPE, il avait été invité dans le cadre d'un échange franco-algérien organisé par Ayda. Dans une lettre arrivée par fax à Ayda le 25 avril 1995, un couple de techniciens de la Télédiffusion Algérienne exposait à l'association la terreur qui régnait dans le secteur d'activité professionnelle : " **Monsieur, Je viens par la présente lettre en votre honneur, de bien vouloir vous exposer la terreur et la peur dans laquelle nous vivons, nous techniciens de la Télédiffusion Algérienne (TDA ex RTA). Tout a commencé après plusieurs menaces adressées au secteur de l'information.... Comme nous travaillons en système de brigade, nous avons été obligés de passer la nuit au travail, par mesure de sécurité. Cela n'a pas empêché aux groupes armés, d'essayer de s'emparer de notre établissement parce qu'ils savent bien que ce dernier est le cerveau du réseau de transmission national et international. Mais heureusement l'établissement est bien gardé par des militaires qui assurent bien leurs fonctions. Le samedi 10.02.95, on apprend que notre collègue technicien Moktari Abdel Gahni a été trouvé torturé, égorgé puis jeter dans un fossé ; quelques jours après, un employé de l'entreprise a été kidnappé et qui a échappé à la mort, car ce n'était pas un technicien, mais n'empêche, ils l'ont obligé à quitter son travail de l'entreprise. Une fois encore cela prouve qu'ils en veulent toujours aux techniciens depuis, je vis avec une peur au ventre. Les jours de repos je ne sors pas de la maison, d'ailleurs j'ai dû changer de domicile pour diminuer les risques. Je ne peux pas voir mes parents, frères et sœurs. Je vis avec ma femme dans le stress, même elle n'ose pas chercher du travail par crainte. Ainsi que vous le voyez, monsieur, nous sommes un jeune couple innocent qui aimeraient profiter de sa jeunesse et de ses facultés intellectuelles, et de pouvoir les exploiter. Nous demandons que de mener une vie paisible. Pour cette raison, monsieur, nous vous demandons de bien vouloir nous aider à obtenir le visa le plus tôt possible. Nous espérons cependant qu'il vous sera possible de donner une suite favorable à la requête formulée. Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de notre vive gratitude et l'hommage de notre profond respect.**"

On retrouve dans le cahier de compte-rendus de permanence, des contacts téléphoniques établis par des personnes demandant de l'aide. Ayda ne donnait jamais rendez-vous à sa permanence, car elle craignait pour la sécurité de ses membres et des algériens exilés. Elle aurait pu se faire infiltrer par les islamistes, dont certains réseaux étaient actifs en France en 1994-1995. Aucune archive n'apparaît sur ce volet de l'action d'Ayda, car les contacts s'établissaient très souvent par téléphone et les lettres n'ont pas été reversées dans les archives de l'association. L'accueil ou non d'un réfugié, se discutait en Assemblée Générale des militants, mais cela n'est pas souvent retranscrit dans les compte-rendus. On trouve le cas de l'accueil et de l'aide d'un officier des Forces Navales en retraite (Arski Rahnia) qui a été discuté en réunion le 27 mars 1996. Un tour de table est organisé afin d'impliquer tous les présents et de prendre une décision reflétant l'opinion de ces militants. L'idée principale est que personne ne les connaît politiquement : " **Julien : Politiquement ? On ne sait pas. - Mohamed dit qu'il ne connaît pas ; l'adhérent qui les a envoyés est inconnu. - Georges : aucun principe qui interdirait l'accueil, voir un peu qui c'est politiquement. - Marie : erreur collective de ne pas avoir fait d'enquête préalable qui aurait conduit situation pénible. - Akila : je suis partagée, étonnée des amis algériens qui parlent d'aide humanitaire pourquoi on les amène sans discuter avant. Marie : si ce qu'il dit est vrai pourquoi ne pas l'aider. - Michel : s'il s'avère " bon démocrate " on doit l'aider. - Farouk : le moment est venu de rediscuter des actions d'Ayda la menace s'est élargie à toute la population, ce cas particulier un officier a une retraite, s'il plaque toute sa position sociale c'est qu'il doit être menacé. - Georges : réfléchir à ce qu'on peut faire pour plusieurs personnes dans ce cas, voir avec d'autres associations. - Mohamed: observer.**"

" Ces discussions démontrent la multiplicité des points de vue sur l'accueil des réfugiés et les difficultés d'appréciation de la part des militants. Georges Rivière raconte qu'il y a eu de nombreuses discussions autour de l'aide à apporter ou non aux jeunes déserteurs de l'armée algérienne. Les opinions étaient partagées entre les Algériens eux-mêmes. Certains considéraient que, eu égard au rôle de répression exercée par l'armée depuis l'indépendance, ils ne pouvaient venir en aide à un agent de ce corps constitué. D'autres mettaient en avant le point de vue des risques encourus par les jeunes appelés par rapport aux condamnations prononcées par les islamistes. Ayda est intervenu en faveur d'un de ces déserteurs afin de demander l'autorisation pour ce dernier de " rester en France tant que les conditions d'un retour [en Algérie] ne sont pas réunies." Il est mis en avant dans cette lettre, la situation dramatique que

connaissait cet Algérien ainsi que la prudence avec laquelle Ayda a agi. " **En tant que Présidente de l'association Ayda et au nom de cette association, qui s'est donnée pour but de venir en aide aux réfugiés algériens victimes de l'intégrisme, je tiens à témoigner en faveur de M. Abdelkrim Medani. Nous l'avons reçu à l'association, avec toute la prudence requise, et nous nous sommes faits une conviction sur les raisons de sa venue en France, même si les preuves matérielles manquent et pour cause. Il nous est apparu que les raisons sont bien celles qu'il donne.**" Ayda a ainsi essayé de recouper les renseignements fournis par cet homme auprès des contacts et connaissances qu'elle a établis en Algérie. Elle a tenté de se renseigner ainsi, lorsqu'elle a accueilli les réfugiés algériens. Certains d'entre eux qui étaient connus pour leur engagement dans le milieu démocratique - par exemple le professeur de médecine d'Oran, les familles de réfugiés - n'ont pas provoqué de demande d'information.

La décision de prise en charge tenait compte de la possibilité de l'accueil qui pouvait être assuré à Toulouse. Ainsi Ayda présente dans un mini-dossier réalisé en 1994, le cas d'une famille algérienne qui a demandé à être accueillie en France. " **Le cas de la famille G.H. un véritable appel au secours. Personnes tuées, filles violées. Il y a des enfants et une personne âgée. Ayda est obligée de se poser le problème de la responsabilité de son engagement par rapport à cette famille que les islamistes veulent " éradiquer ". Où l'héberger ? avec quels moyens financiers l'assister ? quelles perspectives ? Ayda dans l'incapacité de répondre à cet appel - par responsabilité - est consciente de prendre celle des conséquences dramatiques qui pourraient en découler.**"

Après la prise de contact, effectuée par lettre le plus souvent, Ayda essaye alors, sous réserve d'un certain nombre de recoupements qui permettent de valider " la qualité des personnes sollicitant l'aide d'Ayda (nature politique et non pas économique de la demande, engagement dans le pôle démocratique)"⁸, de créer les conditions matérielles nécessaires à l'obtention d'un visa d'entrée en territoire français. L'association permet ainsi d'obtenir une entrée sur le sol français d'un ou trois mois, ce qui constitue un premier pas dans ces démarches. Dans certains cas d'urgence, Ayda a payé le voyage Algérie Toulouse. Les réfugiés sont accueillis le plus chaleureusement possible et des solutions sont cherchées afin de pouvoir leur permettre de vivre dans les meilleures conditions qu'Ayda puisse leur offrir. L'accueil de Mohamed Bahrour s'est effectué à l'aéroport Toulouse Blagnac dans des circonstances un peu rocambolesques. En effet, le journaliste devait être transféré dans une clinique privée, en raison de la nature de ses blessures. Cependant, il y a eu des fuites lors de son arrivée, et une journaliste de la Dépêche, irresponsable devant les risques qu'elle aurait pu faire courir à l'association, ses membres et au journaliste blessé, avait convoqué ses collègues à l'aéroport afin de médiatiser cette arrivée. Les militants d'Ayda ont sollicité l'aide du commissaire de l'air et des frontières afin qu'il intervienne pour écarter ces journalistes. Répondant à l'appel d'Ayda, il a permis à l'ambulance le transportant de le prendre en charge dès sa sortie d'avion, sur la piste d'atterrissage. Cette collaboration établie dans l'urgence s'est poursuivie depuis, car ce commissaire de l'air et des frontières est intervenu à plusieurs reprises pour faciliter la venue des réfugiés et a même organisé une collecte de vêtements parmi le personnel de l'aéroport afin de venir en aide à Ayda.⁹

Georges Rivière raconte l'arrivée d'un réfugié algérien au mois d'août. Seul militant d'Ayda étant sur Toulouse à cette période là, il fut contacté par la CGT qui l'informa de l'arrivée d'un exilé qu'il devait prendre en charge. Georges Rivière a rencontré cet instituteur qui l'attendait place Saint Sernin à la bourse du travail et l'a hébergé chez lui pendant près d'un an.

L'accueil est suivi d'une prise en charge des exilés par l'association. De plus, par le biais des permanences, l'implication des Algériens au sein d'Ayda, a permis de rompre l'isolement de l'exil. La complexité du statut juridique applicable aux Algériens n'a pas facilité les démarches administratives obligatoires pour la légalisation de leur situation. Afin d'assurer une " caution morale " auprès des services des étrangers de la préfecture de Haute Garonne un membre d'Ayda accompagnait les algériens quand cela était nécessaire. Ces derniers, selon la nature de leurs papiers devaient se rendre tous les mois ou tous les trois mois à la préfecture afin de faire renouveler leur permis de séjour.

2) La vie quotidienne

Les difficultés rencontrées par les exilés algériens et leurs familles dans la vie quotidienne ont été énormes et de diverses sortes. Ayda a essayé dans l'urgence d'offrir à ces familles ou ces célibataires une dignité et une aide généreuse. Dans un article d'Asma (n°0 page 19) Ayda explique ces difficultés : " **Nous tentons de tout mener de pair, sachant que, dans l'urgence, l'intégrité physique et affective des adultes et des enfants, leur dignité est un préalable absolu. Avoir des livres pour l'école, des vêtements, un toit, de quoi manger, se soigner, étudier et même aller au cinéma (merci Utopia) bref, vivre verticalement est un minimum que nous nous devons d'assurer.**" Ayda a ainsi pu fournir, outre les aides matérielles et le réconfort moral, 500 francs par mois par adulte et 250 francs par mois par enfant grâce à la générosité de la société civile notamment. Cette aide (" c'est beaucoup..... et dérisoire!") a engendré la recherche de

nombreux financements.

a) Le problème du logement

La question du logement des exilés et de leurs familles a mobilisé de nombreuses énergies. En effet, ce problème crucial a fait l'objet de la mise en place d'un comité spécifique dont la responsable fut Marie Didier. Les Algériens n'ayant pas, à leur arrivée pour la plupart, la possibilité de travailler ne pouvaient pas s'acquitter d'un loyer régulier. Ayda a du palier à ces difficultés.

Certains membres d'Ayda quand ils en ont eu la possibilité, ont hébergé pendant quelques temps des exilés, tel Georges Rivière qui a ouvert sa maison à un instituteur pendant près d'un an.

Ces solutions temporaires ont été utilisées par Ayda. Certains ont prêté leur maison le temps des vacances, d'autres ont mis à disposition une chambre d'amis pendant quelques temps. Ayda a lancé des appels pressants dans les journaux locaux, lors de ses interventions radiophoniques (notamment à Radio-Soleil et Radio Mon Païs) et télévisuelles (France 3 Sud et TLT télévision Toulouse). Dans une coupure de presse dont il a été impossible de retrouver la provenance on peut lire : **" Si vous possédez un logement ou des pièces indépendantes que vous désirez mettre à la disposition des réfugiés et de leurs familles, contactez Ayda. "** Lors de courriers aux adhérents (**" Par ailleurs, nous enregistrons un besoin immédiat d'hébergement de démocrates algériens en exil. Toute proposition de la part de nos adhérents sera la bienvenue.11 "**), lors des Assemblées Générales, Ayda a mis en avant la question essentielle du logement. Les aides individuelles et les coopérations spontanées n'ont pas été suffisantes pour faire face à l'accueil des réfugiés. En effet, il est apparu nécessaire, avec l'arrivée des familles de ces exilés, de trouver des logements indépendants, car ces solutions temporaires n'étaient pas très viables pour la stabilité des familles.

Dès 1994, Ayda a contacté les institutions afin d'obtenir une aide de leur part. Dans une lettre datée du 27 mars 1995, le bureau d'Ayda demande à l'adjoint au maire chargé du logement à la mairie de Toulouse, d'accélérer la procédure qu'il a lancée afin d'obtenir deux logements dans le parc de l'office public d'HLM. Cette proposition faite par la mairie de Toulouse n'est pas allée jusqu'à son terme, car la collectivité territoriale s'est rétractée et Ayda n'a pas pu bénéficier de ces deux logements. Cependant certaines mairies ont apporté leur aide, en proposant à Ayda la mise à disposition de quelques logements pour un loyer peu élevé. Ce fut le cas de la mairie de Ramonville, dans la communauté urbaine de Toulouse. Ayda a essayé de faire bénéficier les Algériens qui en avaient la possibilité des aides au logement telles que l'ALT (Allocation Logement Temporaire). L'association a fait appel au préfet de Haute Garonne pour obtenir cette aide. Mais on apprend que dans une lettre datée du 23 mars 1995, cette ALT a été refusée par le représentant de l'Etat, à qui les membres d'Ayda demandent une entrevue et une justification de ce refus. Le préfet leur a répondu en leur expliquant que cette décision n'avait pas à être motivée. Cette ALT est un dispositif géré par la Direction Départementale des Actions Sanitaires et Sociales (DDASS). Cette dernière n'a pas donné de réponse favorable à la demande d'Ayda, refusant de signer cette convention. Elle l'a signifié à Ayda par une lettre datée 13 mars 1995. Ayda avait alors fait appel au préfet de Haute Garonne sans succès. Ce désintérêt des pouvoirs publics devant la détresse des exilés a conduit Ayda à se tourner vers d'autres structures. Elle a fait appel à des maisons familiales, ainsi qu'à une association le Pact'Arim. C'est un organisme paritaire, géré notamment par le Conseil général. On peut faire un parallèle avec le système très proche des foyers de l'Unesco (dont un existe à Toulouse). De par le statut et le cahier des charges du Pact'Arim, les exilés n'avaient pas le droit de bénéficier de cette aide. Elle se décompose de deux manières : la première consiste à mettre à disposition des chambres pour des personnes et la seconde permet de mettre des appartements à disposition des familles avec un loyer très modique. Ces aides sont ponctuelles et d'une durée limitée à 3 ou 6 mois par exemple. Cet organisme a beaucoup travaillé avec Ayda qui le mentionne dans le compte rendu d'activité 1994/1995.

On trouve aussi la mention de cet organisme sur un compte rendu d'Assemblée Générale des militants en date du 24 novembre 1994 : **" logement, Marie : le Pact'Arim demande que l'électricité soit payée par les locataires "**. Ayda a pris sur son budget, tous les frais de fonctionnement à la charge des locataires. Elle a de plus, payé le loyer depuis l'automne 1994 d'un logement pour une famille d'exilés algériens s'élevant à 3 000 francs par mois¹².

Tout au long de ces six ans, Ayda a dû faire face aux difficultés de logements qui n'ont pu être souvent réglées que par un investissement généreux de la population toulousaine qui a proposé son aide.

b) La nourriture

Afin de subvenir aux besoins vitaux des réfugiés politiques sans ressources, Ayda a fait appel aux associations caritatives françaises qui ont fourni une aide conséquente. Lorsque les exilés n'avaient pas la possibilité de travailler, ils ne possédaient aucun revenu pour vivre. Ayda s'est investi fortement afin de leur trouver les moyens de subsistance nécessaire. Les associations caritatives qui œuvrent dans ce domaine, telles que le Secours Populaire, le Secours Catholique, ou les Restaurants du Cœur ont apporté leur soutien aux réfugiés. Des distributions étaient organisées plusieurs fois par semaine. Chaque exilé recevait un carton de denrées alimentaires en fonction du

nombre de personnes dont il avait la charge. Selon qu'ils étaient célibataires ou en famille ils avaient droit à un colis beaucoup plus conséquent.

Le Secours Catholique et le Secours Populaire sont intervenus en faveur d'Ayda auprès de la Banque alimentaire. En effet, cet organisme qui avait donné son accord et débuté les distributions de cartons a ensuite dénoncé ses engagements auprès d'Ayda. Afin d'obtenir un accord et de bénéficier de cette aide, il fallait monter des dossiers individuels qui étaient étudiés par l'organisme. Dans le cas d'une réponse favorable, elle délivrait des colis de nourriture en rapport avec l'aide demandée. La question alimentaire s'est doublée des besoins vestimentaires et d'équipements ménagers. Arrivés dans l'urgence et le dénuement, les réfugiés algériens ont été confrontés à ces difficultés matérielles. Ayda les a aidés et soutenus. Elle a lancé auprès de ses adhérents des collectes de vêtements qui ont permis de pallier ces pénuries. Elle a mis à contribution la générosité de ses membres en leur demandant des équipements ménagers afin de pouvoir vivre dans des appartements meublés. Les appels lancés dans les journaux, dans les meetings, les manifestations culturelles et autres apparitions publiques ont permis de recueillir de nombreux objets nécessaires à la vie en appartement. La diversité de la demande s'est traduit par un large éventail de dons : lits, meubles, commodes, ustensiles de cuisines, réveils, postes de radio, télévision, drap, linge de maison ou bien encore couverts, assiettes, chaises, canapés, lampes... En fait, tout ce qui est indispensable à l'équipement d'une maison. Dans ce cas encore, la générosité est apparue beaucoup plus forte dans le milieu associatif et la société civile que parmi les institutions. Elle a permis de recueillir une aide indispensable à la vie des ces réfugiés algériens arrivés à Toulouse.

c) L'emploi

Lorsqu'un individu accède à un emploi, s'ouvrent à lui des perspectives plus larges. En effet, le fait de travailler permet d'obtenir des ressources nécessaires pour améliorer des conditions de vie difficiles. Les exilés algériens ont rencontré des obstacles importants dans la recherche d'une activité salariée (quand ils en avaient la possibilité par leur statut juridique). Malgré les appels pressants dans les médias (journaux, radios, télévision) et auprès de ses adhérents, Ayda a été confrontée à des problèmes délicats. La réflexion autour de ces questions a amené Ayda à démarcher auprès de nombreuses associations et syndicats. On retrouve dans le carnet de compte-rendu des Assemblées Générales des initiatives à mener auprès des syndicats de Haute-Garonne afin de voir s'ils ne peuvent pas apporter leur aide et des **" tuyaux sur des petits boulots¹³ " pour les exilés. Même si la qualification professionnelle de ces réfugiés était élevée (universitaire, journaliste, cadre, libraire, enseignant...), il leur a été très difficile d'accéder à des emplois. La Dépêche du Midi par exemple a offert des " piges " (articles payés au volume en langage journalistique) à quelques journalistes dont Mohamed Bahrouf par exemple. L'Université Toulouse - le - Mirail a embauché certains Algériens qui avaient le statut d'étudiants comme vacataire de bibliothèque par exemple¹⁴. Certains ont rencontré des difficultés extraordinaires : un instituteur s'est transformé en jardinier en essayant par la porte à porte de trouver des engagements chez des particuliers. Certains ont été obligés de faire des ménages. Cependant, ces emplois n'apportaient qu'une aide " superficielle " car ils étaient provisoires. Il existe un cas édifiant rapporté par Georges Rivière, d'un professeur de médecine d'Oran, spécialiste de la chirurgie osseuse. Cet homme reconnu pour ses compétences a été obligé, pour survivre, d'accepter de faire des opérations chirurgicales qu'on lui rétribuait, au noir, pour un montant de 500 francs. IL est impensable que l'on ait pu proposer ce travail dans une institution universitaire, incarnation des idées de respect, de tolérance.**

La difficulté du problème de l'emploi a été prise en considération au sein d'Ayda. En effet, devant le manque de coopération des entreprises et des institutions et pour essayer de sortir de l'impasse dans lequel les réfugiés se trouvaient, l'idée de monter une petite librairie de littérature maghrébine (in Asma n°0 mars 1995) ou bien d'établir une Société Anonyme à Responsabilités Limitées (SARL) (in bilan d'activité de l'association 1995/1996) avait été envisagée. Ces projets n'ont pas pu se réaliser de part la complexité de la mise en œuvre et le manque de temps à y consacrer.

Aujourd'hui certains réfugiés ont pu trouver un travail, à l'image du poète journaliste Abdelmadjid Kaouha ou de Mohamed Bahrouf qui travaille au Conseil Général.

d) La scolarisation des enfants

Ce fut la question qui a posé le moins de problème. En effet, les enfants en âge d'être scolarisés l'ont été dans l'école du secteur de leur lieu d'habitation et se sont bien adaptés au système scolaire. L'intégration au sein de ces établissements s'est très bien déroulée. Les institutions de l'Education Nationale ont pris en charge ces enfants qui avaient subi un déracinement. Ils les ont accueillis pour certains d'entre eux à la cantine gratuitement. Ayda a pour sa part financé une grande partie de l'équipement scolaire nécessaire au bon déroulement de leurs études. De l'école primaire au lycée, l'association a apporté son soutien financier à ces enfants en assurant l'achat des fournitures et des livres. Ainsi on trouve le cas d'une jeune fille de 16 ans à qui Ayda a payé les manuels scolaires indispensables à la poursuite de ses études au lycée. Outre la question de la scolarisation, Ayda a essayé d'apporter à ces

enfants certains loisirs. Par exemple on retrouve dans le cahier de comptes rendus des Assemblées Générales une possibilité d'envoyer les enfants en camps de vacances dans l'Ariège. Grâce à l'aide du Conseil Général de la Haute-Garonne, ces enfants ont pu recevoir un cadeau de Noël en 1995. Ces initiatives ont permis d'améliorer la situation pénible qu'ont vécue ces enfants en arrivant à Toulouse. Un film leur a donné la parole, qu'Ayda a projeté lors d'une soirée à la cinémathèque de Toulouse en mars 1999.

3) Les aides médicales : un élan de générosité

Le statut juridique des Algériens ne leur offrait pas la possibilité d'obtenir une couverture sociale. Cela signifiait que l'ensemble des frais de soins étaient à leur charge. L'absence de revenus ne leur permettait pas de subvenir à ce besoin essentiel. Grâce à l'aide d'Ayda, d'associations humanitaires comme Médecins du Monde ou Pharmaciens sans Frontières, les Algériens ont pu bénéficier de dons de médicaments par exemple. L'investissement des cliniques privées toulousaines (la clinique Saint Michel et la clinique des Cèdres) ainsi que de l'hôpital Joseph Ducuing ont permis de pallier ce problème par leur engagement généreux auprès de ces exilés.

L'histoire de l'hôpital Joseph Ducuing est originale et perpétue une chaîne de solidarité à travers les exils du XX^{ème} siècle. Cette structure hospitalière toulousaine plus connu sous le nom d'hôpital Varsovie a été fondée au mois de septembre 1944 par l'Etat Major de l'Agrupación de Guerrilleros Españoles FFI de Toulouse pour recevoir les blessés provenant des unités de Guérilleros qui ont combattu les nazis. Il a reçu les blessés de l'opération Reconquista de España dans le Val d'Aran en octobre 1944. L'hôpital militaire se transforme en hôpital soignant les civils lors de la démobilisation des Espagnols FFI le 31 mars 1945. Jusqu'au 7 octobre 1950 la structure hospitalière a appartenu à l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols (Aujourd'hui Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France FFI). Par un arrêté ministériel du 7 octobre 1950 Henri Queille dissout l'amicale qui confie l'hôpital au Professeur Joseph Ducuing qui s'était investi pendant la guerre civile espagnole au côté des réfugiés. Après plusieurs changements de statuts l'hôpital sur sa demande est intégré au Service Public Hospitalier. **" Cet hôpital est le symbole d'une communauté Espagnole immigrée, le symbole de la participation des Républicains Espagnols à la Résistance Française, le symbole d'une médecine de dévouement, d'une médecine sociale "** : c'est ainsi que le présente le docteur Charles Nieto, Vice-président de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France FFI dans une lettre adressée à Monsieur Grandio lors du 55^{ème} anniversaire de la création de l'hôpital Varsovie15 . Cet engagement de solidarité a perduré à travers l'accueil qui a été fait par l'équipe médicale de cet établissement aux réfugiés algériens. En effet, cet hôpital a accueilli de nombreuses familles d'exilés afin de suivre la santé des enfants (pédiatrie) et de soigner certains réfugiés qui nécessitaient une hospitalisation ou un suivi médical. Ces prestations ont été assurées, pour la plupart gratuitement pour les patients, elles ont été prises en charge par le centre hospitalier Joseph Ducuing. Les consultations de ces praticiens ont été ainsi effectuées en solidarité avec les Algérien(ne)s exilés.

Outre une assistance médicale suivie, ces établissements de soins ont entrepris des aides ponctuelles. Ayda a accueilli deux blessés par balles, nécessitant des interventions chirurgicales lourdes et un suivi post-opératoire important. Le journaliste Mohamed Bahrour a du subir à son arrivée à Toulouse une opération de la hanche. Pris en charge dès son arrivée à l'aéroport par l'équipe médicale de la clinique Saint-Michel, il a été transporté en ambulance jusqu'à son lit d'hôpital. La générosité de ces médecins s'est traduite par la pose d'une prothèse de la hanche à prix dérisoire, de par la nature de l'opération. Au mois de septembre 1994, Ayda a payé les frais de prothèse se montant " à 6 000 francs16 " grâce à l'aide de deux entreprises. La société de matériel de chirurgie et implants ARTEY SARL a facturé un montant de 1847,86 francs de matériel médical nécessaire à la pose de la prothèse. L'entreprise PROTH-JET, basée à Biarritz, est spécialiste en implants chirurgicaux, en arthroscopie, matériel vidéo, neurochirurgie et ORL. Elle a, en guise de solidarité avec les démocrates algériens, offert 30% de remise. On voit apparaître sur la facture la mention " remise exceptionnelle action humanitaire ", le montant s'élevant à 6 499,53 francs a été ramené à 4 549,67 francs17 . Ces marques de solidarité ont permis à cet algérien de recouvrer la santé. Le suivi post-opératoire effectué par le personnel de la clinique à titre gracieux, a assuré le succès de cette intervention. L'hôpital Ducuing a réalisé des soins gratuits lors de la venue d'un professeur de médecine, blessé par balle, accueilli par Ayda en juin 1994. L'intervention chirurgicale s'est déroulée à Paris mais l'équipe médicale de l'hôpital a assuré le suivi post-opératoire de la convalescence de ce réfugié.

Ayda a aussi, en collaboration avec l'association ASDA de Rennes et la Clinique des Cèdres à Toulouse, organisé la venue d'un enfant algérien victime du terrorisme. Le compte-rendu de ce geste généreux a été effectué dans le rapport d'activité de 1998 : **" nous avons accueilli en décembre 1998 un enfant algérien de 10 ans, grièvement blessé lors d'un attentat. L'opération à haut risque, ne pouvait pas être réalisée en Algérie. La clinique des Cèdres (administrations et équipe médicale) a pris en charge cette opération coûteuse. L'enfant a été sauvé, il a rejoint sa famille en Algérie. L'association ASDA de Rennes a pris en charge les frais de voyage. Cette action a été possible grâce à l'exceptionnelle solidarité de l'équipe médicale de la clinique. Elle témoigne de l'incurie du pouvoir algérien qui est réduit à laisser mourir des enfants blessés, alors que la**

nomenclatura se soigne à grand frais dans les cliniques européennes. Elle témoigne également de la violence quotidienne en Algérie, et de cette solidarité qui s'est spontanément manifestée dans la clinique ". Dans un article de la Dépêche du Midi daté du 25 décembre 1998 Ayda remercie **" toutes les personnes, toutes les associations qui ont manifesté d'une manière ou d'une autre leur sympathie au petit garçon opéré à la Clinique des Cèdres. Beaucoup ont téléphoné, certains sont même venus le voir pour lui offrir jouets et friandises."**

Plus loin, **"elle tient à remercier profondément le Directeur de la clinique, le Docteur Espagno et son équipe qui l'ont accueilli et soigné gratuitement , le Docteur Carrié (chirurgien cardio-vasculaire), le Docteur Plas (neurochirurgien), le Docteur Singelin (anesthésiste), le Docteur Rassam-Laboudie (biologiste de la clinique) et les médecins du service de réanimation les Docteurs Delayance, Blanchet et Delbos."** Ayda conclut dans son article par **" un grand merci à tous pour cette solidarité chaleureuse qui, d'une certaine façon, peut être vue comme une résistance au terrorisme intégriste. "**

L'ensemble de ces aides médicales ont permis aux exilés algériens de pouvoir bénéficier de soins, parfois vitaux, afin de mener une vie décente.

II Des actions politiques

1) L'émancipation des femmes : un combat pour la démocratie

Ayda a, au cours de ses interventions officielles, présenté l'émancipation des femmes algériennes comme partie intégrante du combat pour la démocratie. Elle a toujours dénoncé le code de la famille18 dans ses tracts et ses prises de positions. Ce code de la famille rédigé en 1984 sous la présidence de Chadli Bendjedid fait de la femme une mineure à vie. C'est un code très discuté par le mouvement démocratique algérien qui réclame son abrogation. De très nombreuses associations féminines avec lesquelles Ayda a travaillé ou non, mais aussi des partis politiques tel que le RCD se battent pour l'abolition de ce code. Asma a publié dans son numéro 3 de mars 1996 quelques articles du code de la famille. Classé par thèmes, cet article est divisé en quatre rubriques : le mariage, la polygamie, le divorce et les droits de l'épouse. Il présente et décortique les articles les plus caractéristiques :

Par exemple l'article 11 : **" la conclusion du mariage pour la femme incombe à son tuteur matrimonial qui est soit son père, soit l'un de ses proches parents. Le juge est le tuteur matrimonial de la personne qui n'en a pas. "**

L'article 13 : **" la musulmane ne peut épouser un non musulman. Le mariage des Algériens et des Algériennes avec des étrangers des deux sexes obéit à des dispositions réglementaires. " On constate à la lecture de ces deux articles du code de la famille que la femme ne se marie pas mais qu'on la marie. Elle n'est pas libre du choix de son époux qu'on lui impose. Ce code voté par l'Assemblée Nationale Populaire s'appuie sur la Shaâria et a suivi les recommandations de l'aile religieuse du FLN. Dans le même numéro d'Asma (n°3 mars 1996) un article de deux pages (page 4) de Djamilia Amrane présente les contradictions et la genèse de ce code : **" Deux facteurs peuvent aider à comprendre les longs atteroiements, puis finalement la promulgation en catastrophe d'un code inacceptable et inaccepté. Le fait que l'Islam soit religion d'Etat justifie les revendications d'application de la loi islamique, la Shaâria, en ce qui concerne le statut personnel, d'autant qu'elle n'est appliquée dans aucun autre domaine : droit pénal, administratif, commercial... Pour le pouvoir, le code de la famille ne semble pas être un texte législatif important pouvant contribuer à l'épanouissement de la société algérienne, il est plutôt considéré comme un appendice secondaire en marge de l'ensemble de la législation. Lorsque des concessions sont faites aux islamistes, elles concernent ce qui n'apparaît pas essentiel : les femmes, donc la famille et éventuellement la culture, l'enseignement. Le code actuel est en contradiction avec les lois du pays qui interdisent la discrimination sexuelle, avec le droit coutumier qui, même s'il infériorise la femme lui assure une protection et surtout il est en retrait par rapport à l'évolution de la société. "** A la lecture de cet article on comprend le pourquoi du combat de ces femmes. La lutte des femmes algériennes s'inscrit pleinement dans le combat pour la démocratie. Ayda, par ses partenariats avec les associations féminines algériennes a permis de relayer cette lutte à Toulouse. En effet, les relations établies entre le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes et Ayda ont entraîné plusieurs prises de positions communes sur la question des femmes et le code de la famille. Ayda reçut, lors de certaines réunions, les membres du Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes, elle entreprit des manifestations communes et a participé à plusieurs actions organisées par le réseau, notamment lors de la journée de la femme le 8 mars 1996, à travers une grande manifestation, place du Capitole à Toulouse, pour faire connaître le rôle des femmes dans la démocratie en Algérie. Les relations avec le mouvement féminin algérien étaient très importantes, car on retrouve de nombreuses déclarations publiques d'associations telles que Femmes Algériennes Unies pour l'Egalité des Droits ou bien encore le Rassemblement Algérien des Femmes Démocratiques. Plusieurs dossiers de presse, constitués par ces associations ont été conservés dans les archives d'Ayda mettant ainsi en lumière les atteintes aux droits de l'homme et la résistance de ces femmes. Elles ont travaillé de manière unitaire en 1996, lors du projet de lettre unitaire au président de la République Algérienne Liamine Zéroual. En effet, cette lettre ouverte signée par 15 associations différentes réclamait **" la déclaration****

de l'anti-constitutionnalité du code de la famille ". Asma a, dans son numéro spécial (mars 1996 n°3) consacré aux femmes algériennes et à leur résistance, publié cette missive et ainsi relayé cette prise de position de plusieurs associations féminines de toute l'Algérie.

L'association Ayda a organisé un " séminaire à Toulouse du 10 au 28 février 1997 sur le thème : la vie associative en Algérie, la démocratie et la journée internationale de la Femme¹⁹ " autour du témoignage de militantes de l'association Tarvha n'Fadma n'Soumeur et d'un responsable du MCB (Mouvement Culturel Berbère). Elle a aussi organisé une rencontre le 17 mai 1997, autour du thème de l'Islam et de la démocratie, développant dans une partie la question des femmes autour du film de la réalisatrice algérienne Houria Salhi " Femmes algériennes ". D'autres initiatives ont été entreprises dans le cadre des journées pour la démocratie en Algérie les 13, 14 et 15 décembre 1997 à Toulouse.

Ayda a aussi travaillé avec Femmes Algériennes Unies pour l'Égalité des Droits notamment en 1995 où deux membres d'Ayda ont participé à une réunion du FAUED à Paris, afin de faire le bilan de la participation de plusieurs femmes algériennes à la conférence mondiale de Pékin en 1995. Ayda a contribué financièrement au déplacement de la délégation algérienne dans la capitale chinoise. Elle s'est engagée à leur côté afin de les soutenir dans leurs revendications. Elle a relayé leurs prises de positions en invitant à plusieurs reprises les présidentes de Femmes Algériennes Unies pour l'Égalité des Droits et du Rassemblement Algérien des Femmes Démocratiques Salima Deramchi et Zazi Sadou, notamment lors du meeting du 15 mars 1996 au forum des Cordeliers. Cet investissement aux côtés des femmes algériennes a ancré les relations franco-algérienne, à Toulouse et renforcé ce soutien engagé aux côtés du Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes.

Un article publié dans Asma (n°1 novembre 1995) apparaît comme un hommage à ce combat. Sous le titre " Lettre de fraternité à FAUED à l'occasion de leur délégation à Pékin ... et aux autres " dont voici un extrait : " Vous avez dit " venez en Algérie, nous vivons, nous nous battons, nous nous organisons "... Vous avez dit " connaissez notre résistance et expliquez-la afin que nul n'ignore que notre peuple, dans sa douleur, malgré les balles, les poignards et les bombes, n'est ni exsangue, ni détruit, ni martyr, condamné à se livrer au diable, mais qu'il a goûté au bonheur, à la dignité, à la liberté... et qu'il le dit " Alors nous sommes partis, par dessus cette Méditerranée qu'ils n'ont pas pu - encore - par leurs efforts conjoints transformer en nouveau mur de fer. Et nous sommes revenus avec vos voix et vos regards au cœur..... Notre solidarité active, on vous la doit car, lorsque vous dites " femme, résiste, vis et n'oublie pas tes droits ", vous ne parlez pas seulement pour vos sœurs d'ici, mais pour celles du monde, pas seulement pour l'Algérie, mais pour tous les hommes. "

2) Le soutien aux journalistes

L'acharnement dont a fait preuve le FIS sur la profession des journalistes a conduit de nombreux professionnels des médias à s'exiler. Ces hommes et ces femmes ont payé un lourd tribut à la liberté d'expression. Beaucoup sont morts. Beaucoup, au prix d'un effort éreintant (changer de véhicule constamment, changer de domicile, modifier les horaires et les parcours) ont continué à écrire, dire, montrer et dénoncer. Certains, arrivés à l'extrême limite, ayant frôlé la mort ou ayant peur pour leurs proches sont venus se réfugier à l'étranger. Depuis le 26 mai 1993, plus d'une centaine de journalistes ont été assassinés par les intégristes. Ayda a accueilli certains d'entre eux, à l'image d'Abdelmadjid Kaouah et Mohamed Bahrou. Elle a aussi aidé des enfants de journalistes algériens réfugiés à Toulouse. Cette solidarité avec le milieu de la presse s'est manifestée de plusieurs manières. L'investissement dans l'association de plusieurs journalistes français, tels que Liliane Bourgeois ou Julien Roumette, s'inscrit dans le mouvement de solidarité engagé par la profession en France. Asma (n°1 novembre 1995) a publié l'appel signé par les journalistes français en 1996 qui dénoncent les atteintes à la liberté de la presse que subissent leurs confrères algériens. " Nous, journalistes français et européens ne pouvons rester insensibles à cette situation... la défense des libertés est indivisible. En défendant la liberté d'expression de nos confrères algériens, nous défendons aussi la nôtre. " Marie-Ange Poyet, journaliste au Figaro, s'est investie dans ce soutien. Asma a publié un de ses textes dans le numéro 2 de la revue : " Une Roumia dans les Aurés, être journaliste française en Algérie ". Elle a participé à un meeting organisé par Ayda le 15 mars 1996 pour présenter les films documentaires qu'elle a réalisés sur les repentis des GIA.

La solidarité avec les journalistes s'est développée en de nombreux points du territoire. A Marseille par exemple, les professionnels du Club de la Presse ont créé l'association Solidarité Presse qui a pour objectif " d'apporter à leurs confrères réfugiés dans la région un soutien financier et immédiat, leur permettre de trouver un logement... de faciliter leurs déplacements et leur offrir un lieu de travail et des contacts professionnels.²⁰ " A Toulouse aussi, la solidarité a permis de venir en aide aux réfugiés. Certains membres d'Ayda étaient journalistes et se sont investis dans l'association. Liliane Bourgeois, directrice de publication d'Asma, est journaliste à Radio France. Dès le mois d'août 1994 une réception a été organisée à la Dépêche du Midi entre la rédaction toulousaine et les exilés. Le quotidien de la ville rose a

offert des " piges " (travail rémunéré à l'unité selon ses dimensions) aux réfugiés. Ces derniers ont été reçus au Club de la Presse et ont obtenu un rendez-vous avec les membres de la rédaction de France3. Lors de la journée mondiale de solidarité avec les journalistes algériens le 6 octobre 1994, une réception et une exposition au Club de la Presse Midi-Pyrénées ont permis de rompre l'isolement dans lequel ils étaient. A cette occasion, le dessinateur Samson

Dessin de Samson dans le journal

ASMA n°1 de novembre 1995

(Archives Ayda 1995)

et les travailleurs des arts graphiques de Nuances Sud et Sacco ont réalisé une affiche éditée par Ayda et le Club de la Presse Midi-Pyrénées au bénéfice des journalistes algériens victimes du terrorisme. Des aides multiformes se sont développées afin de soutenir ces hommes et ces femmes. Le Club de la Presse a ouvert ces locaux aux exilés afin qu'ils puissent écrire, envoyer des articles à leurs journaux, s'ils en avaient la possibilité. Ainsi on retrouve en date du 24 avril, dans le compte rendu de réunion, l'information selon laquelle les deux journalistes algériens à Toulouse sont allés au Club de la Presse : " Geneviève excuse Mohamed et Madjid qui sont au Club de la Presse. "

Ayda a entrepris des démarches auprès des organes de presse régionaux afin de permettre aux Algériens de pouvoir travailler. Des propositions ont été effectuées notamment par Radio France (Isabelle Delaudé et Liliane Bourgeois) auxquelles il n'a pas été donné suite. La rédaction de France3 Sud a offert la possibilité à Ayda de s'exprimer plusieurs fois sur son antenne. On peut voir dans les archives une fiche de préparation à l'une de ces émissions " Emission d'Ayda sur France3 Sud le samedi 17 juin 1996 ". L'émission s'est déroulée en direct de 13 heures à 14 heures 15 et a couvert par sa diffusion Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Le journaliste de la Dépêche du Midi Jean-Jacques Rouch en a été l'animateur. Les attentes d'Ayda sont importantes : " intérêt pour Ayda : nous faire connaître surtout dans des populations que nous touchons avec difficulté. Nous devons adapter notre discours et les thèmes abordés. Si cette émission s'avérait intéressante, il serait possible, en la remontant un peu, d'en faire une cassette de présentation d'Ayda pour celles et ceux qui veulent nous connaître ". Les thèmes abordés ont été : l'histoire de l'Algérie, l'histoire d'Ayda, les initiatives de solidarité, l'exil, les femmes et l'Algérie, le FIS et l'avenir de l'Algérie. Coordonnée par Liliane Bourgeois et Paul Chiesa, cette émission s'est déroulée en présence de plusieurs exilés.

Ayda a aussi pris contact avec le syndicat national des journalistes et la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) afin d'obtenir des aides. L'association toulousaine a permis à certains journalistes de témoigner de la difficulté dans laquelle ils devaient exercer leur travail et de dénoncer les atteintes à la liberté d'expression qu'ils subissent dans leurs pays. Ainsi, lors du meeting du vendredi 15 mars 1996, Lazahri Labter (journaliste au quotidien l'Opinion membre de la FIJ) et Mohamed Zaoui (directeur du journal arabophone El Waqt) ont fait entendre la voix de cette profession. Lors de la caravane des associations en octobre 1998 trois journalistes algériens y ont participé et notamment Lazahri Labter²¹. Le dessinateur algérien GYPS qui a du s'exiler en France en octobre 1995 a offert un dessin à Asma publié dans le journal n°2 de décembre 1995. Ce très jeune humoriste et caricaturiste a su transcrire le malaise de la jeunesse algérienne à travers ses dessins.

Dessin de GYPS in ASMA n°2

Ayda a par plusieurs de ses initiatives ou ses contacts, développé un soutien aux journalistes qui sont arrivés à Toulouse.

3) Un pont entre les deux cultures

a) Les hommages aux personnalités assassinées

L'émotion engendrée par les massacres et les attentats dans la population civile algérienne provoque l'indignation et le dégoût devant cette violence inutile. Mais il est des actes que l'on ne peut laisser passer sans réagir. La barbarie se double de l'ignominie quand on assassine des personnalités oeuvrant pour la démocratie.

Ayda, née de l'urgence, du sentiment de réaction face à l'assassinat de nombreux intellectuels algériens, a consacré une partie de ces initiatives à rendre hommage aux personnalités tombées pour la démocratie et une Algérie plurielle. Ces manifestations organisées dans un contexte parfois un peu difficile ont cependant su garder un esprit festif afin de faire connaître le patrimoine artistique algérien et de donner espoir à tous ceux qui continuent à se battre pour le respect et la tolérance.

En mars 1994, surviennent deux attentats mortels de personnalités, l'un à Alger, l'autre à Oran. Les assassins par les islamistes du dramaturge oranais Abdelkader Alloula et du directeur de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts d'Alger Ahmed Asselah (et de son fils) ont suscité une très vive émotion au-delà du milieu artistique. L'hommage rendu au théâtre Garonne a constitué une des premières apparitions publiques d'Ayda. En effet, organisé le 27 mai 1994, il survient un mois après la déclaration officielle en préfecture de l'association. En relation étroite avec le réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes, Ayda a mûri ce projet dès le milieu du mois de mars. Il s'est doublé d'une forte émotivité car certains membres d'Ayda avaient tissé des liens très forts avec la famille d'Ahmed Asselah.

Ahmed Asselah, " le porteur de lumière²² " a été assassiné le 5 mars 1994

dans l'enceinte de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts d'Alger qu'il dirigeait depuis le début des années 1980. Natif (le 6 août 1940)23 d'Ighil Imoula dans la wilaya de Tizi-Ouzou, il s'engagea dans la lutte pour l'indépendance comme agent de liaisons interrompant pour cela ses études secondaires. Il entra dans le monde de l'information et de la culture à partir de 1968, prenant

Revue de Presse Ahmed Asselah

(Archives Ayda 1994)

notamment une part très active à la préparation et au déroulement du Festival Pan Africain. Il fut journaliste à la radio puis occupa les fonctions de directeur de l'Institut National de Musique. Administrateur de la troupe théâtrale de Yacine Kateb, Ahmed Asselah militait pour une Algérie moderne et républicaine. Il s'engagea auprès de Rassemblement des Artistes, des Intellectuels et des Scientifiques, du mouvement des journalistes et des associations de femmes. Il fut promu au rang de directeur de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts quant celle-ci fut créée sous son impulsion en 1985. Homme de culture, il souhaitait que cet établissement soit un espace ouvert à toutes les expressions, un lieu où toutes les disciplines artistiques puissent s'épanouir. Combattant de la démocratie pour l'Algérie, membre du Mouvement Pour la République dès ses débuts, il est tombé sous les balles des islamistes dans la cour de son établissement. Son fil

Rabah Asselah.

(fondation Asselah)

s Rabah Salim Asselah né le 9 octobre 1971 à Alger était étudiant en Design Graphique à l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts d'Alger et a été assassiné le 5 mars 1994 en portant secours à son père.

Abdelkader Alloula a été pour sa part assassiné le 11 mars 1994 à Oran par deux jeunes islamistes.

Revue de presse en hommage à

Abdelkader Alloula.

(Archives Ayda 1994)

Figure emblématique du théâtre algérien, ce metteur en scène du Théâtre Régional d'Oran (TRO) était un homme de culture apprécié et admiré tant pour ses qualités humaines que pour son inventivité au service de l'art dramatique. Auteur d'une dizaine de pièces dont les plus connues sont El Khobza (la galette), Hammam Rabi (les thermes divins), Omk Salim (Salim le fou), Lagoual, (les dire), El Adjouad (les généreux) ou bien encore El Litham (le voile) ou Etfah (les pommes), Abdelkader Alloula voulait que " le théâtre contribue à révolutionner la société24 " . C'est pour cela que la plus part de ses pièces ou de ses mises en scène se jouaient dans l'arabe dialectal oranais. Il a su rapprocher le théâtre de la population et des aspirations de la jeunesse. Sa mort a suscité une immense indignation et d'impressionnantes manifestations à Oran lors de ses obsèques le 16 mars 1994.25

C'est à ces trois hommes qu'Ayda a voulu rendre hommage et à travers leurs destinées tragiques, saluer le combat des hommes et des femmes d'Algérie pour la démocratie. Cette soirée au théâtre Garonne le vendredi 27 mai 1994 était prévue à l'origine sur toute une journée. Mais des impératifs de salle ont contraint la manifestation à débiter à 18 heures. Organisée autour de témoignages, d'exposition et de projection filmée cette journée a engendré une lourde préparation en amont assurée par les militants d'Ayda et du Réseau Solidarité avec les femmes algériennes. La soirée s'est déroulée en deux parties. L'hommage à Abdelkader Alloula s'est axé autour de poèmes et d'un film fait sur une de ses pièces de théâtre,26 une exposition de photographie présentée par son auteur complétait le côté artistique. La présence de l'artiste la plus ancienne de la troupe du dramaturge oranais ainsi que celle du secrétaire général de cette compagnie a été accompagnée du témoignage de Mme Radja Alloula.

Le directeur par intérim de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts d'Alger M. Mesli et M. Martinez ont accompagné Mme Asselah afin de témoigner de l'engagement d'Ahmed Asselah et d'apporter un message d'espoir à l'Algérie démocratique exilée à Toulouse.

La publicité de cette soirée fut réalisée au travers la diffusion de tracts format A4 en noir et blanc, par le bouche à oreilles et les relations, l'information sur le campus universitaire du Mirail et un article dans la Dépêche du Midi l'annonçant brièvement en date du 21 avril 1994. Afin de présenter les œuvres de ces deux Algériens, Ayda a réalisé pour l'occasion une revue de presse conséquente, pour chaque personnage, que chacun a eu le loisir de consulter, afin de se rendre compte des idées défendues par ces deux hommes et de l'immense émotion suscitée dans la population en Algérie. Elle est accompagnée pour l'hommage à la famille Asselah d'un volume relié de 136 pages où ont été recueillis de très nombreux articles dans la presse algérienne et française et plusieurs lettres de remerciement et d'hommages poignants. Il en est ainsi d'un poème à la mémoire des deux disparus écrit par Hamou. La compagnie théâtrale du 1er mai à Oran a tenu à rendre un hommage très chaleureusement Ayda pour cette soirée et son engagement auprès des démocrates algériens dans une lettre datée de juillet 1994.27

D'autres formes de commémoration ont permis à Ayda de sensibiliser l'opinion publique sur les difficultés et les manquements des institutions françaises à propos du statut juridique des exilés. En sus du déracinement et des obstacles rencontrés, les démocrates algériens se sentirent blessés, devant endurer le refus des autorités de la République de reconnaître leur combat pour la démocratie en les considérant comme exilés politiques. L'un d'eux n'a pu résister à cette indifférence et s'est donné la mort le 12 mai 1995 dans un jardin public à Paris.

Mohamed Amzert.

(Archives ASMA n°0 1995)

Mohamed Amzert, réalisateur algérien de quarante six ans s'est immolé par le feu pour " mettre fin à une humiliation quotidienne et attirer l'attention des pouvoirs publics des institutions sur la situation désespérée de nombre de [ses] compatriotes28 " . Cet artiste algérien, diplômé de l'université de Vincennes en technique de réalisation, a produit pour l'ex-RTA (Radiodiffusion Télévision Algérienne) dans les années 80 trois documentaires : l'enseignement de la biologie, le croissant rouge algérien et la Casbah d'hier et d'aujourd'hui. Après la restructuration de la chaîne unique, Mohamed Amzert a rejoint l'ENPA (Entreprise Nationale des Productions Audiovisuelles) pour laquelle il a réalisé deux autres documentaires : Civilisation amazighe en 1991 et Dites-moi psychologue en 1993. Agressé et dépouillé de ses biens, le réalisateur très peu connu par le public algérien s'était exilé en France en 1994.

Ayda a voulu rendre hommage à cet homme peu connu du public en organisant une projection-débat à la FOL (Fédération des Œuvres Laïques) 31 rue des Amidonniers à Toulouse le 17 juin 1995 à 20 heures. Démontrant le silence et l'indifférence dans lesquels étaient les démocrates algériens, cette soirée " pour se souvenir du suicide de Mohamed Amzert29 " a été l'occasion une nouvelle fois pour Ayda (sous une forme plus culturelle) de demander une modification radicale de la politique française sur les visas et l'asile territorial. La projection du film " Algérie dévoilée " en présence du réalisateur Ali Akika a été suivie d'un débat entre la salle, certains algériens exilés invités et avocats sur le statut des réfugiés. La recette de la soirée (25 francs l'entrée) a été reversée intégralement aux exilés. Ayda avait organisé la diffusion de l'information par le biais d'un tract (en format A5) intitulé " Pour se souvenir du suicide de Mohamed Amzert en Solidarité avec les démocrates Algériens dans l'exil " ainsi qu'un article dans Asma (n°0 juin 1995 page 8) et un communiqué dans la gazette d'Utopia (n° de juin 1995) reprenant l'article de Georges Rivière.

La musique au même titre que la danse, la chanson ou le cinéma fut condamnée par les islamistes ; et les artistes payèrent un lourd tribut à la folie des hommes. Rachid Mimouni, écrivain algérien mort en 1995, explique dans son livre " De la Barbarie en général et de l'intégrisme en particulier30 " l'idéologie de ces islamistes algériens et décrypte leur programme en démontrant l'imposture de ses fondements. La culture est pour eux ennemie de Dieu. " Les intégristes professent qu'il faut refuser l'art au profit de la foi. Toute activité intellectuelle doit se consacrer à l'approfondissement de la connaissance du message divin. Toute forme de création est taxée d'hérétique parce qu'elle est perçue comme faisant une coupable concurrence à Dieu. Le projet islamique se propose donc explicitement d'étouffer toutes les formes d'expression artistique : littérature, théâtre, musique, et bien entendu peinture"31. C'est au nom de ces principes qu'ont été assassinés une des plus célèbres voix du Raï Cheb Hasni et le chanteur emblématique de l'identité berbère Lounès Matoub. Ayda a tenu à leur rendre hommage à tous deux afin de témoigner de la résistance à l'obscurantisme intégriste.

Cheb Hasni

(photo provenant du site consacré a

Cheb Asni)

Cheb Hasni de son vrai nom Chekroum Hasni a été assassiné le 29 septembre 1994 de deux balles dans la tête en plein centre d'Oran. L'enfant prodige de Gambette tel qu'on le surnommait, était un des plus populaires chanteurs de la chanson sentimentale algérienne le " Raï-Love " ; un Raï léger sentimental parlant de l'amour et des problèmes de la vie quotidienne. Il était devenu une idole pour la jeunesse algérienne car, sous la légèreté de ses chansons - des chansons comme " Zerga mon amour ", " le Visa ", " la Solitude ", " la Séparation ", " la Frustration " etc... - transparaisent le malaise et l'aspiration à la liberté de toute une génération dans le besoin de s'exprimer. Admiré par les Algériens, il l'était aussi par la communauté émigrée qui suivait ses productions musicales. Devant l'émotion soulevée par cet assassinat, Ayda souhaitait organiser un rassemblement place du Capitole afin de rendre un dernier hommage au chanteur assassiné. Erigée en principe de fond, la solidarité de l'association s'est aussi manifestée à l'occasion de cet assassinat. Etant très attentive aux liens à établir entre les différentes communautés, Ayda a soutenu, participé et coorganisé une manifestation le 8 octobre 1994 dans le quartier de la Reynerie. Cet hommage rendu par des jeunes des quartiers périphériques de Toulouse à une de leurs idoles a permis d'établir un lien, d'ouvrir un espace d'échange et d'écoute entre les démocrates exilés et l'immigration algérienne toulousaine. Soutenue par Radio Soleil, cette initiative enrichissante a connu un succès conséquent mais n'a pas débouché sur une ouverture durable et une jonction souhaitée (par Ayda) entre ces deux populations pourtant proches par leur origine. Le cortège rassemblant plusieurs centaines de personnes a traversé la ville pour aboutir place du Capitole en plein cœur de la ville. L'hommage s'est prolongé tard dans la nuit par une soirée en boîte de nuit, route de Saint-Simon (à Toulouse dans le quartier de la Cépière-Bagatelle). Un article a été publié pour l'anniversaire de la mort de Cheb Hasni dans le numéro 1 d'Asma (novembre 1995) en dernière page.

L'assassinat de Lounès Matoub le 25 juin 1998 a suscité l'indignation et a plongé bien au-delà de la Kabylie des milliers de personnes dans une

profonde émotion tissée de consternation et de colère. " Le Rebelle ", titre de son livre publié en 1995 après son enlèvement par le GIA, a été tué par les islamistes dans une embuscade à 20 kilomètres de Tizi-Ouzou. Ce héros de la culture berbère et de la laïcité représentait " l'Algérie de la tolérance, de la résistance, de la liberté et de la démocratie³² " .

Lounès Matoub et Idir
figures emblématiques de la chanson
Amazighue

(in fondation Lounès Matoub)

Cet artiste avait de son combat pour l'amazighité, les droits de l'homme et la démocratie une constante de ses chansons qui témoignait de son engagement auprès des femmes et des hommes qui refusent cette chape de mort. L'association Ayda s'est mobilisée afin de rendre hommage à cet artiste éclairé en organisant en collaboration avec plusieurs associations toulousaines (Atlas, Sifaw-Mouvement Amazigh, Tactikollectif, Réseau Solidarité avec les femmes algériennes) un rassemblement le jeudi 2 juillet 1998, jour de la fête de la musique³³ . La place Arnaud-Bernard, lieu de cette commémoration en forme d'espoir et de solidarité, a été le témoin de l'émotion partagée par les Algériens et leurs ami(e)s. Malgré l'appel lancé à de nombreux partis politiques, associations et syndicats et la diffusion massive du tract " Colère pour Matoub Lounès³⁴ " peu de personnalités locales (exceptés Y. Benayoun-Nakache, F. Simon et quelques rares militants du PS, PCF, CGT, LCR) se sont jointes aux quelques centaines de personnes présentes. La lecture du texte³⁵ cosigné par 22 associations a laissé place jusque tard dans la nuit à la musique et aux chansons de Lounès Matoub. Un article paru dans la Dépêche du Midi le vendredi 3 juillet 1998 rendait compte de cet hommage sur un ton un peu négatif.

L'ensemble de ces manifestations a permis à Ayda, sous diverses formes, de sensibiliser l'opinion toulousaine à la richesse du patrimoine artistique algérien et de soutenir le combat des démocrates en exil en ravivant la flamme de l'espoir.

b) Les conférences et les débats.

L'association Ayda a , au cours de ces six années d'existence connu une effervescence militante. Ce développement et ces actions se sont inscrits dans le cadre de l'orientation idéologique d'Ayda en faveur des démocrates algériens. Elle a souhaité établir des passerelles entre l'Algérie et la France à l'aide de conférences, débats et manifestations. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'un processus d'explication auprès des populations afin de montrer qu'une Algérie démocratique est possible, que des hommes et des femmes en bute aux persécutions des islamistes, se battent pour leurs idéaux. C'est ainsi qu'Ayda a souhaité mener des démarches d'information sur la situation algérienne vue à travers le combat des démocrates. Elle a organisé plusieurs manifestations en ce sens. De part la nature des archives écrites de l'association, il est très difficile de faire apparaître une liste exhaustive de l'ensemble des manifestations d'Ayda. Nous nous attacherons à retracer les plus importantes, les plus marquantes pour la population et pour les membres de l'association. Pendant six ans, Ayda a énormément travaillé. Invitée dans de nombreux festivals, l'association toulousaine est devenue une référence et a permis de sensibiliser l'opinion publique sur le drame algérien.

En 1994, le festival organisé par le Groupe Zebda et son association " Vite écrit " a été l'occasion pour Ayda de participer à cette fête de quartiers Nord de Toulouse. De 1991 à 1994, le festival " Ca bouge au nord " a travaillé en liaison avec les associations du quartier de Sesquières. Cette invitation a permis à Ayda de développer des échanges entre les jeunes de ces quartiers et les exilés algériens. Cela a marqué le début d'une collaboration entre le groupe Zebda et Ayda. Les échanges se sont poursuivis par la suite par des concerts organisés par Zebda en soutien aux démocrates algériens (le 21/22 décembre 1995 au Bikini, le 2 novembre 1997 au Bikini, tactikollectif dans le cadre du chaînon manquant le 28 mars 1998).

Les collaborations entre Ayda et l'université Toulouse-le-Mirail ne se sont pas limitées à l'aide aux Algériens au niveau pédagogique et administratif. Le CIAM (Centre d'Initiative Artistique du Mirail) a coorganisé avec Ayda plusieurs manifestations dont les 6 heures pour l'Algérie en 1994 (le 10 novembre) au château de la Mounède, route de Saint Simon, à Toulouse. Abdelmadjid Kaouah, le poète journaliste fut l'un des acteurs de la soirée. Le CIAM et sa section poésie dirigée par Serge Pey a organisé une soirée " Paroles d'Algérie " à la Cave Poésie le lundi 13 octobre 1997 avec la participation d' Abdelmadjid Kaouah. A cette occasion il a édité un recueil de poème dont un exemplaire laissé à Ayda est dédié à plus de trois groupes de recherche de l'université Toulouse-le-Mirail (AMAM Analyses Monde Arabe et Méditerranée en section d'arabe, le groupe Simone groupe de recherches sur les femmes, et leGRHI Groupe de Recherche en Histoire Immédiate ont proposé la tenue d'un colloque international sur les " Origines et représentations de la crise algérienne³⁶ ". Le coordinateur de cette manifestation scientifique rassemblant 27 universitaires devait être Mohamed Bahrou.

En 1995, l'association AIDA (Association Internationale de Défense des Artistes) a consacré son année aux Algériens. Dans ce cadre elle a organisé les journées algériennes en Avignon avec l'aide du cinéma Utopia (maison mère de Toulouse). Ayda a fait le déplacement dans la cité des Papes. Ce mois de juillet fut d'une grande intensité émotionnelle. Des réalisateurs et écrivains algériens étaient présents à l'image d'Assia Djebbas, écrivain et d'Ali Akika cinéaste qui est venue faire une conférence débat à Toulouse en hommage à

Mohamed Amzert son ami. De nombreux débats, des projections et des conférences ont permis un échange fructueux et chargé d'émotion lors de ces journées algériennes. Les exilés se sont retrouvés : " **Ensuite il y avait nous... entre nous, nos promenades, nos repas improvisés... les éclats de rire retrouvés, de la lumière dans les visages, la grande simplicité de nos amis français... la bonne humeur.**³⁷ " L'avant dernier jour de juillet, le 30, clôture du festival de théâtre d'Avignon, un beau geste de solidarité allait rester gravé dans les mémoires des membres d'Ayda. Le comédien Philippe Caubère a donné une représentation au profit exclusif d'Ayda au théâtre des Cramés d'André Benedetto, théâtre réservé gratuitement pour cette représentation. Sous le titre " **Avignon : Philippe Caubère a dansé la danse du diable pour Ayda Toulouse** " l'article signé Mustapha dans le n°1 d'Asma (novembre 1995 est riche d'émotions et de reconnaissance : " **La totalité de la recette a été versée à Ayda. Que dire ? Philippe Caubère a saisi avec une grande sensibilité la justesse et la profondeur du combat contre l'intégrisme et la corruption qui mènent les hommes et surtout les femmes dans notre pays. Le public quant à lui savait pourquoi il était là. Le prix des places a été doublé pour l'occasion. C'était un public averti. La représentation était magnifique. On a dansé avec le diable. Philippe Caubère lui-même dit que ce fut un spectacle d'une grande qualité. Sa prestation était immense. Merci. Nous n'oublierons pas...** " Cette représentation a laissé un grand souvenir dans les mémoires d'Ayda ; " c'était exceptionnel " dira Geneviève Azam en évoquant ce mois de juillet 1995.

En 1995, Ayda est reparti sur les routes et a fait une halte à Vaour. Tous les ans depuis 1985, cette petite ville du Tarn accueille un festival du rire. Cette année là, l'organisation festivaire a voulu la présence d'Ayda, en plaçant les représentations sous le signe de l'ouverture. C'est ainsi que pendant 10 jours, du 2 au 12 août 1995 ; Ayda a tenu un stand afin " **d'assurer comme on dit toutes les boissons chaudes**³⁸ " **Un double objectif avait présidé à l'accord définitif : expliquer ce qu'était Ayda et ses activités et permettre aux Algériens et aux Algériens exilés de parler de leur combat en Algérie et de leur exil forcé. Il devait aussi permettre de recueillir des fonds pour la solidarité avec les réfugiés. La tente d'Ayda est devenue le rendez-vous des animations non-officielles : les musiciens qui se produisaient aux apéros concerts précédant et fermant les spectacles se rendaient tous, presque inmanquablement, à la grande tente, qui voyait les orchestres se reconstituer et les soirées s'allonger jusque très tard le matin.** " Cette ambiance euphorique s'est perpétuée pendant 10 jours. Le festival de Vaour s'est terminé par un repas des organisateurs et des bénévoles qui a été l'occasion une nouvelle fois de témoigner de la solidarité avec les démocrates algériens. En effet, les bénévoles ont remis l'intégralité de leurs pourboires à Ayda. Mustapha³⁹ , l'auteur de l'article conclut son papier en parlant de cette générosité : " **C'est qu'au delà des grandes occasions offertes pour parler des combats de notre peuple, des femmes en particulier, des sommes d'argent bien venues, ce geste nous donne chaud au cœur.** "

Ayda a participé au festival Grains de Sable au parc de la Mounède les 26.27.28 septembre 1997. Ce festival contre le racisme et l'exclusion regroupait plusieurs associations toulousaines investies sur le terrain du racisme et a permis à Ayda par le biais d'un stand de faire connaître ses activités. Le festival de musique de Bayonne organisé en 1996 a été l'occasion pour Ayda de tenir un stand et de réaliser une exposition sur l'histoire algérienne. Quelques interventions lors des Assemblées Générales des militants y font allusion : " **24 avril 1996, intervention de Paul Chiesa point sur les gens de Bayonne, accueil d'Algériens chez l'habitant mais reste le problème du transport, de visas, de l'aide médicale et des assurances.** " **Lors de la réunion suivante on note : " Bayonne accueil plus fête le 29 juin** " Le salon du Livre ancien et des nouvelles éditions qui s'est tenu les 11 et 12 mars 1995 a offert un stand à Ayda lors de sa troisième édition. Cette dernière a invité le Club du livre de Médéa et quelques écrivains algériens. Ce n'est pas la seule initiative à laquelle Ayda a participé. En effet, en mai 1995 en collaboration avec la Librairie Ombres Blanches et la FOL, grâce aux relations d'un libraire exilé à Toulouse Zoubir Naït-Hamouda, Ayda a accueilli l'écrivain algérien Rachid Boudjedra. Il est venu signer son livre " FIS de la Haine " et a donné une conférence à Ombres Blanches sur sa vision du drame algérien et sur la littérature algérienne.

Ayda a organisé de nombreux débats, en direction de l'opinion publique, qui s'inscrivent dans une démarche d'explication et de sensibilisation à la cause algérienne. Plus l'individu côtoie l'Autre, plus les idées de racisme, de rejet, de xénophobie reculent. Ayda a ainsi entrepris un travail de découverte et de meilleures connaissances de la culture de ce pays maghrébin qui se heurte à l'indifférence ou au dénigrement d'une partie de la population française. Ces diverses conférences ont abordé des sujets multiples touchant aussi bien à la vie quotidienne, à la condition féminine, qu'à la culture ou à l'économie. En 1995, le Collectif pour la Paix Blagnac Ancely a invité Ayda et le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes à l'occasion d'une journée sur l'Algérie intitulée " Pour comprendre l'Algérie ". Le samedi 21 octobre 1995 Ayda est intervenue autour de deux thèmes : la présentation de l'association suivie d'une projection débat autour du film " Rachida, lettres d'Algérie " de Florence Dauchez et a, en deuxième partie abordé l'histoire algérienne en établissant quelques repères suivi d'un débat.

De 1995 à 1997, grâce à la générosité du cinéma Utopia, Ayda a pu organiser plusieurs débats après les projections de films qu'elle avait pour la plupart

choisis. Certaines pages de la gazette d'Utopia ont été conservées dans les archives d'Ayda40. Le 1er février 1995 la projection du film, du réalisateur algérien Merzak Allouache, Bab El Oued City a été l'occasion pour Ayda d'organiser un débat autour d'un thème du film. Bab El Oued City raconte la montée de l'intégrisme dans ce quartier d'Alger à travers la vie de Boualem un apprenti boulanger qui a décroché un haut parleur installé par le FIS. Ayda a aussi organisé un débat autour du film " Douce France " de Malik Chibane le 28 mars 1996. Ce film " dépeint avec réalisme et humour les complexités de l'existence quand cohabitent les modes de vie, les cultures, les coutumes et les religions de plusieurs communautés41".

Ayda a organisé plusieurs conférences débats avec des films ou des documentaires comme support de discussion. Il en est ainsi de la soirée du 16 juin à la FOL autour du film d'Ali Akika " l'Algérie dévoilée ". Ce réalisateur algérien donne la parole à 7 intellectuels algériens en exil qui dressent un portrait de leurs pays et de son évolution. Ce débat s'est accompagné d'un débat avec des avocats toulousains dont Maître Ethelin (spécialiste du droit des étrangers qui a aidé Ayda dans ses démarches juridiques) ". En collaboration avec la Librairie " La Renaissance ", Ayda a essayé de sensibiliser l'opinion sur les problèmes que connaît l'économie algérienne et ses conséquences sociales. Dans un tract intitulé " Débats et témoignages sur la situation sociale et économique en Algérie ", elle a convié les toulousains à une soirée débat autour d'un documentaire de Gradina Treller datant de 1975 " l'impossible indépendance ". Plusieurs personnalités furent invitées à cette occasion : François de Ravignan agro-économiste, Omar Bessaoud économiste, Paul Euzière écrivain spécialiste du monde arabe, Ahmed Bouhader de l'UGTA de Tiaret et membre du Conseil National de l'UGTA et Mohamed El Habib Belguidoum président de l'ANDPE.

Le vendredi 16 mai 1997, Ayda a choisi d'aborder le thème Islam et Démocratie autour du film de la réalisatrice algérienne Horria Saïhi et de son film " Yemna Zahra " (mère Zahra). Il raconte le témoignage de cette mère dont le fils a été assassiné par les intégristes et qui va prendre les armes pour défendre la République, la Liberté. Ce film a été suivi d'un débat animé par l'universitaire de Tizi-Ouzou Hakem Ramdane. Cette soirée organisée par l'association Atlas et le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes a été complétée par l'exposition de dessins d'une jeune artiste algérienne Maya Talah. Le lendemain, au centre culturel Alban-Minville, ces 3 associations ont proposé une rencontre avec Hakem Ramdane et Houria Salhi, réalisatrice à la télévision algérienne autour du film " l'Algérie des femmes ". Cette soirée du 17 mai 1997 à 20 heures a fait l'objet d'un tract intitulé, " On ne pourra pas faire semblant d'ignorer la voix des démocrates d'Algérie " qui dénonce les accords avec les islamistes et réaffirme les positions d'Ayda. Le 8 novembre 1997 Ayda a organisé la projection du film de Fadila Sarahoui " la moitié du ciel d'Allah " une première fois et une deuxième fois au mois de janvier 1998 au cinéma le Cratère (rue Saint Michel à Toulouse) avec la FOL.

Les relations franco-algériennes et l'histoire de la guerre d'Algérie ont été abordées lors d'un débat intitulé " Guerre d'Algérie la mémoire enfouie " le 5 décembre 1996. Cette conférence a été l'occasion pour Ayda de travailler avec les anciens rédacteurs du journal " le Libertaire, organe de la fédération communiste libertaire ". Ce journal a paru de 1895 à 1956, date de son interdiction. Ces militants anti-colonialistes se sont investis, dès avant 1954, sur la question algérienne en réclamant l'indépendance de ce pays. Ayda avait invité à cette occasion, Georges Fontenis, directeur du journal " le Libertaire " et Pierre Maurin (membre de la Fédération Communiste Libertaire). Elle a recueilli dans une plaquette vendue au profit de l'association (30 francs minimum) la " Une " de plusieurs numéros du " Libertaire " 1952 à 1956. Dans la préface, Ayda présente cette initiative comme une tentative " de créer des ponts entre celles et ceux qui, des deux côtés de la Méditerranée , à leur manière témoignent des valeurs de tolérance et de fraternité. Ce dialogue porteur d'avenir suppose - aussi - de porter à la lumière, sereinement ce qui a lié et séparé nos deux peuples. Car la mémoire enfouie porteuse de non-dits, est fermement d'ignorance et de ressentiment.42 "

Ayda a organisé quelques réunions publiques en présence d'exilés et de personnalités investies sur le terrain de l'Algérie afin d'offrir une vision très ouverte de la crise algérienne. En 1994, le 10 novembre, une conférence débat a permis aux réfugiés de prendre la parole. Cette manifestation s'est déroulée Allées de Barcelone, dans la salle prêtée par la Mairie de Toulouse. Elle a regroupé plusieurs réfugiés algériens. Ayda a participé à de multiples débats dans la région toulousaine en collaboration avec plusieurs associations. Elle a répondu aux demandes de plusieurs organisations souhaitant présenter des journées sur l'Algérie. Ainsi on retrouve des déplacements qu'a effectués Ayda à Poitiers, par exemple, à l'appel d'une association poitevine. Dans le bilan d'activité de 1997-1998, on peut noter qu' " **Ayda a continué à animer des soirées-débats, à la demande d'associations, à Toulouse au dans la région (Colomiers, Villefranche de Rouergue, Tournefeuille, Foix, Montauban, Rodez...)** " Ainsi à l'initiative du CASAM 82 (Comité d'Aide et de Soutien aux Algériens Menacés) une journée pour l'Algérie a été organisée le 25 novembre 1995 à Montauban " **avec la participation de l'association Ayda Toulouse.**43 " En décembre 1998, Ayda a participé à un débat sur l'Algérie, à l'invitation des Jeunesses Communistes. On note aussi, en novembre 1998, la participation d'Ayda, à un débat à la Bourse du Travail, à l'invitation du Mouvement pour la Paix.

Mais Ayda a elle aussi organisé un meeting, le 15 mars 1996, à 20 heures au forum des Cordeliers, 15 rue des Lois, à Toulouse. Intitulé " **réunion**

publique ", elle aborde le thème " **Alors quel avenir pour l'Algérie aujourd'hui ?44 "**. La préparation de ce meeting apparaît dans les compte rendus des Assemblées Générales de militants d'Ayda. On peut voir ainsi les difficultés rencontrées dans l'organisation d'une telle manifestation et les débats qu'elle a suscités. La première mention de la préparation de cette réunion apparaît le jeudi 1er février 1996, mais les contacts avec les intervenants désirés ont été engagés beaucoup plus tôt. Lors de cette réunion on apprend que le journaliste Omar Bel Ouchet a rencontré des problèmes de visa et qu'il ne peut assister au meeting. Un historien d'Oran a été contacté ainsi qu'Omar Bessaoud, économiste de Montpellier (il a collaboré à Asma en envoyant un article à la revue) et Zazi Sadou présidente du Rassemblement Algérien des Femmes Démocratiques. Lors de la réunion suivante, d'autres noms sont avancés notamment celui de Mohamed Zaoui, directeur du journal arabophone " El Waqt " et d'un représentant de la revue POUR !. Ces contacts sont établis par plusieurs Algériens grâce à leurs relations personnelles. On note aussi que les préparatifs de la manifestation devaient être accélérés " A partir du mercredi 14 février on commence à concrétiser ". Le travail d'organisation en aval a demandé une coordination importante qui était décidée et débattue lors des Assemblées Générales des militants. Lors de la réunion du 21 février, les personnalités invitées ont donné leur accord et la discussion s'étale autour de l'organisation même du meeting. Le programme prévu s'est mis en place autour de plusieurs thèmes d'intervention propres aux différents invités. Le 14 mars avait été prévue une rencontre entre tous les participants et la direction du Parti Socialistes de Haute-Garonne. Le 15 mars, à 12 heures a eu lieu une conférence de presse, organisée par Lilliane Bourgeois. L'organisation concrète est abordée avec l'accueil des invités, l'accueil du public et la sécurité, la préparation de la salle ainsi que l'information (le tract) et sa diffusion. Deux ou trois personnes sont désignées pour prendre en charge chacun de ces secteurs. Une affiche spécifique n'a pas été élaborée car l'Assemblée Générale a décidé d'agrandir le tract créé à cet effet. La participation " à partir de 20 francs " a été retenue. Lors de la réunion du mercredi 28 février, la diffusion des tracts et des affiches est programmée minutieusement (Mirail, St Sernin, Utopia, Ombres Blanches, Associations, Parti Politique, institutions...). 2 000 tracts format 15'21 cm et 50 affiches au format A3 ont été tirés pour l'occasion. Le mercredi 6 mars, les thèmes sont arrêtés :

- la lutte des femmes durée 20 mn

- la presse durée 20 mn

- l'économie durée 10 mn

- l'exil durée 15 mn

- les films de Marie-Ange Poyet sur les repentis du GIA

Le 13 mars les derniers préparatifs sont réglés et les animateurs de la soirée sont choisis. Le meeting s'est déroulé le 15 mars en présence de 8 personnalités :

- Omar Bessaoud économiste

- Salima Deramchi présidente du FAUED

- Lazahri Labter auteur, journaliste au quotidien algérien " L'opinion "

- Dalila Meziane, avocate en exil première ressortissante algérienne à obtenir l'asile politique

- Jean-Jacques Porchez directeur de la revue POUR !

- Zazi Sadou présidente du RAFD

- Mohamed Zaoui auteur journaliste, directeur du journal arabophone " El Waqt ".

Le bilan de ce meeting est effectué lors de la réunion du 20 mars 1996. Il est très intéressant de savoir la façon dont les membres d'Ayda font le bilan d'une manifestation qui a occupé presque 2 mois de leur activité. Ainsi apparaissent quelques aspects positifs, mais la teneur générale des propos est plutôt négative. Les côtés positifs sont soulignés en début de compte rendu : " **Qualités des personnes et le monde qui est venu "** Cependant la teneur des propos des militants est ainsi négative : " **Farouk : les intervenants se sont autocensurés ou se sont soumis à un devoir de réserve, impression que les intervenants ont usé d'arguments éculés, on n'a plus à démontrer le terrorisme - Georges : frustration, peu de choses nouvelles se sont dites, intervenants soporifiques, relations avec la presse médiocres - Mohamed : bonne participation en dépit de l'implication faible des militants d'Ayda - Geneviève : très peu d'adhérents - Mustapha : pas de coordination entre les intervenants - Paul : ça aurait été plus intéressant d'inviter des associations de chômeurs, des syndicalistes - Michel : trop de participants (intervenants) "**. Ces remarques critiques et auto-critiques permettent de démontrer la difficulté d'organiser un tel meeting malgré un travail de préparation en aval très important. Cependant, cette manifestation a permis à Ayda d'apparaître une nouvelle fois comme une association dynamique sur le plan toulousain.

c) Les expositions et les manifestations

Premier panneau de l'exposition. (Archives Ayda 1996) photo personnelle Ayda a réalisé en 1996 une exposition retraçant l'ensemble de l'histoire algérienne de l'antiquité à nos jours. Composée de 10 panneaux, elle met en image l'histoire de l'Algérie en donnant une large place au XXème siècle. Elaboré sur des planches d'aggloméré recouvertes de feuilles blanches, chaque panneau est constitué de photos et de textes présentés de manière identique. La maquette de chaque panneau a été conçue sur la même trame : un titre qui

résume le panneau, plusieurs photos et dessins légendés et un texte explicatif centré en bas. Georges Rivière explique la difficulté et les multiples discussions qu'il y a eu autour des textes de l'exposition. En effet, retracer l'histoire de l'Algérie en essayant de prendre en compte toutes les sensibilités au sein d'Ayda n'a pas été chose facile. C'est ainsi que les textes de chaque panneau ont été débattus dans les Assemblées Générales par les militants. Ainsi pour le troisième panneau, on peut noter un rectificatif apporté sur le texte dans le cahier de compte-rendu de la réunion du 24 avril 1996 " **De sanglantes luttes internes aboutissant à l'élimination de plusieurs dirigeants est remplacé par malgré de violentes luttes internes, la création du GPRA...** " Le travail autour de la réalisation de cette exposition s'est faite entre " **Kamel, Kathy, Zoubir, Farida et Aïsha**45 ". **Le budget pour réaliser cette exposition s'est élevé à 1 336 francs46 excepté les photocopies. Les dix panneaux suivent un ordre chronologique :**

- **Lutte des Berbères contre les impérialismes antiques**
- **Islamisation, royaumes et empires maghrébins**
- **Conquête et colonisation française 1830 - 1926**
- **Naissance du mouvement national 1926 - 1954**
- **La guerre de Libération nationale 1954 - 1962**
- **L'après-guerre et la lutte pour le pouvoir 1962 - 1965**
- **Industrialisation et autoritarisme 1965 - 1978**
- **Economie de bazar et révolte sociale 1979 - 1991**
- **Boudiaf : l'espoir assassiné 1992**
- **Zéroual : le dialogue est-il possible ?**

Planche n°9 de l'exposition sur l'histoire de l'Algérie

"Mohamed Boudiaf l'espoir déçu" (Archives Ayda 1996) photo personnelle.

Cette exposition a été utilisée lors de certaines conférences ou des soirées organisées par Ayda et lors de la tenue de stands. Elle permet d'une manière originale d'aborder l'histoire de l'Algérie depuis ses origines. Voici pour montrer un exemple de réalisation d'un panneau la photo de la neuvième partie consacrée à Mohamed Boudiaf et son assassinat. (voir page précédente).

Les 13-14 et 15 décembre 1997, Ayda a réuni plus de 40 associations (43 en comptant les lieux culturels), organisations politiques et syndicales ou bien encore des librairies et des lieux de cultures pour " la démocratie en Algérie ". Cette manifestation étalée sur 3 jours a été élaborée autour de plusieurs thèmes et des interventions festives, en soutien aux démocrates algériens. Elle était basée sur le lien avec l'Algérie et était sous-titrée : " **Pour dire aux femmes et aux hommes en Algérie que leurs luttes et leurs résistances ne sont pas vaines. Pour que des mots et des musiques de fraternité et de solidarité volent au-dessus de la Méditerranée.**47 " La coordination officielle pour Ayda a été mise en place par Akila Selmi. Ces journées ont débuté par une manifestation le 13 décembre, place du Capitole en soutien au peuple algérien. L'ensemble des activités qui ont couru sur ces trois jours ont été construites autour de la culture algérienne et de son théâtre. La pièce " Les émigrés " de Mrozeck a été jouée à deux reprises le samedi 13 et le dimanche 14 décembre. Le pianiste Rasko Zenocovic a donné un récital le samedi soir. Plusieurs films ont été projetés à la FOL, le dimanche après-midi et le début de soirée du lundi 15 décembre a été consacré à la rencontre à Ombres Blanches, avec l'auteur dramatique algérien, Slimane Banaïssa. Enfin la nuit s'est poursuivie au théâtre Sorano avec une invitation à la musique à la poésie et à la fête avec la chanteuse Malika Domrane, Slimane Banaïssa, Méditerranée et le groupe Motivés (issu pour une part du groupe Zebda). Le bilan d'activité 1997/1998 fait rapidement état de ces journées pour l'Algérie : " **Manifestation (importante en nombre) pour dénoncer les massacres en Algérie, à l'appel d'Ayda et avec le soutien d'une quarantaine d'associations toulousaines. Semaine culturelle et politique autour du théâtre algérien en collaboration avec de nombreuses associations toulousaines, et en particulier le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes, le Théâtre D. Sorano, la Cave Poésie, et l'association Tactcollectif qui a permis de clore la semaine, par un concert de " Motivés " au théâtre Sorano.** " Ces manifestations plurielles, autour de la culture algérienne, en collaboration avec le milieu associatif, politique et syndical toulousain de gauche ont connu un succès important.

Ayda a été à l'initiative de plusieurs manifestations publiques à Toulouse. La plupart du temps, il s'agissait de mobiliser et de sensibiliser la population et d'interpeller les institutions sur les difficultés que connaissent les réfugiés algériens. Le 29 juin 1994, au Mirail et à la Reynerie (Quartiers périphériques de Toulouse) en soutien à la manifestation qu'organisaient le MPR (Mouvement Pour la République) et le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) à Alger pour demander la vérité sur l'assassinat du président Boudiaf, Ayda a appelé à un sitting ce même jour.

Elle a participé à la manifestation de Nantes, en mars 1995 sur la politique des visas dont le slogan était : " Un visa, Une vie ". Cette grande manifestation nationale était organisée par le Collectif pour l'accueil en France des demandeurs d'asile et exilés algériens dans la capitale historique de la Bretagne en raison du symbole que représente cette ville. En effet, elle concentre, depuis la décentralisation les services du Ministère des Affaires Etrangères relatif à la circulation des étrangers (et en particulier le Bureau des

Visas Algériens), le service central des Français nés à l'étranger et les sous directions des naturalisations. Ayda en collaboration avec le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes a affrété un autobus pour faire l'aller - retour Toulouse-Nantes dans la journée du 25 mars. Cette manifestation a permis un rassemblement important des associations et collectifs oeuvrant pour une solidarité avec les démocrates algériens. Elle a dénoncé la politique française des visas qu'elle a stigmatisé en une phrase banderole : " **En Algérie des personnes sont menacées de mort... et la France leur refuse l'asile.... Cela s'appelle non-assistance à personnes en danger.**48 " En 1995 l'association a réagi aux attentats meurtriers qui ont touché la France au cours de l'été 1995 (par exemple l'attentat de la rame B du RER St Michel à Paris en juillet) en diffusant un tract intitulé : " **Ceux qui assassinent chaque jour à Tizi-Ouzou, Oran ou Alger sont les mêmes que ceux qui veulent tuer à Villeurbanne et à Paris** ". Ayda a organisé plusieurs manifestations à Toulouse dont celle du 17 octobre 1996 afin de rappeler les événements du 17 octobre 1961 qui ont coûté la vie à de très nombreux Algériens et d'interpeller les autorités préfectorales sur les difficultés immenses que devaient endurer les exilés algériens par rapport à leur statut juridique. Cette manifestation a été établie en relation avec la Coordination Grand Sud. Le 12 février 1997, à l'appel de 31 associations Ayda a participé à une manifestations aux Flambeaux à 19 heures place St Etienne à Toulouse. Ce rassemblement en soirée, était placé sous le signe de la solidarité avec les démocrates algériens. Les mots d'ordre de mobilisation dénoncent la collusion du pouvoir algérien avec une partie des islamistes dit modérés, ils interpellent les forces démocratiques françaises qui font preuve de passivité dans leur soutien à ces Algériens et demandent à la presse française de faire entendre l'ensemble des voix du mouvement démocratique algérien en ne le restreignant pas aux partis de Sant-Egidio.

Ayda a réagit très souvent à l'actualité algérienne et appelé à des rassemblements. Le 2 octobre 1997 à 18 heures 30, place du Capitole Ayda a appelé à une grande manifestation pour l'Algérie. Elle présente dans son tract les positions de l'organisation sur la crise algérienne et présente sept souhaits " **pour une nouvelle politique d'accueil et de coopération**49 " :

- " **Souplesse dans l'octroi des visas qui sont actuellement quasi-systématiquement refusés**
- **Réouverture des consulats de France en Algérie aptes à délivrer ces visas**
- **Assouplissements, simplifications et normalisation des certificats d'hébergement**
- **Octroi d'un véritable statut, avec droit de résidence d'au moins une année et droit au travail pour les Algériens menacés de mort dans leur pays**
- **Rééquilibrage des rapports Nord-Sud de collaboration**
- **Aide aux associations françaises de soutien aux démocrates algériens**
- **Condamnation explicite des mouvements terroristes, de ceux qui les soutiennent ou les cautionnent**50"

En défendant la démocratie en Algérie et en soutenant les démocrates en France, Ayda s'est engagée, dans la même démarche de soutien aux atteintes aux droits de l'Homme et la démocratie, au côté de plusieurs collectifs dans les manifestations qu'ils organisaient. Ainsi on retrouve la signature d'Ayda au bas des appels dénonçant le caractère répressif des lois Debré, au bas des tracts du collectif des Sans-Papiers ou bien encore de celui rejetant les idées du Front National et refusant la venue de ses leaders à Toulouse.

L'ensemble de ces manifestations, politiques, culturelles permettent d'appréhender les moyens qu'Ayda a utilisé pour faire connaître son action aux côtés des réfugiés algériens et met en lumière les efforts générés par l'association pour faire connaître la culture algérienne premiers pas dans le combat contre l'intolérance.

III Des activités spécifiques

1) La revue ASMA

Devant le silence et la difficulté à obtenir une tribune médiatique afin d'expliquer la situation algérienne dans son ensemble, des volontés au sein d'Ayda ont décidé de créer une revue bimestrielle dès le mois de juin 1995 : " **Asma, pour la démocratie en Algérie** ". Cette revue essentiellement rédigée par les Algérien(ne)s eux-mêmes, en exil ou en Algérie, a paru de juin 1995 à septembre 1996. Elle a connu six numéros.

Numéro 0 du journal ASMA (Archives Ayda 1995)

Le premier exemplaire (N° 0) se présente sous le format A4 (21/29,7 cm) et comporte 20 pages. Composée de plusieurs rubriques et d'illustrations photographiques et graphiques, elle est imprimée en noir et blanc sur un papier de qualité mat et sa mise en page reconnaissable est très agréable à la vue. Les 5 numéros suivants reprennent le même graphisme mais ont été réalisés sur un format A3 (29,7/42 cm). Cela permet d' étoffer le contenu et d'y insérer de nouvelles rubriques et de nombreuses illustrations. Cependant, les numéros ont une pagination variable. Le numéro 1 comporte 14 pages, le numéro 2 - 12 pages, le numéro 3 - 14 pages, le numéro 4 - 12 pages et le dernier le numéro 5 - 8 pages.

La construction en rubrique du journal, établie lors de la réunion du dimanche

2 septembre 1995⁵², a été fixée de manière précise afin de " donner au lecteur des repères⁵² ". Le journal est articulé autour d'un ou deux dossiers centraux. Il est divisé en deux parties, avec en amont, les nouvelles d'Algérie et en aval, l'actualité en France et en Europe autour de l'Algérie, avec une rubrique réservée à l'actualité d'Ayda. La première page est consacrée au sommaire, à la présentation du numéro et introduit l'accroche sur les dossiers principaux. La partie " Algérie " est divisée en trois rubriques permettant un survol de l'actualité. Une revue de presse argumentée (presse algérienne, française, courrier international...) sert de support au décryptage des principaux événements des deux mois écoulés en Algérie. Elle est suivie d'un billet d'humeur. La rubrique " Paroles algériennes " est composée d'articles, de lettres, portraits ou reportages souvent envoyés d'Algérie et elle recueille des informations sur le mouvement social, les syndicats et les associations. Cette première partie se conclut par la présentation d'une ou de plusieurs associations algériennes qui travaillent ou non avec Ayda.

Le dossier est constitué d'une partie centrale explicative et très informative, de manière à ensuite ouvrir le débat en exposant les positions quelques fois plurielles, du camp démocratique et celles de ses adversaires. Il développe alors les interrogations et les enjeux de la question traitée et peuvent s'y joindre des témoignages. La dernière partie s'articule autour de trois rubriques. Elle offre une tribune et se fait l'écho du travail d'associations " amies " s'occupant de l'accueil des réfugiés algériens en France ou en Europe. Quelques pages sont consacrées à la culture algérienne et maghrébine à travers des notes de lectures, des comptes rendus de livres ou d'activités culturelles réalisées à Toulouse ou dans la région. Ayda présente dans cette partie, ses activités de solidarité, quelques annonces et parfois quelques conseils pratiques et des demandes d'urgences. Cette construction du journal a été maintenue jusqu'à la dernière parution.

La manchette de la revue reprend le " slogan " d'Ayda dans les trois langues de l'Algérie d'aujourd'hui : l'arabe, le berbère et le français. " Algérie, Démocratie, Solidarité " peut résumer en trois mots l'esprit qui transparait dans cette revue. Une tribune, un pont entre les deux rives de la Méditerranée afin d'exprimer les inquiétudes, les joies, les peurs mais surtout l'espoir, l'immense espoir et le soutien aux forces démocratiques qui se battent dans ce pays.

Mais pourquoi avoir choisi ce nom " Asma " ?

Asma est un mot de l'arabe dialectal algérien qui signifie " Ecoute, Ecoute !! ". Dans un éditorial du numéro de mars 1996 (n°3), la rédaction explique ce choix original. " Asma est un mot de la langue parlée et apparaît comme un acte de résistance aux tentatives de bâillonnement de la parole. C'est un mot lancé à travers les espaces de communication afin d'écouter " la parole des vivants⁵³ ". Ce mot apparaît comme un cri vital, une attente espérée en faveur de la démocratie en Algérie. Mais cette interpellation du lecteur peut se transformer en lieu d'écoute et de débat, afin de rompre l'isolement des exilés et des Algériens par la parole. Cette revue est apparue comme un outil d'information et de réflexion sur l'Algérie. Créée dans l'urgence, pour d'offrir un espace de communication à ces " paroles plurielles, d'exil ou d'Algérie⁵⁴ ", Asma s'est construite comme " un espace d'information, de pensée, de controverse, de témoignage, comme un lien entre toutes celles et tous ceux qui, sur les deux rives de la Méditerranée, se battent pour une Algérie démocratique et sociale⁵⁵ ". Dans un trac de l'été 1995, Asma est présentée comme " la prolongation directe du travail d'accueil conformément à sa plate-forme⁵⁶ ".

Composée d'un comité de rédaction issu d'Ayda, la revue est ouverte à toutes celles et tous ceux qui ont fait leur, le combat pour une Algérie démocratique. L'équipe responsable de journal est composée d'adhérents d'Ayda : Liliane Bourgeois (journaliste) directrice de publication, Mohamed Bahrour (journaliste algérien réfugié), Abdelmadjid Kaouah (poète algérien réfugié), " Charlie ", Georges Rivière (graphiste) responsable de la maquette et réalisation, Julien Roumette et Anne. Ce comité est chargé lors de réunions de préparation, d'élaborer le sommaire du journal et de la proposer aux militant(e)s d'Ayda. Ces derniers sont ainsi impliqués dans la rédaction de la revue. Mais il est précisé dans l'ours de chaque numéro que " les articles, sauf indication, sont sous la responsabilité de leurs auteurs et ne sauraient engager politiquement l'association ". Asma apparaissait ainsi autonome d'Ayda, tout en impliquant les mêmes individus. On y retrouve cependant, pour une grande part, les thèses défendues par l'association Ayda. Le comité de rédaction a reçu la collaboration de nombreuses personnes dans l'écriture des articles et le signalait à chaque numéro dans l'ours de la revue. On peut ainsi noter la participation d'illustrateur, tels que le peintre Pierre Rouault, par ailleurs membre d'Ayda, ou d'universitaires comme Djamilia Amrane, dans le n°3 de mars 1996, pour un article intitulé " l'écartèlement ", pages 3-4, sur la situation des femmes en Algérie.

Au-delà du thème commun de ces six numéros, chaque exemplaire aborde des questions d'actualité et des réflexions étendues sur les débats qui traversent la société algérienne. Le premier numéro expose un dossier sur l'Algérie et la démocratie, en expliquant la position des démocrates sur l'accord de Rome et l'acharnement médiatique que subissent les militants opposés au pacte de Sant Egidio par les " Pros accord avec le

FIS ". Mais l'article le plus enrichissant est certainement l'interview de Rachid Boudjedra (écrivain algérien connu pour son engagement démocratique - auteur de FIS de la haine -), présent à Toulouse du 5 au 12 mai, à l'initiative de diverses organisations syndicales, culturelles, et de solidarité avec l'Algérie (Ayda, FOL, CGT, Ombres Blanches). Le numéro 1 du mois de novembre, en prise avec l'actualité, consacre son dossier à la présentation des candidats à l'élection présidentielle algérienne, tout en expliquant les enjeux et les espoirs suscités. Essayant d'être au plus près de la réalité, les responsables d'Asma invitent le lecteur, dans le numéro 2, à une analyse sur les résultats de l'élection du premier personnage de l'état, en analysant les portraits des trois premiers candidats et de leurs orientations politiques. La double page, consacrée à la chronologie commentée des événements de l'Algérie depuis 1988, permet au lecteur d'appréhender de manière plus compréhensible les tenants et aboutissant de cette guerre qui ne dit pas son nom. L'article sur les accords de Rome (page 9) apporte une analyse riche et judicieuse de la part de certains militants d'Ayda à propos de leur positionnement idéologique sur " l'imposture ? de Sant Egidio ".

La lutte des femmes, apparaît comme un combat incontournable mais médiatisé au cœur de la lutte pour la démocratie. Il était normal qu'Asma constitue un dossier autour de cette question capitale de l'Algérie moderne. Les six pages du numéro 3 d'Asma consacrées à l'émancipation des femmes, apportent un éclairage, tant sur le plan historique que sur le plan plus spécifiquement juridique, en détaillant les différents articles du code de la Famille promulgué en 1984.

Le dossier consacré à l'économie de l'Algérie court sur six pages du numéro 4 et essaye de décrypter les différentes orientations et leurs conséquences sur la vie de ce pays. Il met en lumière la complexité des relations entre les partenaires sociaux et les exigences du Fonds Monétaire International. L'histoire-mémoire est abordée dans le dernier numéro à travers le massacre du 17 octobre 1961 à Paris. Intitulé " le jour du grand massacre ", ce dossier rappelle à la communauté française un des épisodes les moins glorieux de son histoire et établit un parallèle non dénué de sens avec les journées de commémoration organisées par la coordination Grand Sud ce même 17 octobre 1996. Toujours au prise avec l'actualité, la double page consacrée à la révision constitutionnelle, ouvre des perspectives intéressantes pour essayer de comprendre les opinions en présence en Algérie.

L'existence d'Asma, cette tribune pour la démocratie a reçu le soutien des ouvriers des arts graphiques qui ont offert une prestation à prix coûtant " en forme de solidarité avec le combat des démocrates algériens⁵⁷ ".

Ainsi le flashage (opération coûteuse) des six numéros a été assuré par l'entreprise Nuances du Sud et l'imprimerie Sacco a contribué à la parution du journal. Cependant le soutien le plus important fut l'association Ayda qui a assuré la logistique de l'aventure et en a été l'éditeur.⁵⁸ Elle a pris en charge la mise de fond et apporté le soutien financier nécessaire à sa réalisation.

La diffusion de la revue a été réalisée de trois manières distinctes. Vendue au prix de soutien de 15 francs, on pouvait cependant se la procurer soit par commande directe auprès d'Ayda, soit par abonnement ou bien en vente à la librairie Ombres Blanches, à Toulouse, rue Gambetta. L'abonnement constituait la plus grande source de financement de la revue. Organisé en trois catégories, on pouvait choisir sa formule de soutien selon ses moyens financiers (l'envoi à domicile était réalisé franco de port) :

-l'abonnement lecteur : 90 francs

-l'abonnement soutien actif : 130 francs

-l'abonnement bienfaiteur : 200 francs

Carte établie par nos soins d'après les archives d'Ayda

En étudiant le fichier des abonnés, on constate une implantation géographique étendue avec 137 abonné(e)s réparti(e)s sur 27 départements. Comparé à la diffusion d'Ayda elle s'étend sur beaucoup plus de départements notamment au sein de la région PACA. Cela s'explique par les relations établies par Ayda au sein de la Coordination Grand Sud qui a permis une diffusion importante de la revue. Présente dans tout le sud de la France, Asma a connu un rayonnement important, du à la pertinence de son contenu et aux attentes qu'elle a satisfaites. De nombreuses associations⁵⁹ comme SAFA, mais aussi Grenoble ont souscrit des abonnements et ont commandé des numéros en grand nombre afin d'assurer la diffusion, la circulation et une tribune élargie aux démocrates algériens. En se penchant sur les bilans financiers d'Ayda⁶⁰, Asma a connu quelques difficultés d'autofinancement au tout début. En effet, les frais engagés pour la réalisation de la revue ont occasionné des dépenses assez importantes sur le budget de l'association. A titre d'exemple, les trois premiers mois de l'existence d'Asma se sont traduits par des dépenses de l'ordre de 6224,64 francs alors que le total des abonnements pour l'année 1995 (6 mois) ont permis de recueillir la somme de 6395 francs⁶¹. Cependant la diffusion de la revue tirée à 1500 exemplaires⁶² se faisait aussi beaucoup, lors des stands tenus par Ayda, au cours des manifestations, mais également lors des tractages, place Saint Sernin, à Toulouse, le dimanche matin. Lors des réunions de l'Assemblée des militants, toutes les semaines, un certain nombre de personnes étaient volontaires pour aller vendre des numéros d'Asma sur

les marchés⁶³. Les équipes étaient composées de huit à dix personnes⁶⁴. On retrouve d'autres lieux de vente et notamment l'Université de Toulouse -le- Mirail qui permettait de sensibiliser le milieu étudiant aux difficultés que connaissent les démocrates en exil. Par exemple lors de la semaine du 5 au 9 février 1995 une table a été tenue pour assurer la vente d'Asma de 12 heures à 14 heures et a permis pour la seule journée du lundi 5 février, d'écouler une cinquantaine de numéros. D'autres possibilités ont été exploitées, avec la vente par le bouche à oreilles, lors de manifestations sur la voie publique ou encore le dépôt de numéros au cinéma Utopia, au CIDES (1 rue Joux-Aigues à Toulouse) ou encore à la librairie Ombres Blanches (rue Gambetta à Toulouse).

Cette aventure de quinze mois a pris fin en septembre 1996, en ayant offert une expérience constructive et enrichissante pour les exilés algériens. Elle fut poursuivie d'une manière un peu différente avec la revue POUR ! à laquelle Ayda a cédé le fichier de ses abonnés. Elle a tenu à en avertir ses adhérents par une lettre expliquant le choix de POUR ! et les informant du transfert des sommes versées vers la trésorerie de la nouvelle revue. Cette interruption définitive est due selon certains membres du comité de rédaction⁶⁵, au manque de temps, mais aussi à la difficulté accrue de recevoir et d'échanger des informations et des textes avec l'Algérie. Cependant malgré sa courte existence, Asma a permis de lancer une dynamique de soutien, de faire connaître par le biais de la revue, l'association Ayda et le mouvement de solidarité en faveur de l'Algérie. Sa diffusion électorale auprès de plusieurs associations et dans de nombreux départements (jusqu'en Nouvelle Calédonie) a ainsi contribué à offrir une fenêtre d'espoir et une tranche de parole qui a peut-être permis d'apporter une reconnaissance nécessaire à ces exilé(e)s Algérien(ne)s.

2) Les actions de formation

a) Une initiative originale

Cet aspect original de l'engagement associatif d'Ayda s'est réalisé de manière très indépendante dans un premier temps. En effet, les premières actions de formation ont été entreprises par Georges Rivière, antérieurement à son engagement au sein d'Ayda. Ce dernier, comme il le raconte dans ses entretiens, avait écrit un article sur l'Algérie intitulé " L'Algérie entre le sabre et le goupillon " paru dans " le Monde Libertaire " organe officiel de la Fédération Anarchiste en France. Dans cet article, il présentait une vision de l'Algérie et de la crise qu'elle traversait et y exprimait son point de vue. Par un hasard extraordinaire, cette étude attira l'attention de Marie Ange Poyet, journaliste au Figaro, qui a réalisé plusieurs reportages sur ce pays et qui y a séjourné régulièrement dans le cadre de ses activités professionnelles. Intéressée par la perspicacité de ce papier, elle est rentrée en contact avec Georges Rivière, pensant qu'il avait des origines algériennes et qu'il connaissait très bien ce pays. Il s'est avéré qu'après ce premier contact téléphonique, ils ont sympathisés et sont restés en contact.

En Algérie, l'association Comité des Associations s'Occupant de la Famille souhaitait organiser une formation sur la communication, pour près de quatre-vingt organisations. Le projet ambitieux de cette association consistait à réunir plusieurs cadres associatifs et à leur apporter une approche nouvelle sur le thème de la démocratie, du fonctionnement interne et des relations extérieures nécessaires à la bonne marche d'une organisation. Des circonstances particulières ont entraîné l'annulation de la venue des trois formateurs initialement prévus. Salima Deramchi, présidente du Comité des Associations s'Occupant de la Famille, s'est vue dans l'obligation de rechercher de nouveaux intervenants à moins de deux semaines de la manifestation. En contact avec Marie Ange Poyet, elle a sollicité son aide. La suite nous est racontée par le principal acteur de l'histoire, Georges Rivière, de manière très évocatrice et imagée. Extrait d'entretien : " ... et un jour, par ailleurs, il y avait un Comité des Associations s'Occupant de la Famille présidé par Salima Deramchi qui avait des programmes de formation de cadre associatif démocrates qui recouvraient environ quatre-vingt associations ; et je ne sais pas exactement ce qui s'est passé, les 2 ou 3 formateurs qui étaient prêts à venir lui ont claqué dans les pattes. Donc ils ont débarqué à Toulouse, ils sont venus me voir à mon boulot en me disant : voilà. Les Algériens et Salima Deramchi ne savaient pas trop comment faire et Marie Ange Poyet lui a dit bon écoute on va te trouver deux ou trois allumés en France qui vont pouvoir faire de la formation en communication. J'en connais un qui est assez malade à Toulouse. Ils débarquent et ils me disent écoute, est-ce que tu es d'accord pour faire cette formation à Alger ? Au pied levé, dans la semaine, je suis parti là-bas et commençait la grande aventure. Ça s'est fait en trois fois et c'est vrai que ça m'a complètement transformé. "

Cette formation était constituée de trois stages, composés chacun de plusieurs modules. Georges Rivière a élaboré celui concernant la communication. On ne retrouve aucune trace de ces deux premières séquences dans les archives d'Ayda. La première phase débutée en 1994 à Alger, a permis une évaluation des besoins et un recensement des attentes de ces associations. En 1995, le deuxième volet a été bâti autour de l'utilisation des outils techniques et théoriques de fonctionnement et des méthodes participatives de prise de parole. Cet engagement de la part des formatrices et des formateurs a permis aux participants de prendre conscience de leurs capacités et de leurs faiblesses

et d'élaborer en commun le contenu de la dernière formation. L'une des propositions émises lors de ces séminaires de travail a été concrétisée par la création d'un guide des associations algériennes. Ce projet collectif a composé le contenu de la troisième tranche de la formation. L'élaboration de ce guide des associations algériennes s'inscrivait dans une perspective beaucoup plus élargie ouvrant des horizons multiples. Ainsi, comme le souligne Georges Rivière dans le compte-rendu de sa formation, " des thématiques essentielles pourraient être développées par la suite, sous forme d'une déclinaison de ce premier guide [créant] un effet collection⁶⁶ ". Il explique ensuite que la conception de ce guide " est indissociable de la démarche de réappropriation du savoir, entreprise lors des sessions précédentes. Son élaboration professionnelle, collective, dégagerait un savoir-faire et des compétences qui permettraient la prise en charge, autonomes, d'outils (écrits et imprimés) d'information efficiente⁶⁷ ". La conception, l'élaboration et la réalisation de ce guide ont débuté à Alger, aux mois d'octobre/novembre 1996. Le module s'est structuré autour de plusieurs ateliers recouvrant l'ensemble des différentes phases nécessaires à la création de cet ouvrage. Un travail en petit groupe a été effectué afin d'établir une méthode de synthèse éditoriale permettant ainsi d'élaborer un genre de revue de presse. Un autre atelier a consisté à travailler autour des statuts d'association afin d'établir un modèle de référence utilisable dans le guide. L'initiation à la mise en page et à la hiérarchie typographique a fait l'objet d'un atelier commun où les participants ont pu aborder les notions de bases et s'essayer à la Publication Assistée par Ordinateur (PAO). La conception du plan général du guide a amené une réflexion sur son contenu et le mode de feuilletage adopté. Les différentes rubriques (historique sur la naissance du mouvement associatif en Algérie - préface sur le mouvement des femmes - rubriques de chiffres clés sur les questions de démographie, santé, problèmes sanitaires et sociaux, enfances, cultures - index alphabétique, thématique et géographique des associations - corpus de l'ouvrage avec la carte d'identité de chaque organisation) ont fait l'objet de plusieurs interrogations dont celle du choix de la langue. En effet, la possibilité d'établir un guide trilingue (arabe, amazigh et français) a été envisagée. La cinquième séquence a été consacrée à l'élaboration d'une page type permettant de mettre en œuvre les observations étudiées et de travailler sur le problème des formats. Ces journées de formation se sont terminées par la préparation collective d'un questionnaire à envoyer à l'ensemble des associations susceptibles d'être intéressées par leur apparition dans ce guide afin recueillir les renseignements nécessaires à son élaboration. Le dernier point abordé fut la commercialisation et les obligations (recherches d'un imprimeur, d'un fournisseur, de sponsors et de financement) qui en découlent.

Ces stages n'ont pas requis de gros investissements. A titre d'exemple le troisième volet a nécessité l'achat de journaux, de stylos et l'utilisation d'un tableau noir et de craies ou de papier avec des feutres et celle d'un ordinateur Macintosh eu égard aux logiciels utilisés.

Cette expérience d'une grande richesse dans les échanges a permis d'établir des liens avec les militants restés en Algérie. Elle s'inscrit dans une approche distincte de l'action toulousaine de l'association et intègre des paramètres différents amenant à une conception beaucoup plus tournée vers les gens demeurés au pays. Elle rejoint en un sens la philosophie du projet de la caravane d'associations qui ont sillonné la France en 1998.

b) Ayda : l'interface entre Tiaret et Toulouse, La formation de formateurs syndicalistes

La mise en place de formations par Ayda s'est concrétisée également par le projet établi en 1997 entre l'Union Départementale de la Haute-Garonne de la Confédération Générale du Travail (UD-CGT 31), l'Association pour l'Enseignement et la Formation des Travailleurs Immigrés et de leurs familles section de la Haute-Garonne (AEFTI 31), l'Union de la Wilaya de Tiaret de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UW-UGTA Tiaret) et Ayda Toulouse. Cette initiative de " formation de formateurs syndicalistes issus de l'UGTA⁶⁸ " a été relayée par Ayda dans le but de permettre des échanges privilégiés entre ces deux centrales syndicales. L'association a ainsi joué le rôle d'interface.

C'est à la demande de l'UGTA de Tiaret, par l'intermédiaire de son secrétaire Général Ahmed Bouader que cette formation a été entreprise. Le choix de Tiaret s'est naturellement porté vers Toulouse, car un des membres d'Ayda intervenait aussi au titre de correspondant de l'UW-UGTA Tiaret et maintenait des contacts très fréquents entre les deux villes. La CGT a été privilégiée par la centrale syndicale algérienne, car elle était apparue comme un partenaire de premier plan depuis l'Indépendance. La prise en charge pédagogique, effectuée à Toulouse, a été assurée par l'AEFTI 31. Cette organisation implantée sur tout le territoire français, à pour but d'apporter une aide aux travailleurs immigrés et à leurs familles dans le domaine de l'emploi, de la formation et de ses dérivés (Orientation professionnelle - recherche d'emploi - insertion - droits des salariés - contrats - remise à niveau - informatique). Elle participe à de nombreux projets ayant trait aux difficultés liées à l'immigration.

La mise en place de ce projet s'est élaborée au cours de deux rencontres,

la première s'étant tenue à Toulouse du 26 mars au 7 avril 1997 entre Joaquim Miranda, représentant de la CGT, Mohamed Bahrour, membre de l'association Ayda Toulouse et correspondant de l'UW-UGTA Tiaret, et Guy Scerri et Jean-Claude Louis, président et vice-président de l'AEFTI 31. Le déplacement d'un délégué d'Ayda (en l'occurrence Georges Rivière) à Alger et Tiaret au nom du partenaire français de l'UW-UGTA Tiaret (l'UD-CGT 31) s'est déroulé du 26 avril au 3 mai et a permis de recenser les besoins précis des syndicalistes algériens ainsi que de mettre en évidence " les sollicitations financières nécessaires à la réalisation de ce programme⁶⁹ ". Cette rencontre a eu lieu en présence de responsables syndicaux représentant des secteurs de la métallurgie, du BTP et de l'éducation.

Cette démarche s'inscrit dans le défi auquel doit répondre cette organisation syndicale, confrontée à l'ouverture à l'économie de marché que met en place l'Algérie. Après la fin du parti unique et la libéralisation économique encadrée par le FMI, les repères ont éclaté. Cette entrée brutale sur le marché mondial et la concurrence ont entraîné un bouleversement profond des référents et des habitudes de comportements. L'ex-syndicat unique doit faire face à un triple challenge " le premier est celui de la crédibilité... le deuxième qui en découle est celui du renouvellement de ses cadres... [et] le troisième est sa capacité technique à répondre à des problèmes inédits en Algérie.⁷⁰ " De plus l'Union de la Wilaya de Tiaret, avec à sa tête une équipe renouvelée, doit travailler dans un contexte difficile. Ses ressources financières ont été limitées pour une grande part à ses adhésions, qui elles-mêmes ont chuté énormément. Elle a du faire face durant ces années (1991-1997) à la pression des groupes islamistes armés (" quelques 800 personnes ont été assassinées dans la Wilaya dont neuf syndicalistes⁷¹ ") et aux difficultés économiques grandissantes (34% de chômeurs dans la Wilaya). Elle a su cependant maintenir une activité syndicale et un réseau de relations avec les associations de Tiaret (Femmes - Chômeurs - Culture - Ecologie) la faisant apparaître comme un pôle de résistance. Les quelques 15 000 adhérents de l'UW-UGTA Tiaret sont ainsi confrontés à un manque de formation pour faire face à ces changements et leurs conséquences à court et moyen terme.

Le contingent de ces modules a été constitué par les militants syndicalistes algériens et transmis par le représentant d'Ayda à l'AEFTI 31. Ce projet s'étalait sur une durée de quatre ans et concernait trois cent vingt personnes. La formation durait 1 mois par trimestre et permettait de prendre en charge vingt personnes pour chaque session. Réalisée à Toulouse et encadrée par l'AEFTI, elle est assurée financièrement par la CGT de Haute-Garonne.

Composée d'un module général et de modules plus spécifiques, cette session a balayé des sujets élargis. Ainsi le module principal est composé de six thèmes généraux :

- Capital, travail et plus-values
 - Privatisations et holdings
 - L'organisation syndicale dans l'économie de marché
 - Le pluralisme syndical
 - Les restructurations industrielles, la compétitivité et la protection sociale
- Des petits groupes de travail ont été constitués en fonction de l'origine professionnelle des algériens en formation présents lors de chaque session :
- Coopératives / Micro-entreprises
 - La protection des salaires
 - Le paritarisme, participation syndicale aux caisses de répartition
 - Hygiène et sécurité (médecine du travail...)
 - L'éducation et la formation continue
 - Aperçu sur le système bancaire et les crédits
 - Les moyens et les méthodes de communication

Ayda a joué le rôle d'interface lors de ce projet et n'a pas été partie prenante de la formation. Dans une optique différente du programme décrit précédemment, cette action a engendré la création et le renforcement des liens entre Toulouse et Tiaret. L'association Ayda est ainsi apparue comme un intermédiaire pouvant assurer des relations privilégiées de part l'investissement militant de ses adhérents en Algérie et des réseaux dans lesquels ils étaient investis. Ces actions de formations ont été aussi proposées à la CFDT de Midi-Pyrénées et aux syndicats Sud. La CFDT s'est déplacée à Tiaret afin de mettre en place un projet de formation spécifiquement réservé aux femmes syndicalistes mais Ayda n'a été à cette occasion que le contact entre Toulouse et Tiaret et n'a pas impulsé ces formations de la même manière.

3) Le Forum des Artistes et Intellectuels Algériens

Le FAIS (Forum des Artistes et Intellectuels Algériens) prévu initialement à Toulouse, s'est déroulé à Paris les 23 et 24 septembre 1995, au théâtre de la Villette. Cette rencontre dont Ayda fut partie prenante et coorganisatrice avait pour objet de rassembler des individus venant d'horizons différents, mais attachés à un idéal commun la démocratie. Elle a été l'occasion de réunir de très nombreux Algériens exilés ou non de plusieurs pays d'Europe et d'Algérie. L'idée de départ était de rassembler une assemblée importante afin de pouvoir confronter les points de vue différents et de " favoriser une réflexion et une action unitaire [et] d'appeler à l'union de toutes les forces

opposées à la dictature intégristo-fasciste à l'intérieur comme à l'extérieur [de l'Algérie]⁷² ".

L'organisation de ce forum a été prise en charge par un comité parisien aidé par le MRAP et " cofinancé par Ayda⁷³ ". Tout au long de la préparation de cette manifestation, le FA " IS a souhaité émettre des textes d'orientation afin de travailler dans " la clarté dès le début ". Cependant, la position élaborée au cours de ces réunions de préparations et soumise à l'assemblée réunie les 24 et 25 septembre occulte une partie du courant démocrate algérien - celui qui a signé les accords de Rome-. Le rejet des ces accords est clairement énoncé dans ce texte préliminaire : " [Les Accords de Rome] constituent à nos yeux une plate-forme d'abdication et non de dialogue, une plate-forme de compromission devant la terreur de l'intégrisme, lequel ignore ce qu'est un compromis ".

Cette ligne de conduite a entraîné un choix sélectif dans les participants. Outre les invitations individuelles lancées aux exilés algériens en Europe, le FAIS a souhaité donner une tribune à de nombreuses associations algériennes se battant pour la démocratie. Quelques six partis politiques furent invités, représentant l'opposition démocratique : le MPR Mouvement Pour la République, le RCD Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, l'ANR Alliance Nationale Républicaine, Ettahadi, le PADS Parti Algérien pour la démocratie et le socialisme et le PRA Parti Républicain Algérien. Ces partis politiques ont envoyé un de leurs représentants. On note leur opposition résolue aux accords de Rome. L'UGTA l'Union Générale des Travailleurs Algériens s'est jointe au forum en compagnie de ces organisations politiques. La société civile algérienne était représentée par de nombreuses associations de jeunes (à l'image de RAJ Rassemblement Action Jeunesse) ou d'organisations luttant pour le droit des femmes (FAUED, AFEPEC par exemple). Ce panel diversifié a permis d'apporter une diversité dans la vision de la lutte pour la démocratie en Algérie. La presse algérienne a été sollicitée par l'intermédiaire des quotidiens El Watan et Le Matin.

Les organisations de solidarité avec les exilés algériens en France ont participé à ce projet en servant de relais auprès des exilés eux-mêmes. En effet elles ont permis à nombre d'entre eux de participer à ce forum et d'assurer la logistique financière. Plusieurs parmi elles sont implantées en Ile de France (neuf sur vingt) et elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire. Des réseaux de portée nationale comme le GISTI (Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés) ou bien encore du MRAP (coorganisateur), la Cimade ou bien encore Citoyens Solidaires. Les partis politiques de sensibilité de gauche ont été invités afin de leur permettre d'entrevoir une vision beaucoup moins conventionnelle de la question algérienne. Ainsi ont été conviés le Parti Socialiste, les Verts et le Parti Communiste. Les grandes centrales syndicales telles que la CGT, la CFDT, le SNJ ou encore la FSU participèrent à ce forum afin d'apporter leur expérience et leurs aides notamment sur la question épineuse de l'emploi pour les exilés.

A titre d'observateur, le FAIS a souhaité la présence du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de l'Office français pour la Protection des Réfugiés et Apatrides, ou encore de l'association France Terre d'Asile et de SOS Racisme. La couverture médiatique a été assurée par le Figaro et la journaliste Marie-Ange Poyet, le Nouvel Observateur (Mme Chemla) ou bien encore l'Humanité et le mensuel " Regards ".

Les travaux se sont déroulés sur deux jours et ont adopté une organisation simple. Chaque séminaire était régulé par un bureau constitué d'un modérateur et de trois personnes chargées du secrétariat (dont un rapporteur) par journée. Il était chargé du rôle de porte-parole officiel de la rencontre.

Cent-cinquante participants se sont ainsi retrouvés durant ces deux jours et ces intellectuels, militants algériens exilés ou non, personnalités et associations engagées au côté de l'Algérie démocratique ont fait converger leurs travaux vers des positions et des actions communes. C'est ainsi qu'ils ont lancé un appel à la solidarité avec le peuple algérien et la lutte qu'il mène pour l'instauration de la démocratie. Intitulé " Appel à l'opinion internationale, pour une Algérie républicaine et démocratique " cet appel-pétition exprime la position du FAIS de rejet de l'intégrisme islamiste et de toutes les alliances conclues avec lui (les accords de Rome) et prône un soutien sans faille au peuple algérien qui refuse de voir son pays régi par la loi divine (la Shaaria). Cette conclusion de deux jours de travaux s'est élaborée autour de cet appel diffusé à l'échelle mondiale.

L'organisation d'une telle manifestation a sollicité de lourds engagements financiers et a nécessité la mobilisation de personnalités de soutien. Il en est ainsi de plusieurs représentants du monde culturel tel que Costa Gavras, André Glucksmann, Mohamed Hondo ou bien Gilles Perrault. Plusieurs hommes et femmes politiques ont été sollicités par le FAIS afin de pouvoir donner à cet appel une résonance beaucoup plus élargie au niveau national et international. Danielle Bidard, Alain Minkowski ou encore Georges Sarre ont accepté de soutenir cette initiative. Il en a été de même de la sénatrice de Haute-Garonne Maryse Bergé-Lavigne qui a posé son nom au bas de cet appel. Elle a participé sur le plan financier en contribuant à la diffusion de la pétition et permis la circulation de l'information au sein de la collectivité parlementaire. Ayda a envoyé quelques représentants de l'association parmi les exilés algériens. Ils ont participé aux débats de ce Forum et on trouve dans le cahier de Compte-rendu des Assemblées Générales des militants le fait qu'ils ont pu présenter le journal Asma à l'assistance.

Ce Forum des Artistes et Intellectuels Algériens a permis à de nombreux exilés de pouvoir établir des propositions communes au-delà de leur

différence, de montrer une vision d'une Algérie ouverte et résistante à l'intégrisme et plus simplement encore d'avoir la possibilité de rompre l'isolement dans lequel ils étaient. Cette manifestation dans laquelle Ayda s'est investie n'a pourtant pas débouché sur des initiatives plus poussées de rencontres à long terme.

4) La caravane des associations

Cette " caravane " d'associations démocratiques algériennes a pris naissance de manière originale lors d'un déplacement à Alger de la part de Georges Rivière et Hassina Hamaili . En décembre 1997, les membres d'Ayda assistent à une réunion à la maison de la presse " Tahar Djaout " et sont porteurs de trois projets distincts afin de proposer de tenter d'élaborer des ponts solides entre les deux rives de la Méditerranée. L'un d'entre eux était la venue du groupe ZEBDA lors de la semaine du 8 mars 1998 à Alger afin d'organiser des concerts en solidarité avec la lutte des femmes algériennes et d'établir ainsi un lien artistique et festif entre la France et l'Algérie. Un second projet se proposait d'établir un lien avec une bibliothèque de Villefranche de Rouergue en Aveyron et une association algérienne. Ces différentes organisations adoptèrent avec plaisir le principe de ces rencontres, mais à l'initiative d'un représentant de l'association " Tharwa n'Fadhma n'Soumer " l'idée d'une caravane d'associations démocratiques algériennes se déplaçant dans plusieurs villes de France est apparue primordiale. En effet, elle matérialisait ainsi le désir profond de faire connaître un visage différent de l'Algérie et de permettre d'établir des contacts plus humains et plus approfondis avant de se lancer dans la réalisation d'un projet.

C'est ainsi que petit à petit va se mettre en place cette idée.

L'association Ayda a apposé son accord de principe pour la bonne marche du projet mais très peu de militants s'y investirent. On retrouve bien évidemment Georges Rivière et Hassina Hamaili, ainsi que Paul Chiésa et quelques autres. L'organisation d'un tel projet impliquait de lourds investissements tant du côté français que du côté algérien. Les contacts en France furent établis par l'intermédiaire de POUR ! afin de proposer ce projet aux associations de solidarité avec les exilés algériens qui pouvaient en assurer la gestion. Le choix des 14 villes s'est fait en fonction du timing, mais aussi dans un souci géographique de ne pas laisser de régions sans manifestations.

Il y eut ainsi des regroupements régionaux tels que Lyon et St Etienne par exemple, qui sont aisément compréhensibles. Au final, la caravane s'est étalée sur un mois, a parcouru 14 villes et a proposé plusieurs activités en établissant un maillage important du territoire. La carte ci-dessous détaille le parcours de la caravane.

Ce projet s'est développé grâce à l'implication importante de plusieurs associations voyant là l'intérêt majeur d'une telle réalisation. C'est autour des rencontres nationales de POUR ! à Paris que la possibilité d'un tel Tour de France a pu voir le jour. Dans chaque région s'est établie une association et une personne relais pour optimiser cette coordination. La centralisation s'est effectuée à Toulouse par l'association Ayda (Georges et Hassina) qui a ouvert une ligne téléphonique et une ligne de télécopie spécifique pour ce projet et organisé une permanence 2 jours par semaine, durant toute la période.

Du côté algérien, la centralisation s'est effectuée grâce à l'association Tharwa n'Fadhma n'Soumer qui a proposé ce projet à de nombreuses associations travaillant sur le terrain. Plusieurs critères ont permis de faire un choix devant les multiples demandes qui leur sont parvenues. On les retrouve de manière très détaillée dans la plaquette de présentation effectuée à l'occasion. Ainsi on apprend que les associations ne devaient pas " être l'expression d'une pensée confessionnelle ", ni " l'expression des points de vue d'un parti politique ". Le caractère non gouvernemental est apparu comme indispensable.

Enfin ces associations devaient être porteuses " au travers de leurs actions, d'une Algérie démocratique, ouverte au monde et être l'expression de la diversité, de la création, de l'égalité des droits et de la justice sociale ". Le choix géographique s'est établi dans un souci de représenter la plus grande diversité possible à travers le pays et le maillage régional est assez important du fait des difficultés que les associations ont rencontrées. On retrouve ainsi des villes comme Alger (la capitale incontournable) ou encore Bejaïa, Tizi-Ouzou, Oran, Blida, Tiaret ou Beni-Abbes. Cependant l'organisation d'une telle entreprise a engagé des frais importants.

La question du financement est apparue tout de suite comme une possible entrave à la réalisation de la caravane. Plusieurs subventions ont été demandées, chaque association d'accueil a participé au financement et des soirées de soutien ont été organisées pour obtenir des fonds. Le budget total s'est élevé à 194 900 francs. Plusieurs subventions ont permis un apport d'argent conséquent :

- le ministère des affaires étrangères a donné 60 000 F
- le centre culturel français a donné 30 000 F
- le Conseil Général de Haute-Garonne a donné 40 000 F
- le Conseil Régional de Midi-Pyrénées a donné 30 000 F

Les associations d'accueil ont eu à leur charge certains frais de repas, de bureau et de l'organisation dans leur ville des manifestations. Les associations algériennes ont participé à hauteur de 10 000 francs pour payer les billets. Mais des manifestations de soutien ont été organisées afin de récolter des fonds. Ayda en relation étroite avec le collectif lotois de soutien au peuple algérien a coorganisé une soirée pour l'Algérie. Dans le cadre du Festival de la Chaïnon manquant le 28 mars 1998, plusieurs manifestations ont eu lieu à Cahors. De 18 heures à 20 heures de nombreuses organisations (Les

Verts, la Confédération paysanne, la CGT, la LCR, le MJC, Ras l'front, Tactcollectif) ont débattu autour du thème de l'Algérie et de la situation actuelle avec plusieurs réfugié(e)s. La soirée s'est poursuivie par un concert d'un groupe local Clotaire K le Posse et du groupe toulousain Motivés avec Zebda. Cette initiative a permis de récolter plus de 90 000 francs, dont 10 000 sont revenus aux groupes musicaux pour assurer leur défraiement, 30 000 au collectif lotois afin qu'il puisse organiser la venue de la caravane à Cahors et les 50 000 restants à l'association Ayda pour le projet caravane. Cette soirée a été l'occasion de présenter le projet à la presse par les organisateurs français et algériens qui avaient fait le déplacement d'Alger. En Algérie aussi l'association Tharwa n'Fadhma n'Soumer a organisé des soirées culturelles afin d'assurer une aide financière à certaines associations privées de gros moyens de financement. Un concert du groupe Idheflawen et la représentation de la pièce de théâtre le Butin d'Amida Ait el Hadj dans la semaine du 11 au 15 mai 1998 a permis de recueillir des fonds, reversés au projet.

Cette caravane d'associations démocratiques algériennes a été sous-titrée " **caravane de l'espoir** " afin d'être le point de départ d'une solidarité nouvelle. La phrase de Kateb Yacine inscrite en préface du dossier de présentation résume l'esprit de cette initiative : " *Il faut que notre sang s'allume et que nous prenions feu pour que s'émeuvent les spectateurs et pour que le monde ouvre enfin les yeux non pas sur les dépouilles mais sur les plaies des survivants.* " C'est ainsi qu'au-delà de la seule représentation d'une Algérie meurtrie en proie à la violence que laissent transparaître les grands quotidiens français, cette caravane a permis de porter une image originale de la société civile algérienne et de l'action créatrice de ces associations dans de multiples domaines. Elle a permis d'offrir une précieuse tribune à cette vie sociale algérienne en pleine effervescence. Ce projet n'est pas réducteur et fait fonction d'interface entre le mouvement associatif français et le mouvement associatif algérien. Il est porteur d'un premier maillon permettant d'établir des passerelles transmédiaitiques, d'être " l'outil d'une dynamique génératrice d'initiatives et de travail en commun qui concerne chaque association d'Algérie et de France74 ". Cette initiative fut l'une des plus grosse réalisation d'Ayda. Elle a permis de présenter les potentialités de la société algérienne, dans l'espoir de faire transparaître les idées de tolérance et de progrès à l'encontre de la communauté algérienne en France. Répondant aux besoins d'une nécessité de diffusion d'associations algériennes, cette initiative est devenue " *la propriété de tous ceux qui s'en sont saisis75* ".

L'organisation matérielle de cette caravane a nécessité plusieurs mois de travail. Elle a entraîné la monopolisation d'un autocar durant toute la période et la mobilisation de plusieurs dizaines de personnes en France et en Algérie. Plusieurs aller-retour ont dû être effectués entre Toulouse et Alger afin de finaliser le projet. La couverture médiatique de la caravane a été effectuée tant en Algérie qu'en France de manière plurielle. La presse algérienne a été partenaire de ce projet grâce à l'investissement du quotidien " La nouvelle République ", de " Quotidien d'Oran " et du journal " El Watan ". Les journaux " Le Matin ", " Liberté " et " Le Jeune Indépendant " assurèrent aussi la couverture de l'événement.

Ils ont publié plusieurs articles de présentation du projet76 et ont suivi pendant tout le mois d'octobre le périple à travers la France. Du côté français, la Dépêche du Midi a suivi très attentivement cette aventure en y consacrant plusieurs articles, notamment lors de la soirée à Cahors et pour la remise des chèques de soutien à Ayda. Elle a ensuite réalisé plusieurs reportages lors de la venue de la caravane à Toulouse et dans la région en octobre 1998. L'organe de presse Témoignage chrétien s'est investi énormément dans la réalisation de ce projet et a délégué un de ses journalistes afin de suivre la caravane au cours de son périple. Il a ainsi consacré une pleine page lors de son édition du 23 avril 1998 avec pour titre " une caravane entre Alger et Toulouse ", " tous les jours, loin des caméras et des discours, des militants de l'ombre se battent pour faire avancer la démocratie en Algérie. " Cette phrase a été reprise dans certaines plaquettes de présentation de la caravane et notamment dans celle de Limoges. L' A.F.P. a aussi participé à ce projet en réalisant plusieurs interview de militants algériens et français et en diffusant l'information.

La caravane proprement dite était constituée de quarante et une personnes aux quelles venaient s'ajouter deux membres d'Ayda. Elle était composée de douze associations, trois journalistes, de cinéastes, d'une troupe de théâtre, d'un groupe de musique et d'un conférencier. Ces associations peuvent être présentées en adoptant une approche thématique. Mais il est souhaitable de débiter cet exposé rapide par l'association organisatrice algérienne Tharwa n'Fadhma n'Soumer.

Fadhma n'Soumer (Exposition d'Ayda) photo personnelle
En arabe cela signifie " les héritiers de Fadhma n'Soumer ". Cette organisation a été créée en 1997 par des femmes appartenant à l'opposition démocratique et militant pour l'abrogation du Code de la Famille et l'égalité des droits. Son originalité provient de la mixité dans son recrutement qui en fait la seule en Algérie à accepter les représentants de la gent masculine dans ses rangs. Le nom fait référence à Fahma n'Soumer, une femme qui prend une place importante dans l'imaginaire algérien. Elle conduisit en 1857 un soulèvement de plus de 7 000 hommes contre l'occupant français et le général Rodon. Elle est devenue le symbole de la lutte des femmes algériennes réussissant à briser les tabous du XIXème siècle.

La lutte des femmes était représentée par l'association Tharwa n'Fadhma n'Soumer qui proposait un historique et une réflexion sur le mouvement

associatif féminin et une exposition de dessins d'enfants. Elle était secondée par l'A.E.F. Association pour l'Emancipation de la Femme (militant pour l'abrogation du code de la famille, de portée nationale) qui présentait une conférence sur "femmes et loi". Le thème de l'éducation était représenté par deux associations ; l'une était de Tizi-Ouzou Association Stambouli. Cette fédération de parents d'élèves a fait un état des lieux de l'école algérienne. La deuxième, Le Petit Lecteur d'Oran, œuvre pour la promotion de la lecture pour enfants et présentait un état des lieux dans son domaine et menait une réflexion sur le goût de la lecture chez l'enfant. La fondation Belkenchir (du nom du pédiatre assassiné par les islamistes en 1993) travaille sur la protection des droits de l'enfance à partir de la déclaration universelle, et a, pendant la caravane, présenté la situation algérienne sur les droits de l'enfant. Elle est basée à Alger. L'association Djazaïrouna (notre Algérie en arabe) représentait le thème des victimes du terrorisme. Sa zone d'intervention est basée dans la Mitidja et a expliqué tout au long de la caravane le travail de terrain qu'elle effectuait auprès des familles victimes du terrorisme. L'association des femmes médecins d'Oran a apporté le témoignage du travail qu'elle effectuait auprès des sidéens et a proposé un témoignage vidéo sur un malade atteint du Sida, victime de la double peine et qui été expulsé par les autorités françaises. La jeunesse algérienne était représentée par l'association Etre d'Alger, composée de jeunes qui ont présenté une exposition sur la situation des jeunes en Algérie. La Fondation Asselah (directeur de l'ESBA assassiné avec son fils en mars 1994 par les islamistes) par l'intermédiaire de la venue des étudiants de l'Ecole Supérieure des Beaux Arts d'Alger (ESBA) a permis de présenter une exposition de photo sur le travail de cette école. Abdenour Abdessellem a, quant à lui, présenté une conférence sur la culture berbère en exposant un rapide rappel historique et décrivant les enjeux actuels et les perspectives à envisager dans la reconnaissance de la culture amazigh. L'association Nationale pour la Défense et la promotion de l'Emploi basée à Alger a réalisé une exposition de ses activités depuis sa création. Le thème de l'environnement était développé par deux organisations, l'une basée dans la wilaya de Tiaret, "Espoir vivant" s'occupant de la protection de l'environnement et développant des thèmes sur l'écologie et l'autre "association pour la survie dans le désert" venant de Béni-Abbes, présentant au sein de la caravane la structuration d'un oasis et le travail effectué autour. La presse algérienne était présente par l'intermédiaire de trois journalistes dont un responsable de la Fédération Internationale des Journalistes, Lazhari Labter. Il était accompagné de Djamila Kourta, journaliste à El Watan et d'Hakima Chekir travaillant à La Nouvelle République. Ils ont pu ainsi présenter tout au long de la caravane, une situation de la presse algérienne et leur combat pour la liberté de la presse.

Cette caravane était aussi constituée d'une partie culturelle représentée par trois courts métrages de Houria Saihi sur la résistance des femmes algériennes : " Femmes violées ", " Algérie en femmes ", et " Amel, ou refus du silence ". Elle était complétée par un long métrage de Amrouche Mehmel " Mariage par annonce ". Le Collectif culturel Création et progrès de Béjaïa avait effectué le déplacement avec une pièce de théâtre " Coulistes " jouée par deux acteurs et mettant en scène un comédien et son double réfléchissant sur leur rôle dans la société. Une projection de diapositives a été organisée (" Soleil levant de Tamanrasset) retraçant la vie des Touaregs. Un spectacle musical (groupe de quatre musiciens) par la troupe Tindy présentait une culture plutôt méconnue de la musique algérienne : la musique touareg. Chaque ville a reçu la caravane sur deux jours et a organisé à sa guise les différentes manifestations prévues par les participants. De par la palette des activités proposées, plusieurs ont eu lieu en parallèle. La caravane a été reçue par les autorités locales et les institutions territoriales lorsque ces dernières étaient partenaires. C'est ainsi le cas du Conseil Général de Haute-Garonne qui a organisé une réception le premier octobre 1998 à l'arrivée des membres de la caravane. A Toulouse par exemple, outre la partie privée de contacts directs entre les associations, un programme de présentation au public de la caravane avait été réalisé sur trois jours. Le premier soir a été consacré au thème de l'identité amazigh avec la projection du film " La montagne de Baya " de Azzedine Meddour au cinéma le Cratère suivi d'un débat animé par Abdenour Abdesellam, membre de la caravane, et d'un militant de l'association toulousaine SIFAW. Le combat des femmes algériennes pour la démocratie et leur lutte contre l'intégrisme a été l'objet d'une soirée organisée à la Fédération des Œuvres Laïques, autour de la cinéaste Houria Saihi et de ses trois films documentaires. Enfin, afin d'assurer le côté festif de l'aventure, à l'initiative du Tactcollectif et du groupe Zebda, l'ensemble de la caravane a été invitée lors d'une soirée Salsa avec un groupe cubain au Bikini, salle de spectacle toulousaine, le vendredi 30 octobre.

Le chemin du retour vers Alger a été engagé le 2 novembre 1998 après un mois de périple à travers la France, de très nombreux contacts établis et la possibilité de voir de nombreux projets se réaliser. Le bilan financier de cette caravane s'est avéré être en équilibre au niveau du budget central. Cependant cette caravane a cristallisé au sein d'Ayda plusieurs positions opposées sur la manière de poursuivre la solidarité avec l'Algérie et a été le déclencheur de plusieurs départs dont celui des initiateurs du projet, Georges Rivière et Hassina Hamaili.

Cette aventure extraordinaire, réalisée sur un mois, a permis de faire découvrir un autre visage de l'Algérie et d'initier de nombreux projets afin de renforcer toujours plus les liens entre ces deux pays. Encore aujourd'hui de

nombreuses initiatives voient le jour à l'image du partenariat entre l'association toulousaine ARCAM et le Petit Lecteur d'Oran dans le cadre du salon du livre d'Oran.

L'association Ayda a assuré un soutien capital aux exilés algériens et à leur famille en s'investissant sur plusieurs plans et en ne privilégiant pas le côté humanitaire ou le côté politique. Elle a mené de front ces deux activités en essayant ainsi d'apporter une aide matérielle indispensable et en offrant la possibilité aux réfugiés de continuer leur combat pour la démocratie à travers ces multiples manifestations. Le journal Asma illustre cette tribune qu'a essayé de développer Ayda. L'association a entrepris à travers plusieurs de ses activités de créer des passerelles entre les deux rives de la Méditerranée (dont la caravane en est l'expression concrète) et a ouvert des perspectives de rapprochement et de compréhension entre deux cultures qui ont tendance à s'ignorer, voire à s'exclure.

Conclusion

Cette association, née dans l'urgence en 1994, a su, malgré toutes les crises qu'elle a traversées, maintenir son action et son identité. Créée en raison du besoin de réagir, de ne pas rester passif face aux massacres perpétrés de l'autre côté de la Méditerranée, Ayda a, dès le départ, mis en avant son indépendance vis à vis des partis politiques et organisations françaises et algériennes. Venus d'horizons politiques et culturels différents, ses membres ont peu-être permis d'affirmer plus facilement cette diversité. Par son travail et ses multiples activités, Ayda a très rapidement conquis une place essentielle dans le milieu associatif toulousain et dans celui du grand Sud. Ce foisonnement d'actions, l'a conduite à sensibiliser l'opinion publique sur le drame algérien et sur l'accueil des réfugiés à Toulouse. Cette activité essentielle de soutien matériel et moral aux exilés et à leurs familles a constitué l'un des axes le plus important de son développement. Elle a su susciter des élans de générosité remarquables et de toutes natures. Le donneur anonyme lors d'un meeting, le récital du pianiste Hakim Bentchouala-Golobitch, l'investissement du groupe Zebda ou bien encore les recettes d'Utopia, sont autant de gestes de fraternité qui ont permis à l'association de continuer son aventure pour soutenir les démocrates algériens et au-delà, la prise de conscience que la démocratie peut-être partout en danger.

Ayda a impulsé plusieurs expériences de rapprochement de ce mouvement associatif au niveau régional et au niveau national avec la coordination Grand Sud et le regroupement autour de la revue POUR !. Ces initiatives plus au moins réussies ont permis de porter plus haut et plus loin la voix de ces exilés en organisant des projets de portée plus élargie.

Mais toutes les activités, les conférences et les débats que les militants ont initiés, au cours de ces six ans, apparaissent comme une aventure humaine. Ces hommes et ces femmes qui se sont engagés dans ce combat pour la démocratie en Algérie et l'amitié franco algérienne, ont soulevé de très nombreux élans de générosité, en dépit de tous les obstacles qui se sont trouvés sur leur route. Malgré les crises internes et le départ de plusieurs de ses membres, Ayda est apparue comme un passage important dans l'engagement de ces individus. Attachés pour des raisons diverses à l'Algérie et aux Algériens, ces hommes et ces femmes ont poursuivi leur besoin d'action dans des associations qu'ils ont créées. Il en est ainsi de Zaida Radja Mathieu et de son association COMMED qui travaille avec l'immigration algérienne ; de Zoubir Naït-Hamouda et de l'association Atlas qu'il a créée en 1996 ; mais aussi de Georges Rivière qui a perpétué son engagement vers l'Algérie en créant l'association ARCAM. La poursuite de leurs actions dans des structures tournées vers l'Algérie montre l'attraction qu'exerce ce pays et ces habitants sur ces militants. La venue de ces démocrates algériens à Toulouse dans l'urgence et le dénuement, le soutien qu'ils ont reçu, ont créé des liens émotionnels d'une grande intensité qui restent gravés dans les mémoires.

L'évolution politique de la situation algérienne depuis près d'un an a eu pour conséquence de restreindre fortement les arrivées de réfugiés. La raison d'être d'Ayda - l'accueil des exilés - s'est peu à peu affaiblie. Cependant, l'association continue de porter assistance aux réfugiés qui sont à Toulouse et qui nécessitent encore son aide. L'intensité de ce vécu, les émotions partagées et les actions au quotidien ont obligé les membres actuels d'Ayda, sous peine de reniement, à rebondir et à réfléchir pour assumer cet héritage. Ils tracent actuellement de nouvelles perspectives de travail et infléchissent leurs actions afin de toujours défendre les démocrates en Algérie. L'association envisage d'organiser une semaine d'information sur l'Algérie chaque année. Ce serait l'occasion d'inviter les représentants de cette mouvance et de leur donner la possibilité de s'exprimer et de débattre. Ces manifestations se dérouleraient sur Toulouse et sa région et permettraient de poursuivre et d'amplifier la lente marche vers une meilleure information sur l'évolution de ce pays si proche. Ayda consacrerait son énergie tout au long de l'année à la préparation de cette semaine algérienne.

Ainsi l'aventure humaine qui a débuté un jour d'avril 1994, pour qu'un voile noir ne recouvre pas la démocratie, continuera, afin que la fraternité soit vécue et partagée entre les deux peuples.

BIBLIOGRAPHIE COMMENTEE

Ouvrages généraux

*Encyclopédie Universalis, CDROM, Editions Universalis, Paris, 1996.

*Encyclopédie Encarta, CDROM, Edition Microsoft, 1998.

*Atlas Encarta, CDROM, Edition Microsoft, 1998.

*MOURRE Michel, Dictionnaire encyclopédique d'histoire, 4 tomes, Larousse-Bordas, 2ème édition, Paris, 1996.

Ouvrages relatifs aux associations

* DEBBASCH Charles et BOURDON Jacques, Les associations, Que sais-je ? n° 2209, PUF, Paris, 1985.

Livre faisant office de précis qui apporte une vue d'ensemble sur l'évolution de l'histoire du mouvement associatif en France depuis l'Ancien Régime jusque dans les années 70.

*ION Jacques, La fin des militants ?, Coll. "Enjeux de société", Les Editions de L'Atelier - Editions ouvrières, Paris, 1997.

Analyse de l'évolution du concept d'engagement et de sa place dans la société pour les individus. Il retrace l'évolution de la notion de militant et le caractère nouveau que celui-ci a adopté depuis ces dernières années.

*LARTIGUE Miren, Créer et gérer une association, Guides J, Editions Jeunes BP Partners, Levallois Peret, 1997.

Très clair, s'adressant aux jeunes désirant créer leur propre association apporte un éclairage net sur les différents statuts et prérogatives de ces organisations.

*PASSARIS Solange et RAFFI Guy, Les associations, Coll. Repères, série "mouvements sociaux", La Découverte, Paris, 1984.

Présentation en une centaine de pages du mouvement associatif et de ses évolutions sociologiques jusque vers la fin des années 70.

*WIEVIORKA Michel (sous la direction de), Raison et conviction : l'engagement, Textuel, Paris, 1998.

Présentation et analyse de l'engagement par différents auteurs amenant un point de vue pluriel très intéressant.

Ouvrages autour de l'immigration

*DOMERGUE Lucienne, L'exil Républicain espagnol à Toulouse 1939-1999, Coll. Hespérides, Presse Universitaire du Mirail, Université Toulouse-le-Mirail, 1999.

Etude sur les républicains espagnols à Toulouse retraçant dans une première partie les manifestations d'aide en faveur des réfugiés dès 1939.

*LAZARE Lucien, Le livre des Justes : histoire du sauvetage des juifs par des non juifs en France 1940-1944, Coll. Pluriel, Hachette, Paris, 1996.

Présentation très minutieuse de ce mouvement de solidarité au cours de la seconde guerre mondiale en France.

*MILA Florence, Les Toulousains face à l'exode des Républicains espagnols (1939), mémoire de maîtrise sous la direction du Professeur Jean RIVES, Texte imprimé, Université Toulouse-le-Mirail, U.F.R. Histoire, Histoire de l'Art et Archéologie, septembre 1995.

*VAILLANT Emmanuel, L'immigration, Coll. Les essentiels, Milan, Paris, 1998.

Très succinct, mais présentation très intéressante du thème de l'immigration, en le replaçant dans une perspective historique et dans un contexte international et européen.

*ZYTNIKI Colette, Les juifs à Toulouse entre 1945 et 1970 : une communauté toujours recommencée, Coll. Tempus Diaspora, Presse Universitaire du Mirail, Université Toulouse-le-Mirail, 1998.

Introduction intéressante traitant de la période 1940-1945 et de l'organisation d'aide en faveur des juifs.

Ouvrages se rapportant à l'Algérie

*ADDI Lahouari, L'Algérie et la démocratie : pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine, Coll. Textes à l'appui / série histoire contemporaine, La découverte, Paris, 1995.

Approche sociologique et politique de la transition démocratique et de tous les obstacles accumulés depuis 1962. Etude originale très poussée et intéressante, présentant une réflexion sur la situation algérienne. Lahouari ADDI a été à l'origine de la conceptualisation de l'idée de "régression féconde" à propos de la situation algérienne. Il est proche des thèses du Front des Forces Socialistes et pense qu'un accord avec l'ex-FIS est une voie possible pour l'accession de l'Algérie à la démocratie.

*Amnesty International, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Human Rights Watch, Reporters Sans Frontières, Algérie, le livre noir, Coll. Cahiers libres, La Découverte, Paris, 1997.

Rapports de ces organisations non-gouvernementales sur la situation en Algérie datés de 1997 recueillis au sein de ce volume. Eclairage très documenté grâce à des études effectuées dans le cadre de missions.

*BAHROUR Mohamed, L'opinion publique française et la crise algérienne 1991-1995, de l'interruption du processus électoral à l'élection de Zéroual, mémoire de DEA préparé sous la direction de Professeur Jean-François Soulet et du Professeur Djamilia Amrane, texte imprimé, Université Toulouse-le-Mirail, UFR d'Histoire, art, archéologie, Septembre 1997.

Ce mémoire apporte un éclairage précieux sur la crise algérienne et l'émergence du mouvement de solidarité en France permettant de mieux comprendre cette période difficile et complexe. De plus il amène une vue d'ensemble sur ces associations d'aides aux réfugiés algériens (dont Ayda) que l'auteur connaît très bien.

*MALI Djallal, La nouvelle guerre d'Algérie : Dix clés pour comprendre, Coll. "sur le vif", La Découverte, Paris, 1999.

Essai d'analyse sur la situation algérienne, livre très intéressant de part sa bibliographie, la présentation de liens Internet et des organisations d'aides aux réfugiés en France.

*MARTINEZ Luiz, La guerre civile en Algérie, Coll. Recherches Internationales du CERI, Karthala, Paris, 1998.

Thèse présentant une vision originale et une analyse très poussée des partis en présence dans la guerre civile algérienne tant sur le plan économique que politique. Elle permet une meilleure compréhension de la montée de l'islamisme et des balbutiements de la démocratie dans ce pays tenu par l'armée.

*STORA Benjamin, Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance, Coll. Repères n° 140, La Découverte, Paris, 1995.

Excellente synthèse de l'histoire de l'Algérie depuis 1962.

*STORA Benjamin, Ils venaient d'Algérie : l'immigration algérienne en France 1912-1992, Coll. Enquêtes, Fayard, Paris, 1992.

Ouvrage très complet présentant l'implantation et l'évolution de la communauté algérienne en France.

*STORA Benjamin, La gangrène et l'oubli : la mémoire de la guerre d'Algérie, Coll. Essais, La Découverte et Syros, 2ème édition, Paris, 1998.

Analyse poussée qui ouvre une vision renouvelée des antagonismes de cette mémoire tant du côté français que du côté algérien.

*ZAOUI Mohamed, Algérie des voix dans la tourmente, Edition le Temps des Cerises, Pantin, 1998.

Ce livre est constitué de quarante témoignages d'artistes, écrivains, journalistes et hommes politiques algériens, recueillis par le journaliste Mohamed Zaoui entre 1991 et 1998. A travers la parole de ces Algérien(ne)s exilé(e)s ou non, Mohamed Zaoui propose un état des lieux de la société algérienne dans sa diversité. La préface du livre a été écrite par Abdelmadjid Kaouah, journaliste et poète réfugié à Toulouse. Ces témoignages émouvants permettent d'appréhender d'une manière originale la situation algérienne et ses conséquences.

Ouvrages autour de la Démocratie

*BALIBAR Etienne, Les frontières de la démocratie, Coll. Cahiers libres/Essais, La Découverte, Paris, 1992.

Recueil de textes parus dans les quotidiens ou extraits de conférence au cours des années 70 et 80 développant le point de vue (marxisant) d'Etienne Balibar sur la démocratie, la citoyenneté, l'immigration et la citoyenneté.

*DAVID Gérard, La Démocratie, mémoire et perspectives d'un projet politique, Coll. Sciences humaines, Editions du temps, Paris, 1998.

Historique clair de la démocratie comme fait et comme projet à travers les siècles depuis la Grèce antique.

*MERNISSI Fatima, La peur-modernité : conflit Islam Démocratie, Albin Michel, Paris, 1992.

Ouvrage développant le thème de la démocratie en Islam, autour, pour une grande part du combat des femmes.

*SALAME Ghassan (sous la direction de), Démocratie sans Démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique, Fayard, Paris, 1994.

Ouvrage collectif présentant des analyses du fait démocratique et de son projet dans les pays du Maghreb et dans les pays à dominante islamique.

Ouvrages de droit

*HAËM Rudolph d', L'entrée et le séjour des étrangers en France, Coll. Que sais-je ? n°3455, PUF, Paris, 1999.

Précis et d'une très grande clarté, cet ouvrage apporte une lisibilité intéressante sur les questions juridiques pour des non-spécialistes.

*TURPIN Dominique sous la dir. De, Immigrés et réfugiés dans les démocraties occidentales - défis et solutions-, Coll. Droit public positif, Presses Universitaires d'Aix-Marseille et Economica, Aix en Provence, Paris, 1989.

Actes du colloque "immigrés et réfugiés dans les démocraties occidentales - défis et solutions-" coorganisé à Montpellier les 27-28 et 29 avril 1987 par l'Institut français de droit humanitaire et des droits de l'Homme et le Centre de Recherches Internationales de Montpellier.

*Journal officiel de la République française, année 1969 22 mars, année 1986 8 mars, année 1994 20 décembre. Accords et avenants aux accords bilatéraux conclus entre la France et l'Algérie.

Roman et essai

*BEGAG Azouz, Le passeport, Coll. Roman, Editions du Seuil, Paris, janvier 2000.

Ce roman écrit par un sociologue retrace la vie à Alger d'un policier des forces spéciales de sécurité et propose une vision romancée de la situation dramatique de l'Algérie des années 90. C'est une approche différente mais qui permet d'appréhender les peurs et les tensions que peut connaître un homme dans son combat pour sauver sa vie.

*BOUDJEDRA Rachid, FIS de la Haine, Coll. Folio, Edition Denoël, (deuxième édition augmentée d'une postface de l'auteur), Paris, 1994.

Cet essai très partisan, démonte l'idéologie du FIS et la situation qui a conduit à cette émergence du parti religieux sur la scène politique algérienne. Rachid Boudjedra, écrivain algérien engagé dans le camp démocratique apporte ici sa vision de la crise que traverse son pays. Ce livre est intéressant dans la mesure où Ayda a invité cet auteur à Toulouse en mai 1995.

*MIMOUNI Rachid, De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier, coll. Pocket, Edition Belfond-Le pré aux clercs, Paris, 1992.

Rachid Mimouni, écrivain algérien mort en 1995, exprime à travers cet essai son rejet de l'islamisme et le cheminement intellectuel et politique qui, depuis l'indépendance, a permis à la société algérienne de laisser émerger un parti politique construit sur une imposture "qui discrédite la religion d'Allah". Ce livre, beaucoup moins vindicatif que celui de Rachid Boudjedra, apporte un regard lucide sur la réalité de ce FIS. A travers les thèmes abordés, il apporte

une lecture claire et très ordonnée des circonstances et conséquences de la montée du FIS en Algérie.

Ouvrages méthodologiques

*BLANCHET Alain et GOTMAN Anne, L'enquête et ses méthodes : l'entretien, Coll. Sociologie 128, Edition Nathan Université, Paris, 1992.

*KAUFMANN Jean-Claude, L'entretien compréhensif, Coll. Sociologie 128, Edition Nathan Université, Paris, 1996.

*SOULET Jean-François, L'histoire immédiate, Coll. Que-sais je ?, Presse Universitaire de France, Paris, 1994.

Sites Internet

*<http://www.multimania.com/troubles.htm>

Site de la Commission Socialiste de Solidarité Internationale basée à Genève : très intéressant de part la mise à jour très régulière des événements algériens et des aides et manifestations organisées en faveur des démocrates algériens et des associations de soutien sur le plan franco-suisse.

*<http://members.aol.com/asselah/asselah.htm>

Site de la fondation Rabah et Ahmed Asselah. Ce directeur de l'école des beaux-arts d'Oran et son fils ont été assassinés en mars 1994 ; combattants sans répit de la culture et de la démocratie, Ayda leur a rendu hommage dans le cadre d'une manifestation au théâtre Garonne.

*<http://www.multimania.com/revpour/home.shtml>

Site de la revue "POUR!" Actions et solidarité avec les démocrates algériens. Basée à Paris, cette revue apparaît comme un pôle de rassemblement pour plusieurs associations d'aides aux réfugiés. Mais on peut regretter que ce site ne soit pas mis à jour régulièrement.

*<http://www.ras.eu.org/maghreb-ddh/>

Site sur les droits de l'homme au Maghreb présentant la situation algérienne à travers le point de vue du terrorisme.

*<http://perso.club-internet.fr/zin/sommaire.htm>

Site personnel informant sur la situation en Algérie et l'avènement de la démocratie très régulièrement mis à jour.

*<http://www.latribune-online.com/laune.htm>

Site de la Tribune, quotidien algérien. La navigation au niveau des archives du quotidien est très commode. De plus on retrouve la totalité des articles de la publication archivée sur 3 mois en accès direct.

*<http://fothman.free.fr>

Site internet proposant les accords bilatéraux franco-arabes classés par matières et par pays offrant, par exemple en ce qui concerne l'Algérie, la possibilité de consulter les conventions bilatérales relatives à l'échange et la circulation des personnes entre les deux pays.

*<http://www.univ-tlse2.fr/grhi/cahier.html>

Site du Groupe de Recherche en Histoire Immédiate de l'Université Toulouse le Mirail présentant une communication sur l'Algérie de la part du professeur Jean-Charles Jauffret de l'université Paul Valéry Montpellier III. "La Vè République et la seconde guerre d'Algérie (1988-1997) pistes pour une recherche."

*<http://www.liberte-algerie.com/accueil.htm>

Site du quotidien algérien Liberté proche de la mouvance démocrate. Il permet un accès direct à ses archives sur 3 mois et le classement par sujet est très bien organisé.

Reuves on-line / courriers électroniques

*Revue Pour ! , la lettre quasi quotidienne de POUR ! envoyée par courrier électronique permet une information (peut-être légèrement subjective...) sur l'Algérie, la vie des démocrates en France et les initiatives politiques et culturelles. Adresse : Salimapour@aol.com

*Bulletin d'information sur l'Algérie de la Commission Socialiste de Solidarité Internationale, revue de presse des journaux algériens et des dépêches d'agences de presse, envoyée tous les deux jours. Adresse: Holenveg@vxt.ch

Certaines adresses ne sont plus valides à ce jour.

ANNEXES

Annexe 1 : les tracts

Archives Ayda 1994 à 1999.

Annexe 2 : les articles de presse

Issus de la Dépêche et de la Gazette d'Utopia (archives Ayda)

Annexe 3 : les photos

Tiaret

Local

Annexe 4 : la caravane de l'espoir

Annexe 5 : les lettres et témoignages

Annexe 6 : le contrat de Rome

Annexe 7 : chronologie de l'Algérie de 1962 à 1999

Annexe 1 : Les tracts

Archives Ayda 1994 à 1999.

Page I : Invitation à une séance d'information sur la situation en Algérie par le réseau Ayda Toulouse le 1er avril 1994.

Page II : Conférence de Khalida Messaoudi le 6 avril 1994 au Mirail.

Page III : Tract annonçant la création d'Ayda en avril 1994.

Page IV : Plate-forme d'Ayda avec la formule initiale.

Page V : Plate-forme d'Ayda avec la formule finale.

Page VI : Plate-forme d'Ayda. (verso)

Page VII : Tract Un visa, Une vie appelant à la manifestation de Nantes le 25 mars 1995.

Page VIII : Questions sur l'Algérie à celles et ceux qui sollicitent nos suffrages. (recto)

Page IX : Questions sur l'Algérie à celles et ceux qui sollicitent nos suffrages. (verso)

Page X : Tract invitant au récital de piano d'Hakim Bentchouala-Golobitch le 28 avril 1995. (recto)

Page XI : Demande d'adhésion à Ayda au verso du tract invitant au récital de piano.

Page XII : Tract invitant à la journée du 21 octobre 1995 coorganisée par Ayda et le Collectif pour la Paix Blagnac Ancely.

Page XIII : Programme de la journée pour l'Algérie du 25 novembre 1995 à Montauban.

Page XIV : Tract appelant à la réunion publique du 15 mars 1996 au forum des cordeliers.

Page XV : Tract annonçant la création de la coordination Grand Sud le 8 juin 1996.

Page XVI : Tract appelant à la manifestation du 17 octobre 1996.

Page XVII : Invitation à la réunion débat autour du thème "Guerre d'Algérie : la mémoire enfouie" le 5 décembre 1996.

Page XVIII : Couverture du recueil éditée par Ayda pour l'occasion.

Page XIX : Appel lancé à l'initiative d'Ayda et du Réseau de Soutien aux Femmes Algériennes intitulé "Entendre la voix ignorée des démocrates" (1997).

Page XX : Tract appelant à une manifestation aux flambeaux le 12 février 1997 devant la préfecture de Haute Garonne. (recto)

Page XXI : Tract appelant à une manifestation aux flambeaux le 12 février 1997 devant la préfecture de Haute Garonne. (verso)

Page XXII : Appel des organisateurs de la manifestation du 12 février 1997 intitulé "Entendre la voix des démocrates". (recto)

Page XXIII : Appel des organisateurs de la manifestation du 12 février 1997 intitulé "Entendre la voix des démocrates". (verso)

Page XXIV : Tract invitant à une rencontre débat sur la situation sociale et économique en Algérie le 13 février 1997.

Page XXV : Appel d'Ayda pour la démocratie en Algérie intitulé "Oui à la solidarité, non à la confusion 1997". (recto)

Page XXVI : Appel d'Ayda pour la démocratie en Algérie intitulé "Oui à la solidarité, non à la confusion 1997". (verso)

Page XXVII : Conférence débat le 16 mai 1997 avec Hakem Ramdane autour du thème islamisme et barbarie.

Page XXVIII : Tract appelant à une rencontre le 17 mai 1997 à l'occasion de la projection du film l'Algérie des femmes. (recto)

Page XXIX : Tract appelant à une rencontre le 17 mai 1997 à l'occasion de la projection du film l'Algérie des femmes. (verso)

Page XXX : Tract invitant à participer aux journées des 13/14/15 décembre 1997 "pour la démocratie en Algérie".

Page XXXI : Programme des journées des 13/14/15 décembre 1997 "pour la démocratie en Algérie".

Page XXXII : Tract appelant à la manifestation en hommage à Lounès Matoub.

Annexe 2

Les articles de presse

Issus de la Dépêche du Midi et de la Gazette d'Utopia (archives Ayda)

La Dépêche du Midi

Page I : Toulouse à nouveau capitale de l'exil daté du 3 ou du 4 mai 1995.

Page II : Algérie : les larmes amères des exilés (17/02/1996).

Page III : Hommage à la vie et au peuple algérien (29/01/1998).

Page IVa : Ayda l'amie algérienne (21/04/1994).

Page IVb : Dominique Baudis et le drame algérien (05/06/1997).

Page Va : A Toulouse, pour que vive l'Algérie (14/12/1997).

Page Vb : Algérie Toulouse l'union syndicale (22/06/1998).

Page VIa : Une délégation CFDT en Algérie (08/05/1998).

Page VIb : Algérie : démasquer et juger les assassins (13/10/1997).

Page VII : Un réseau d'amies. Assassinats en Algérie: Ayda condamne. (date inconnue)

Page VIII : Matoub, je jouerai jusqu'à ce que je ferme les yeux (03/07/1998).

La Gazette d'Utopia

Page IX : Bab El Oued City, séance du 1er février 1995.

Page X : Le locataire, séance du 9 février 1995.

Page XI : Publication de la lettre ouverte à l'élection présidentielle en avril 1995.

Page XII : L'odeur de la papaye verte séance du 18 mai 1995.

Page XIII : Hommage à Mohamed Amzert en juin 1995.

Page XIV : Bagdad Café, séance du 20 septembre 1995.

Page XV : L'âge des possibles, séance du 21 novembre 1995.

Page XVI : Le journal Asma, décembre 1995.

Page XVII : Douce France, séance du 28 mars 1996.

Page XVIII : Soirée au bénéfice d'Ayda le 18 décembre 1996.

NOTES

1) Mohamed Bahrour, L'opinion publique française et la crise algérienne 1991-1995, mémoire de DEA. préparé sous la direction de Jean-François

Soulet et Djamilia Amrane, Université Toulouse-le-Mirail, septembre 1997. p.15.

2) Document (Archives Ayda 1993)

3) C'est à l'occasion de l'affaire Dreyfus que s'affirme en France, à la fin du siècle dernier, la figure de l'intellectuel engagé appelé, par ses prises de position, à intervenir dans un espace où s'entrecroisent les questions sociales, culturelles et politiques. L'exemple le plus célèbre presque érigé en symbole de cet engagement est le " j'accuse " d'Emile Zola. Michel Winock dans son livre " Le siècle des intellectuels, Seuil, Paris, 1997 " met en lumière le rôle de ces intellectuels et leur engagement au service de multiples causes qui ont traversé le siècle. Il en est ainsi du temps de la Guerre d'Algérie avec le Manifeste des 121 (septembre 1960) qu'ont signé cent vingt et un artistes ou écrivains réclamant le droit à l'insoumission. Certains intellectuels tel Pierre Vidal-Naquet ont ainsi un engagement et des liens historiques avec l'Algérie au travers de leurs prises de positions passées.

4) Président du CISIA Languedoc-Roussillon en 1994.

5) Voir la brève biographie dans la deuxième partie I, 2, a.

6) Entretien avec Georges Rivière le 5 avril 2000.

7) Cf. la brève biographie dans la deuxième partie, (I, 2, a).

8) Entretien avec Geneviève Azam réalisé le 9 mai 2000.

9) Tract faisant état de la signature du CISIA (Archives Ayda 1994).

10) Entretien avec Geneviève Azam.

11) Entretien avec Geneviève Azam.

12) Le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes a été créé le 17 mars 1994 à Toulouse. Il a été abrité par le Groupe de Recherches sur le féminisme de l'université Toulouse - le - Mirail (le Groupe Simone). Dans leur tract de fondation de l'association y sont présentés les objectifs : " Aujourd'hui 17 mars 1994, date de l'infâme ultimatum imposé aux algériennes contre leurs libertés élémentaires, des femmes françaises et des femmes algériennes présentes en France, profondément indignées et atterrées par cette situation sans précédent, ont décidé de réagir en constituant le Réseau de Solidarité avec les Femmes Algériennes. Dans ce cadre, elles s'engagent à partager leurs combats quotidiens en alertant l'opinion publique française et internationale sur les horreurs qu'elles vivent, en multipliant les formes d'action de solidarité et de soutien. " (In Archives Ayda 1994).

13) Tract d'Ayda Paris appelant à ce rassemblement (Archives Ayda 1994).

14) In tract pour annoncer la conférence du 06/04/1994 (Archives Ayda 1994).

15) In Statuts de l'association Ayda Toulouse extrait de l'article 2 (Archives Ayda 1994).

16) Entretien avec Geneviève Azam.

17) Entretien avec Georges Rivière, il explique aussi que cette association parisienne a été constituée par des Algériens qui sont partis du CISIA et qui étaient très liés à l'ex-PAGS (issus du parti communiste algérien interdit par le FLN).

18) Se reporter au III e) pour plus de précisions sur l'action de Marise Bergé-Lavigne.

19) In compte-rendu de réunion du mardi 10 mai 1994, première page ordre du jour (Archives Ayda 1994).

20) Entretien Geneviève Azam le 9 mai 2000.

21) On s'aperçoit en consultant l'unique cahier de compte-rendu de ces réunions que se sont à peu près les mêmes personnes qui y assistent en nombre variable entre 15 et 30 selon les semaines. (Archives Ayda).

22) Débat organisé lors de la réunion du 10 janvier 1996. (Archives Ayda).

23) Entretien Geneviève Azam.

24) Entretien avec Hassina et Georges Rivière.

25) In lettre manuscrite de Georges Rivière datée du 31 mai 1994 p.2 (Archives Ayda 1994).

26) In lettre manuscrite de Georges Rivière datée du 31 mai 1994 p.4 (Archives Ayda 1994

27) Une partie ultérieure est consacrée à la revue Asma dans la troisième volet de la maîtrise et les activités du comité de rédaction y sont abordées.

28) Les archives de l'association n'ont permis de retrouver que deux lettres de ce type avec cette appellation. Il y cependant d'autres traces de liaison avec les adhérents sous d'autres formats et d'autres dénominations.

29) Mention est faite dans le compte rendu de l'Assemblée Générale du 18 octobre 1995 d'un souhait des adhérents de voir une Assemblée Générale tous les trimestres afin de pouvoir être beaucoup mieux informés et plus actifs au sein d'Ayda. (Archives Ayda 1995).

30) In invitation à l'Assemblée Générale du 13 novembre 1997 (Archives Ayda 1997).

31) Lettre datée du 13 mars 1998 (Archives Ayda 1998).

32) In bilan financier du 1/09/1994 au 30/08/1995 (Archives Ayda 1995).

33) Comme nous avons pu l'expliquer plus haut, les adhésions et les dons sont confondus dans les bilans financiers de l'association.

34) In numéro 2 d'Asma p.11 (Archives Asma 1995).

35) In cahier de compte-rendu des réunions hebdomadaires réunion du 13/12/1995 (Archives Ayda 95).

36) L'absence de bilan financier pour 1997 ne permet pas de donner le chiffre exact.

37) Soirée réalisée au profit de plusieurs associations (Satiricon, Rasl'Front, DAL, le Réseau International de Solidarité avec les Femmes Algériennes) dont Ayda. Le groupe Zebda a reversé la recette de manière équitable entre

toutes les organisations impliquées dans le projet.

38) In lettre type adressée aux maires des collectivités territoriales du Grand Toulouse le 28 novembre 1994 (Archives Ayda 1994).

39) Ayda a peut-être adressé ce courrier à d'autres assemblées communales mais les archives n'ont conservé que ces 4 lettres.

40) Les différents statuts des exilés algériens sont abordés dans la deuxième partie de la maîtrise.

41) L'INPT n'a pas accueilli de réfugiés algériens car composé de plusieurs écoles il propose un enseignement spécifique et très technique.

42) Annuaire S.S.A.E. de Haute-Garonne avril 1996 (Archives Ayda 1996).

43) On retrouve plusieurs lettres dans les archives de ces demandes par quelques associations, notamment Nord/Sud ou Le Groupe Femmes.

44) Extrait de la charte pour un Centre Autogéré Social et Culturel " Un local pour nos colères " signée par AC! Le DAL, le LDH 31, Ras l'Front, Ayda (Archives Ayda 1998).

45) Par exemple, on peut voir toutes ces signatures sur le tract " Pour la démocratie en Algérie " 13/14/15 décembre 1997 (Archives Ayda 1997).

46) L'équipe de direction dynamique et rajeunie de l'UW-UGTA Tiaret a été démise de ses fonctions par le bureau national de l'UGTA d'Alger au début de l'année 2000.

47) Ce comité a été initié par le GISTI et de nombreuses associations de portée nationale y ont adhéré notamment la CIMADE le MRAP, le SNJ, Coup de Soleil, la LDH, le CISIA, la CGT... Ce collectif a coordonné l'organisation de la manifestation " un visa, une vie " à Nantes le 25 mars 1995 à laquelle Ayda a participé.

48) Le PCF a entretenu des rapports très développés avec l'ex parti unique pendant près de 30 ans et l'a soutenu dans ses prises de positions. Ces liens anciens perdurent encore aujourd'hui à travers les prises de positions du PCF sur la crise algérienne.

49) Entretien Mohamed Bahrour.

50) Ce comité créé à l'initiative du Parti Communiste a démarré en novembre 1994 en regroupant 17 partis, associations, syndicats et organisations. Il a été le pôle rassembleur des forces militantes du PC (Aget-UNEF, UEC, JC.). Ayda par l'intermédiaire de Georges Rivière, a assisté à quelques réunions. Mais, souhaitant garder son indépendance politique, elle n'a pas voulu participer à ce comité. Il diluait les revendications algériennes dans le PC et Nord/Sud. Ayda a invité les membres de ce collectif qui souhaitaient vraiment s'investir sur l'Algérie à adhérer individuellement à Ayda. Les arrières pensées politiques de ce collectif ont entraîné sa fin rapide.

51) In programme et décisions (dossier coordination Grand Sud) (Archives Ayda 1996).

52) In déclaration de Montpellier (Archives Ayda 1996).

53) In tract de présentation de la coordination Grand Sud (Archives Ayda 1996).

54) In Programme et décisions (dossier coordination Grand Sud) (Archives Ayda 1996).

55) Ce slogan est repris dans le tract appelant à la manifestation (Archives Ayda 1996).

56) Conversation téléphonique avec Georges Rivière.

57) On n'y trouve que quelques exemplaires de la revue et très peu de traces écrites des relations entre Ayda et POUR ! de plus le site Internet de POUR ! est réduit au strict minimum et s'arrête en 1997.

58) In Asma n°1 novembre 1995 p.2 (Archives Ayda 1995).

59) Ce point spécifique de l'histoire d'Ayda est repris dans la troisième partie de la maîtrise sous le titre 2) les actions de formations.

60) Encart dans la Dépêche de Midi datée du 3 mai 1995.

61) Extraits de la plate-forme de Femmes Algériennes Unies pour l'Egalité des Droits in Asma n° 1 novembre 1995 p.3 (Archives Ayda 1995).

62) In Asma n°1 novembre 1995 p.4/5 (Archives Ayda 1995).

63) Ce projet est étudié plus précisément dans la troisième partie de la maîtrise.

64) Pour plus de renseignements se reporter dans la deuxième partie de la maîtrise dans le chapitre les réfugiés algériens.